

www.lne.fr

RAPPORT D'ETUDE ENVIRONNEMENTALE

MISSION INFOS et DIAG

Arnal-Resotainer	**PROJET DE CONSTRUCTION DE BATIMENT DE SELF-STOCKAGE**
	Route de Civray – Joussé (86 350)
	MISSION INFOS DIAG (A100, A110, A120, A130, A200, A260, A270)

n° dossier		2026BES0014Aa			Agence	BORDEAUX	
A	26/05/2026	55902	Y. COÏC	Y. COÏC	N. SOULET-PRESSAC	47+ANN	Première diffusion
VERSION	DATE	n° CHRONO	REDACTION	VERIFICATION 1 Chef de Projet	VERIFICATION 2 Superviseur	NB PAGES	OBSERVATIONS

RESUME NON TECHNIQUE

NOM CLIENT	**Société ARNAL RESOTAINER**
N° DOSSIER	2026LES0014Aa
TYPE D'ETUDE	Mission INFOS DIAG
CODE NF 31-620	A100 – A110 – A120 – A130 – A200 – A260 – A270
ADRESSE	Route de Civray, Joussé (86 350)
CADASTRE	Parcelles cadastrales n°99 et 111 de la section C pour une surface totale de 17 117 m².
COORDONNEE LAMBERT 93	X = 504 276,56 m / Y = 6 571 877,30 m Z = Environ 164 m NGF (terrain relativement plat)
CONTEXTE/ OBJECTIFS	Dans le cadre d'un projet d'acquisition foncière pour une construction d'un bâtiment de self-stockage, la société ARNAL RESOTAINER a sollicité ABO-ERG ENVIRONNEMENT pour la réalisation d'une mission INFOS-DIAG. Cette présente étude a pour objectifs de : - Réaliser une étude historique et documentaire afin d'identifier les sources potentielles de pollution ; - Comprendre les mécanismes de propagation des éventuelles pollutions ; - Eventuellement définir des mesures simples de gestion ou des mesures minimales de mise en sécurité du site (exemple clôture, …) ; - Mettre à jour le programme d'investigations des milieux dans le but de caractériser les sources potentielles de pollution identifiées et dresser une cartographie de la qualité des milieux ; - Réaliser des investigations de terrain sur le milieu « sol » afin de définir la qualité chimique des sols superficiels (< 2 mètres de profondeur) ; - Emettre d'éventuelles recommandations en termes de gestion du site et/ou d'études complémentaires (diagnostic complémentaire, analyse de risques résiduels, plan de gestion…).
USAGE ACTUEL	Le site est à l'abandon, non surveillé, entièrement clôturé et fermé par un portail.
PROJET D'AMENAGEMENT	Projet de construction d'un bâtiment de self-stockage.
SYNTHESE DE L'ETUDE DE VULNERABILITE	- Contexte Géologique : Le site se trouve au droit de formations détritiques mio-pliocènes des plateaux plus ou moins résiduelles : faciès à galets de quartz, recouvrant des calcaires. Sols vulnérables mais peu sensibles. - Contexte Hydrologique : Le cours d'eau le plus proche est situé à 1,5 km au nord-est du site (Rivière le Clain), sans usage recensé. Eaux superficielles peu vulnérables et peu sensibles. - Contexte Hydrogéologique : pas d'information précise au droit du site, la nappe potentielle serait à environ 10 m de profondeur sous une couche imperméable. Site en dehors de périmètre de protection de captage (captage AEP à plus de 5km). Eaux souterraines peu vulnérables et peu sensibles. - Contexte Ecologique : pas de recensement de site remarquable dans un rayon de 5 km. Zones naturelles peu vulnérables et peu sensibles.
SYNTHESE DE L'HISTORIQUE	Le site était agricole jusqu'en 2002. Des infrastructures y ont été installées depuis l'exploitation du site par Béton Sud Vienne en 2008 (devenue entretemps société GARANDEAU BETONS). Le site était classé ICPE à déclaration pour l'activité d'une centrale à béton. Toutefois la consultation des plans du projet d'implantation de la centrale à béton révèle que le site n'a pas été développé comme prévu, l'analyse des photographies aériennes ne permet pas d'affirmer que la centrale à béton ait été un jour installée. Certaines infrastructures telles que les cases à granulats, le bassin de rétention, des silos à ciment, des trémies de stockage et les bassins de décantation ont pu être identifiées lors de la visite et/ou de l'étude des photographies aériennes historiques. Une déclaration de cessation d'activité a été établie le 03/04/2026 par le dernier exploitant ICPE (Société GARANDEAU BETONS). Cette déclaration précise que « la date de mise à l'arrêt de l'installation est le 01/01/2018 » (régularisation administrative). Depuis cette date le site est à l'abandon et des déchets sont présents à divers endroits sur le site jonchant les sols.

SOURCE POTENTIELLE DE POLLUTION	La visite de site ainsi que l'étude historique ont permis de mettre en évidence les sources potentielles de pollution dans les sols listées ci-dessous : • Déchets divers éparpillés au sol au moment de la visite (pots de peinture, plastiques, mobiliers, … • Déchets divers éparpillés au sol de nature inconnue visibles sur les photos aériennes, • Eventuels remblais de qualité chimique médiocre.
INVESTIGATIONS REALISEES	Les investigations ont été réalisées le 30/04/2026 par un technicien ABO ERG Environnement. 6 fouilles ont été implantées jusqu'à 2,5m de profondeur au droit du site à la pelle mécanique. Lors des investigations réalisées, les sondages ont globalement mis en évidence la présence : - de remblais calcaires beige fragmenté ou graveleux reposant sur des argiles calcaires ou du calcaire altéré. Une légère arrivée d'eau a été observée lors sur la fouille PM1 vers 2,2 m de profondeur.
RESULTATS ANALYTIQUES DU MILIEU SOL	*Concernant les composés métalliques :* Dans la limite des investigations réalisées, il est mis en évidence un dépassement ponctuel et non significatif du seuil RMQS pour le cuivre. *Concernant les composés organiques et pack ISDI :* Les valeurs de comparaison utilisées dans le cadre de cette étude pour les composés organiques et autres paramètres du pack ISDI sont issues de l'Arrêté Ministériel du 12 décembre 2014 et sont utilisées à titre comparatif, et non en tant que valeurs seuils dans l'environnement. Les résultats d'analyses n'ont mis en évidence aucune anomalie particulière pour les HCT C10-C40, HAP, les BTEX, les COHV et les PCB et les autres paramètres sur éluat de pack ISDI. Ces observations montrent que les activités historiques réalisées au droit du site ont eu peu d'impact sur la qualité des sols.
PRECONISATIONS SPECIFIQUES AU SITE D'ETUDE	Dans la limite des investigations réalisées, le site apparaît compatible avec son usage projeté, les sols sont inertes, acceptables en décharge de matériaux inertes en cas d'évacuation hors site ou compatibles avec un réemploi sur site. Il a été constaté la présence de divers déchets (barils, mobiliers, plastiques, pneus…) sur le site pendant notre intervention. Ces déchets devront être évacués vers une filière d'élimination appropriée. Aucune autre recommandation particulière n'est formulée hormis l'établissement d'une attestation ALUR au moment du dépôt du permis de construire (conformément aux prescriptions de la norme NF X 31-620 et de l'arrêté du 09/02/2022).
PRECONISATION GENERALES	Lors de tous travaux d'aménagement, le Maître d'Ouvrage prendra toutes les précautions d'usage (caractérisation, sécurisation, …) en cas d'éventuelles découvertes suspectes voire inhabituelles d'un point de vue environnemental (ouvrage enterré de stockage, sols odorants, strate d'aspect non sain, …), notamment, en termes de gestion des terres (élimination en centre autorisé si nécessaire) et de protection des travailleurs. En particulier, le propriétaire de ces matériaux vérifiera que la qualité des sols extraits est compatible avec la filière d'élimination qu'il a retenue (décharge d'inerte (ISDI), ISDND, biocentre, ISDD, etc…). Il est à noter qu'en l'absence d'information sur les pratiques agricoles, notamment les apports d'engrais et l'épandage d'entrants extérieurs (épandage de boues notamment) la présence d'autres polluants ne peut être écartée, tel qu'un enrichissement des sols en certains métaux et la présence de PFAS. Les métaux seront recherchés du fait des sources potentielles de pollution identifiées. Les PFAS, ne présentant pas à ce jour de valeur de référence dans les sols, ne seront pas recherchés au regard des enjeux dans le cadre de ce diagnostic initial. Nous recommandons néanmoins au MOA d'intégrer ces composés dans le cadre d'un diagnostic plus poussé.
Cette synthèse non technique, volontairement simplificatrice, fait partie intégrante et est indissociable de notre rapport. Pour une bonne compréhension du présent document, une lecture intégrale de ce dernier est nécessaire.	

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX 6

LISTE DES FIGURES 6

PRINCIPALES ABREVIATIONS EMPLOYEES 8

1. MISSION INFOS 9

1.1. CONTEXTE 9
1.2. CADRE DE LA MISSION INFOS 9
1.3. CADRE DE LA MISSION « DIAGNOSTIC DE POLLUTION DES SOLS » 10

2. SOURCES D'INFORMATIONS 12

2.1. INFORMATIONS FOURNIES PAR LE DONNEUR D'ORDRE 12
2.2. SOURCES EXTERNES CONSULTEES 12

3. CARACTERISTIQUES DU SITE ET DE SES ALENTOURS 14

3.1. CARACTERISTIQUES GENERALES DE LA ZONE D'ETUDE 14
3.2. PRESENTATION DU PROJET D'AMENAGEMENT 16

4. ETUDE DE VULNERABILITE DES MILIEUX 16

4.1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE 16
4.2. CONTEXTE GEOLOGIQUE 16
CONTEXTE GEOLOGIQUE REGIONAL 16
NATURE GEOLOGIQUE LOCALE 16
4.3. CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE 17
NATURE DES EAUX SOUTERRAINES 17
USAGE DES EAUX SOUTERRAINES 17
4.4. CONTEXTE HYDROLOGIQUE 18
4.4.1. RESEAU HYDROGRAPHIQUE 18
4.5. CONTEXTE CLIMATIQUE 18
4.6. CONTEXTE ECOLOGIQUE 19
4.7. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES 19
4.8. SYNTHESE DE LA VULNERABILITE ET LA SENSIBILITE DES MILIEUX 20

5. VISITE DE SITE 21

5.1. VISITE DES ABORDS IMMEDIATS DU SITE 21
5.2. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE ET DE L'OCCUPATION DU SITE 22
5.3. RECUEIL DE TEMOIGNAGES 23
5.4. SYNTHESE DES SOURCES POTENTIELLES DE POLLUTION RETENUES A L'ISSUE DE LA VISITE DE LA ZONE D'ETUDE 23

6. ÉTUDE HISTORIQUE ET DOCUMENTAIRE 24

6.1. CONSULTATION ET INTERPRETATION DES PHOTOGRAPHIES AERIENNES DE L'IGN 24
6.2. INVENTAIRES DES SITES ET SOLS POTENTIELLEMENT POLLUES 27
6.2.1. RECHERCHE SUR INFOSOLS ET SIS 28

6.2.2. RECHERCHE SUR CASIAS 28
6.2.3. BASE DE DONNEES DES ICPE 29
6.3. INFORMATIONS RECUEILLIES AUPRES DES SERVICES DE L'ÉTAT 30
6.3.1. PREFECTURE DE LA VIENNE 30
6.3.2. ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE LA VIENNE 30
6.4. ACCIDENTS / INCIDENTS SURVENUS SUR LE SITE D'ETUDE 31
6.5. RISQUE PYROTECHNIQUE 31
6.6. SYNTHESE DE L'ETUDE HISTORIQUE 31

7. IDENTIFICATION DES DANGERS OU SOURCES DE POLLUTION 32

8. SCHEMA CONCEPTUEL D'EXPOSITION INITIAL 33

8.1. LES SOURCES POTENTIELLES DE POLLUTION 33
8.2. VOIES DE TRANSFERT 33
8.3. LES VOIES D'EXPOSITION 34
8.4. LES CIBLES 34

9. MESURES D'URGENCE OU DE PREVENTION 35

10. PROGRAMME D'INVESTIGATIONS PROPOSE PAR ABO-ERG ENVIRONNEMENT . 36

11. MISSION A200 – DIAGNOSTIC DU MILIEU SOL 37

11.1. NATURE DES INVESTIGATIONS DU MILIEU SOL 37
11.1.1. GENERALITES 37
11.1.2. METHODOLOGIE DE PRELEVEMENTS DES SOLS 38
11.2. RECHERCHES ANALYTIQUES PORTANT SUR LES SOLS 39
11.3. PRINCIPALES OBSERVATIONS DE TERRAIN 39
11.3.1. PRINCIPALES OBSERVATIONS GEOLOGIQUES ET HYDROGEOLOGIQUES 39
11.3.2. PRINCIPALES OBSERVATIONS DE TERRAIN ORGANOLEPTIQUES 39
11.4. CRITERES DE COMPARAISON RETENUS DANS LE CADRE D'UNE APPROCHE ENVIRONNEMENTALE 39
11.5. INTERPRETATION DES RESULTATS D'ANALYSES DE SOL – APPROCHE ENVIRONNEMENTALE 39
11.5.1. CONCERNANT LES COMPOSES METALLIQUES 40
11.5.2. CONCERNANT LES COMPOSES ORGANIQUES 40
11.5.3. CONCERNANT LA GESTION DE DEBLAIS 40

12. SCHEMA CONCEPTUEL D'EXPOSITION RETENU 41

13. CONCLUSION ET PRECONISATIONS DE LA MISSION INFOS 42

13.1. SYNTHESE DE L'ETUDE ENVIRONNEMENTALE 42
CONTEXTE GEOLOGIQUE 42
CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE ET HYDROLOGIQUE 42
USAGE DES EAUX 42
CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL 42
13.2. SYNTHESE DE L'ETUDE HISTORIQUE 43
SYNTHESE DU CONTEXTE HISTORIQUE DU SITE 43
SYNTHESE DES SOURCES POTENTIELLES DE POLLUTION 43
13.3. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 43

14. CONCLUSION ET PRECONISATIONS DE LA MISSION DIAG 44

14.1. SYNTHESE ET CONCLUSION 44
14.2. SYNTHESE DES DONNEES ENVIRONNEMENTALES 44
14.2.1. DONNEES ISSUES DES INVESTIGATIONS REALISEES SUR LE MILIEU SOL 44
14.3. PRECONISATIONS SPECIFIQUES AU SITE D'ETUDE 45
14.4. PRECONISATIONS GENERALES 45
14.5. LIMITES DE L'ETUDE 45

ANNEXES 47

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Liste des principales abréviations 8
Tableau 2 : Codification NF X 31-620 10
Tableau 3 : Codification de la mission selon la norme NF X-31-620 11
Tableau 4 : Eléments transmis par le donneur d'ordres 12
Tableau 5 : Liste des sources consultées et dates de prises de contact / consultation 12
Tableau 6 : Caractéristiques générales du site 14
Tableau 7 : Contexte climatique 18
Tableau 8 : Synthèses des zones naturelles soumises à protection référencées à proximité du site d'étude 19
Tableau 9 : Risques naturels et technologiques de la zone d'étude (Source Géorisques) 20
Tableau 10 : Vulnérabilité et sensibilité des milieux 20
Tableau 11 : Description de l'activité et de l'occupation actuelle 22
Tableau 12 : Photographies aériennes anciennes de l'IGN 24
Tableau 13 : Sites CASIAS recensés à proximité immédiat ou en amont hydraulique de la zone d'étude 29
Tableau 14 : Synthèse de l'étude de l'historique des activités avec leurs SPP 31
Tableau 15 : Synthèse des sources de pollutions potentielles recensées au droit et à proximité du site 32
Tableau 16 : Pertinence des différentes expositions potentielles 35
Tableau 17 : Programme d'investigations prévisionnel 36

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation du site sur photographie aérienne 15
Figure 2 : Plan parcellaire de la zone d'étude 15
Figure 3 : Plan masse projet 16
Figure 4 : Localisation du captage publique AEP (Source : Cart'eaux) 17
Figure 5 : Localisation des réseaux hydrographique dans l'environnement du site 18
Figure 6 : Zones naturelles présentes dans l'environnement du site 19
Figure 7 : Abords immédiats de la zone d'étude (source : IGN) 21
Figure 8 : Localisation des activités/installations observées lors de la visite de site du 21/04/2026 23

Figure 9 : Localisation des sites CASIAS et sur et à proximité de la zone d'étude (Source : InfoTerre) 29
Figure 10 : Sources potentielles de pollution retenues à l'issue de l'étude historique et documentaire 33
Figure 11 : Plan prévisionnel des investigations 36
Figure 12 : Plan d'implantation des fouilles réalisées le 30/04/2025 38

PRINCIPALES ABREVIATIONS EMPLOYEES

Tableau 1 : Liste des principales abréviations

Abrév.	*Définition*
ADES	Accès aux données sur les eaux souterraines.
AEP	Alimentation en eau potable
ARIA	Analyse Recherche et Information sur les Accidents
ARS	Agence Régional de Santé
BASOL	Base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués
BNPE	Banque nationale des prélèvements quantitatifs en eau
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
BSS	Banque du Sous-Sol
BTEX	Composés aromatiques volatils (Benzène – Toluène – Ethylbenzène – Xylènes)
CASIAS	Carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Service
COHV	Composés Organo-Halogénés Volatils
ETM	Élément-trace métallique
DLI	Dépôt de Liquides Inflammables
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
HAP	Hydrocarbure Aromatique Polycyclique
HCT	Hydrocarbures totaux
ICPE	Installations Classées Pour la Protection de l'Environnement
IGN	Institut géographique national
NGF	Nivellement général de la France
PCB	Polychlorobiphényles
PLU	Plan Local d'Urbanisme
SCEi	Schéma Conceptuel d'Exposition initial
SIS	Secteurs d'Information sur les Sols
SPP	Source Potentielle de Pollution
/TN	Par rapport au Terrain Naturel
ZNIEFF	Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

1. MISSION INFOS

1.1. Contexte

Dans le cadre d'un projet d'acquisition foncière et de construction d'un bâtiment de self-stockage, la société ARNAL RESOTAINER a missionné ABO-ERG ENVIRONNEMENT pour la réalisation d'une mission INFOS - DIAG au droit d'un site situé à Joussé (86).

La zone d'étude concerne les parcelles cadastrales n°99 et 111 de la section C pour une surface totale de 17 117 m².

Les prestations confiées à ABO-ERG ENVIRONNEMENT dans le cadre de cette mission consistent à :

- Réaliser une étude historique et documentaire afin d'identifier les sources potentielles de pollution ;
- Comprendre les mécanismes de propagation des éventuelles pollutions ;
- Eventuellement définir des mesures simples de gestion ou des mesures minimales de mise en sécurité du site (exemple clôture, …) ;
- Mettre à jour le programme d'investigations des milieux dans le but de caractériser les sources potentielles de pollution identifiées et dresser une cartographie de la qualité des milieux ;
- Réaliser des investigations de terrain sur le milieu « sol » afin de définir la qualité chimique des sols superficiels (< 2 mètres de profondeur) ;
- Emettre d'éventuelles recommandations en termes de gestion du site et/ou d'études complémentaires (diagnostic complémentaire, analyse de risques résiduels, plan de gestion…).

La méthode s'appuie point par point sur les préconisations du guide relatif aux Modalités de gestion et de réaménagement des sites et sols pollués établies par le MEEDDAT le 8 février 2007 et mises à jour en avril 2017.

Cette mission fait suite à notre proposition financière référencée DE251285_YCC_RESOTAINER_JOUSSE 86.V4 émise le 09/04/2026 acceptée sans réserve par le donneur d'Ordres. Elle est basée sur une étude des documents disponibles, mis à notre disposition (de manière écrite ou orale) et facilement accessibles au moment de la rédaction du présent rapport.

1.2. Cadre de la Mission INFOS

La présente mission aura pour base normative le document NF X 31-620 (version de décembre 2021) : Qualité du sol – prestations de services relatives aux sites et sols pollués :

- Partie 1 : Exigences générales.
- Partie 2 : Exigences dans le domaine des prestations d'études, d'assistance et de contrôle.

La codification, pour tout ou partie, de la présente mission au sens de la norme NF X 31-620 est pour les offres de prestations élémentaires :

Tableau 2 : Codification NF X 31-620

CODE		OFFRES DE PRESTATIONS ELEMENTAIRES	OBJECTIFS
INFOS	A100	Visite de site	Procéder à un état des lieux. Il est impératif de visiter le site une ou plusieurs fois, le plus tôt possible dans le déroulement des études, afin : - D'orienter la recherche documentaire, d'en vérifier certaines informations ou de les compléter ; - D'orienter la stratégie de contrôle des milieux ; - Surtout, de dimensionner à leur juste proportion les premières mesures de précaution et de maîtrise des risques quand elles sont nécessaires ; - Vérifier l'état des ouvrages piézométriques actuels et s'assurer qu'ils pourront bien être intégrés à la campagne de suivi des milieux.
	A110	Etudes historiques, documentaires et mémorielles	Etudes historiques, documentaires et mémorielles. Les études historiques, documentaires et mémorielles ont pour but de reconstituer, à travers l'histoire des pratiques industrielles et environnementales du site, d'une part, les zones potentiellement polluées et d'autre part, les types de polluants potentiellement présents au droit du site concerné". Elles permettent, par ailleurs, d'identifier les restrictions ou contraintes d'usages qui pourraient être imposées aux terrains.
	A120	Etude de vulnérabilité des milieux	Cette étude vise à identifier les possibilités de transfert des pollutions et les usages réels des milieux concernés. Les transferts peuvent s'effectuer par exemple par une nappe sous-jacente, par l'air atmosphérique, par les végétaux cultivés… Les usages incluent par exemple les habitations, les établissements recevant du public, les zones agricoles…
	A130*	Elaboration d'un programme prévisionnel d'investigations et de surveillance des différents milieux	Cette prestation permet de définir un programme prévisionnel d'investigations sur la base du schéma conceptuel et peut être mise en œuvre pour satisfaire de multiples objectifs : - Identifier ou caractériser des sources potentielles de pollution, - Apporter des éléments de connaissance d'un vecteur de transfert ou d'un milieu, - Infirmer ou confirmer certaines hypothèses du schéma conceptuel, - - etc.

*La mission A130 sera réalisée de manière partielle. Certains items de la prestation élémentaire telle que prévue dans la norme NF X 31-620 (tels que les méthodes analytiques, protocoles de prélèvement, de conservation et de transport des échantillons, ainsi que la gestion des déchets d'investigation, etc) ne seront pas détaillés.

Toute prestation non décrite dans les offres présentées ci-dessus, est exclue de notre mission. De plus, notre mission à caractère « environnemental » n'aborde pas les problématiques géotechniques.

1.3. Cadre de la Mission « Diagnostic de pollution des sols »

La présente mission a pour base normative le document NF X 31-620 : Qualité du sol – prestations de services relatives aux sites et sols pollués :

- Partie 1 : Exigences générales.
- Partie 2 : Exigences dans le domaine des prestations d'études, d'assistance et de contrôle.
- Partie 3 : Exigences dans le domaine des prestations d'ingénierie des travaux de réhabilitation.

La codification, pour tout ou partie, de la présente mission au sens de la norme NF X 31-620 est pour les offres de prestations élémentaires présentées dans le tableau suivant.

Tableau 3 : Codification de la mission selon la norme NF X-31-620

OBJECTIFS GLOBAUX	CODE	DESCRIPTION	OBJECTIFS
Offres de prestations élémentaires			
Réalisation d'investigation sur les milieux SOL	**A200**	Prélèvements, mesures, observations et / ou analyses sur les sols	Cette prestation vise à réaliser des prélèvements, mesures, observations et/ou analyses sur les différents milieux selon les règles de l'art et/ou les documents normatifs existants. Elle est intégrée selon les besoins dans les prestations CONT, DIAG, IEM, PG et SUIVI définies dans la norme NF X 31-620-2 ou PCT définie dans la norme NF X 31-620-3.
	A260	Prélèvements, mesures, observations et / ou analyses sur les terres à excaver	
	A270	Interprétation des résultats des investigations	L'interprétation des résultats relève spécifiquement de la prestation A270.

Toute prestation non décrite dans les offres présentées ci-dessus, est exclue de notre mission. De plus, notre mission à caractère « environnemental » n'aborde pas les problématiques géotechniques.

2. SOURCES D'INFORMATIONS

2.1. Informations fournies par le donneur d'ordre

Le Tableau 4 ci-dessous récapitule les informations communiquées par le donneur d'ordres à ABO-ERG ENVIRONNEMENT.

Tableau 4 : Eléments transmis par le donneur d'ordres

Intitulé	Émetteur	Date	Nb de page / de Pièce	Commentaires
Document présentation de projet	Resotainer	02/04/2026	4/1	Plan de situation et plan de masse projet
Origine de propriété	Resotainer	02/04/2026	4/1	-

2.2. Sources externes consultées

Une recherche de l'historique et du contexte environnemental du site a été menée sur la base des sources externes recensées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5 : Liste des sources consultées et dates de prises de contact / consultation

Organismes ou bases de données consultés	Objet de la consultation, type d'informations recherchées	Date de visites ou consultation	Date de réponse
Visite du site	La visite a concerné le site et ses abords (rayon de 100 m). Cette visite a eu pour but : - D'évaluer les diverses pratiques d'utilisation du site tant au niveau des pratiques de production que de gestion environnementale des déchets et rejets afin d'estimer la nature et les quantités de produits indésirables ayant pu contaminer les milieux environnementaux, - D'observer les usages constatés et leur sensibilité dans le proche environnement du site.	21/04/2026	-
IGN www.geoportail.gouv.fr	- Cartes IGN de la commune d'implantation du site, - Photographies aériennes actuelles et anciennes de la zone d'implantation du site.	27/04/2026	-
CADASTRE www.cadastre.gouv.fr	Extrait plan cadastral (section et numéro de parcelle, superficie)	27/04/2026	-
GEORISQUE http://www.georisques.gouv.fr/	- Secteurs d'Informations sur les Sols (SIS) - Base de données InfoSols sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. - Base de données CASIAS : inventaire historique de sites industriels et activités de service. - Liste des installations classées pour l'environnement (ICPE)	27/04/2026	-
ARIA http://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/	La base ARIA (Analyse, Recherche et Information sur les Accidents) recense les incidents ou accidents qui ont, ou auraient, pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publiques, l'agriculture, la nature et l'environnement. Pour l'essentiel, ces événements résultent de l'activité d'usines, ateliers, dépôts, chantiers, carrières, élevages… classés au titre de la législation relative aux Installations Classées.	27/04/2026	-

Organismes ou bases de données consultés	Objet de la consultation, type d'informations recherchées	Date de visites ou consultation	Date de réponse
PLU https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/	PLU de la zone d'étude	27/04/2026	-
Infoterre http://infoterre.brgm.fr/	- Carte géologique - Carte hydrogéologique -Recensement des points BSS (coupes lithologiques) - Recensement des captages d'eau souterraine - Fiches masses d'eau - Zonage règlementaire PN, ZNIEFF, etc	28/04/2026	-
AtlaSanté http://www.atlasante.fr/	Captages d'eau et périmètres de protection	28/04/2026	-
INFOCLIMAT	Informations météorologiques du site	28/04/2026	-
Ministère de la santé et de la protection sociale https://baignades.sante.gouv.fr/	Liste et qualité des points de baignade	28/04/2026	-
BNPE https://bnpe.eaufrance.fr/acces-donnees	Accès des données sur les prélèvements en eau	28/04/2026	-
Archives départementales	Historique du site, Sites ICPE recensés	15/04/2026 21/04/2026	17/04/2026
DREAL vienne		07/04/2026 21/04/2026	14/04/2026
Mairie		03/04/2026 21/04/2026	Aucune réponse n'a été transmise
Préfecture		03/04/2026 21/04/2026	14/04/2026

Les courriels de demande de renseignements et de réponse des entités contactées sont présentés en **annexe A2.1**.

3. CARACTÉRISTIQUES DU SITE ET DE SES ALENTOURS

La localisation du site sur fond de carte IGN, photographie aérienne et cadastre est présentée dans les **annexes A1.1** à **A1.3**.

3.1. Caractéristiques générales de la zone d'étude

Le Tableau 6 présente les caractéristiques générales du site à l'étude.

Tableau 6 : Caractéristiques générales du site

Caractéristiques générales du site	Synthèse des informations collectées
Adresse du site	Le site d'étude se trouve sur la commune de Joussé (86350) sise au 12 Route de Civray.
Références cadastrales	Parcelles cadastrales n°99 et 111 de la section C pour une surface totale de 17 117 m² (cf. Figure 2).
Urbanisme	Le site se situe en zone UGe correspondant aux zones urbaines à vocation économique, selon le PLU de la commune de Joussé.
Usage du site	Le site est une friche, il n'y a pas d'usagers, la moitié du site est recouverte de végétation et des déchets de type plastiques, pots de peintures, mobiliers, … sont présents à divers endroits. Le site est non surveillé, entièrement clôturé et fermé par un portail.
Cadre réglementaires applicable (ICPE…)	Le site d'étude est référencé dans la base de données CASIAS (numéro SSP426360) (cf. annexe A2.5) pour les activités suivantes : • Depuis 2008 (exploité par BETON SUD VIENNE) : Centrale à béton : fabrication de béton prêt à l'emploi. Une déclaration de cessation d'activité en date du 03/04/2026 a été établie par le dernier exploitant ICPE (Société GARANDEAU BETONS). Cette déclaration précise que « la date de mise à l'arrêt de l'installation est le 01/01/2018 » (régularisation administrative).

La localisation du site sur fond de photographie aérienne récente est présentée en Figure 1.

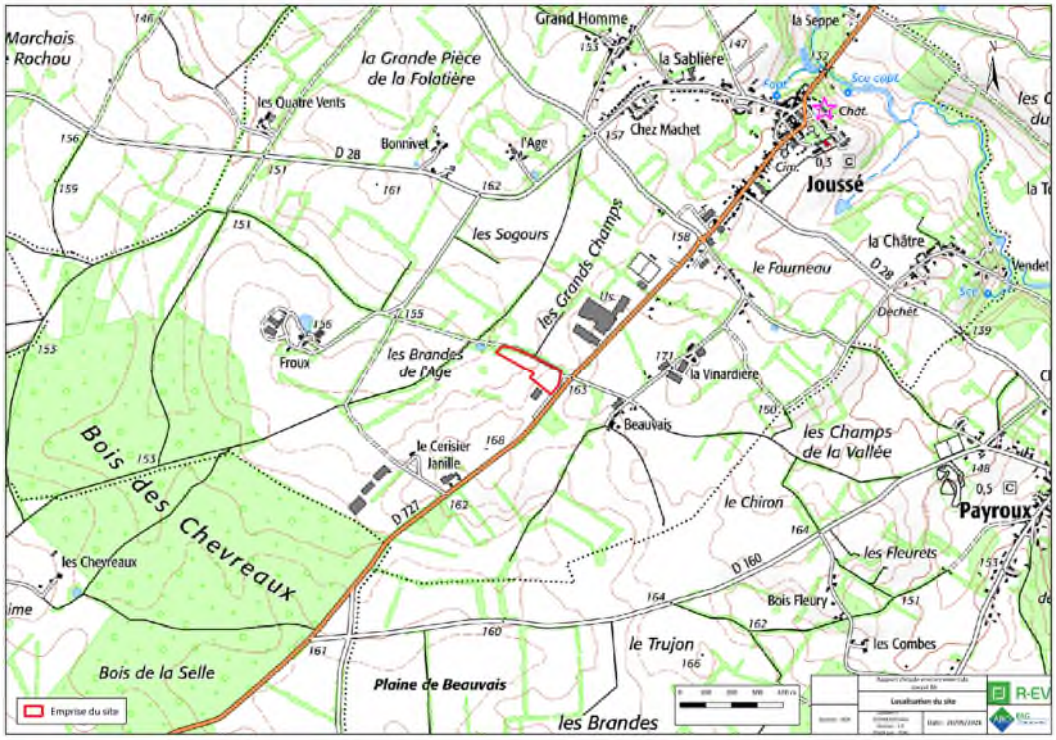


Figure 1 : Localisation du site sur photographie aérienne



Figure 2 : Plan parcellaire de la zone d'étude

3.2. Présentation du projet d'aménagement

Le projet d'aménagement correspond à un projet de construction d'un bâtiment de self-stockage.

Le plan masse projet retenu à ce stade est présenté en Figure 3.



Figure 3 : Plan masse projet

4. ETUDE DE VULNÉRABILITÉ DES MILIEUX

4.1. Contexte géographique

La zone du site d'étude présente une topographie globalement plane avec une altitude moyenne d'environ 160 m NGF.

4.2. Contexte géologique

Contexte géologique régional

A l'échelle régionale et sous des remblais anthropiques éventuels, la formation géologique attendue est une formation détritique mio-pliocène des plateaux plus ou moins résiduelle : Faciès à galets de quartz.

Nature géologique locale

D'après le site InfoTerre, aucun forage avec une coupe lithologique n'est recensé aux alentours du site étudié.

4.3. Contexte hydrogéologique

Nature des eaux souterraines

Selon la base de données du site Eaufrance (BDLisa), le site se trouve au droit de l'entité hydrogéologique dénommée « Formations tertiaires indifférenciées de Poitou Charentes » n°119 AE03.

Les formations superficielles, d'une épaisseur moyenne d'environ 10 m, présentent a priori une faible à très faible perméabilité. En revanche, des aquifères seraient susceptibles d'être présents au sein des formations plus profondes, notamment dans les calcaires jurassiques.

La profondeur de la nappe n'est pas connue.

Usage des eaux souterraines

- Alimentation en Eau Potable (AEP)

Le premier captage AEP est localisé à plus de 5 km au sud-ouest. Le site est localisé hors périmètre de protection de ce captage. Compte tenu de la distance de ce captage par rapport au site étudié, il est considéré comme non vulnérable à une éventuelle pollution en provenance du site.



Figure 4 : Localisation du captage publique AEP (Source : Cart'eaux)

- Autres usages

D'après la base de données InfoTerre, aucun forage est localisé dans un rayon d'environ 300 m du site d'étude. 4 forages probablement agricoles sont recensés entre 500 et 700 m de la zone d'étude en direction sud-ouest sans lithologie précisée (BSS001QUYN à 570 m à l'ouest, BSS001QVAW, BSS001QVAX et BSS001QUYP à environ 600m au sud-ouest). Deux ouvrages sont référencés comme prélèvements sur le site bnpe.eaufrance (FROUX à environ 650 m à l'ouest et LES JANILLES à environ 600 m au sud).

4.4. Contexte hydrologique

4.4.1. Réseau hydrographique

La commune de Joussé fait partie du SAGE Clain. Le Clain (rivière) est situé 1,5 km au Nord-Est du site. Aucun usage n'est recensé dans cette zone.

Compte tenu de sa distance par rapport au site, le Clain est peu susceptible d'être impacté par un transfert de contamination en provenance du site d'étude.



Figure 5 : Localisation des réseaux hydrographique dans l'environnement du site

4.5. Contexte climatique

La station météorologique située la plus proche de Joussé est la station de Brigueuil localisée à environ 42 km au sud-est.

Tableau 7 : Contexte climatique

Contexte climatique	Synthèse des informations collectées	Sources d'informations
Type de climat	Tempéré Océanique	Météo France
Nom de la station météorologique	Brigueuil (45,96°N | 0,84°E), altitude 250 m	Site Internet infoclimat.fr
Températures moyennes annuelles entre 2020 et 2025	Min : 3°C / Max : 15.2°C	
Précipitations moyennes annuelles entre 2020 et 2025	47 mm	

4.6. Contexte écologique

Tableau 8 : Synthèses des zones naturelles soumises à protection référencées à proximité du site d'étude

Type de zone naturelle d'intérêt	Présence / absence et caractéristiques
ZNIEFF (Zone Naturelle d'intérêt écologique, Faunistique et Floristique)	Le site d'étude n'est concerné par aucune de ces zones (absence dans un rayon de 1 km).
ZICO, ZPS et NATURA 2000	Le site d'étude n'est concerné par aucune de ces zones (absence dans un rayon de 1 km).
Arrêté d'action biotope	Le site d'étude n'est concerné par aucune de ces zones (absence dans un rayon de 3 km).
Parc Naturel régional	Le site d'étude n'est concerné par aucune de ces zones (absence dans un rayon de 1 km).
Réserve naturelle	Le site d'étude n'est concerné par aucune de ces zones (absence dans un rayon de 1 km).
Inventaire du patrimoine géologique	Le site d'étude n'est concerné par aucune de ces zones (absence dans un rayon de 1 km).

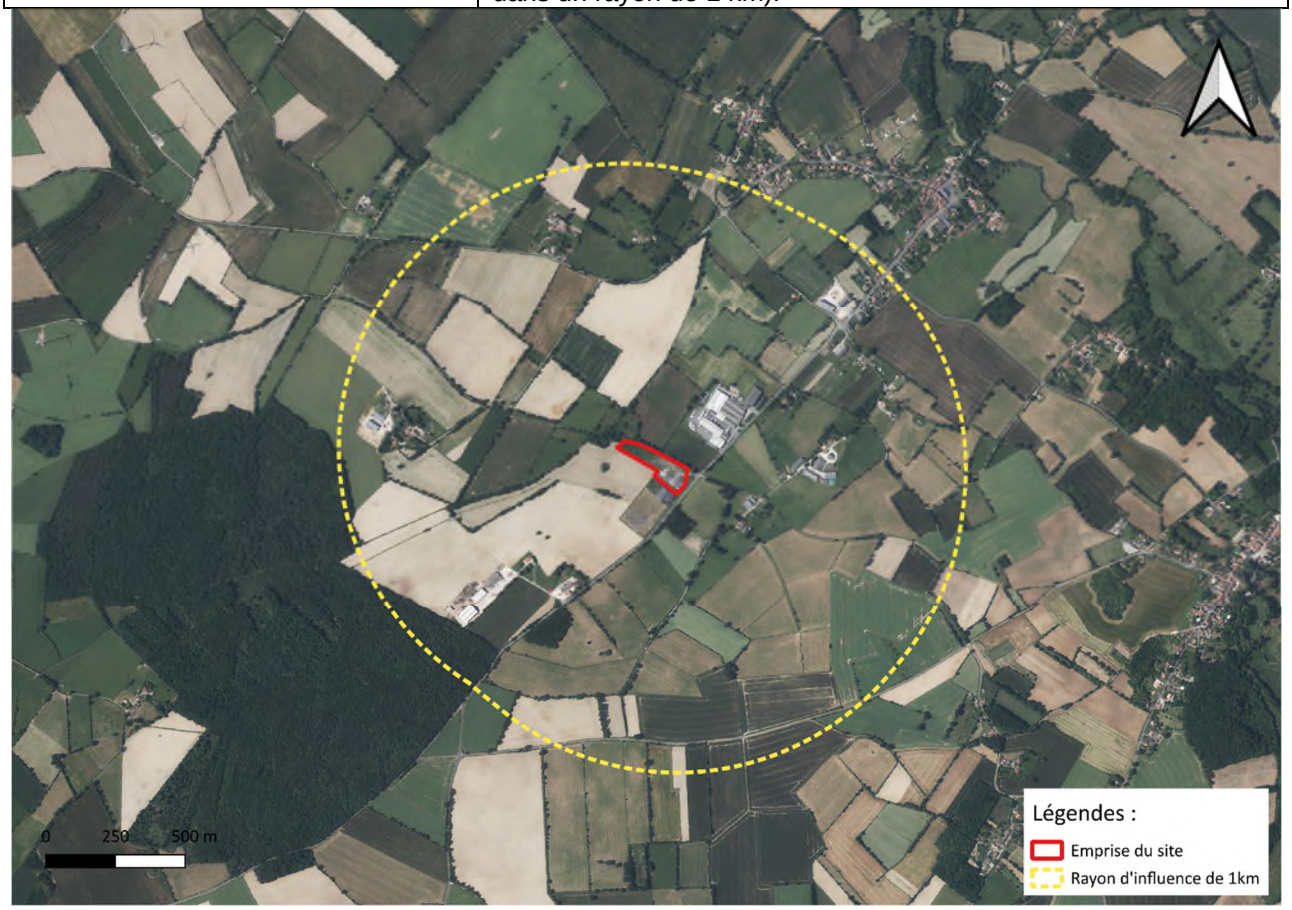


Figure 6 : Zones naturelles présentes dans l'environnement du site

Le site d'étude n'est à proximité d'aucune zone naturelle d'intérêt.

4.7. Risques naturels et technologiques

La consultation du site Géorisques informant sur les risques naturels et technologiques sur un territoire est synthétisée dans le Tableau suivant.

Tableau 9 : Risques naturels et technologiques de la zone d'étude (Source Géorisques)

Risques	Appréciation
Inondation	Le site et la commune bénéficient d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) dont l'identifiant est PAPI_2024_0009. Aucun risque de remontée de nappe a été recensé au niveau du site.
Mouvement de terre par affaissement, effondrement, chutes de pierre, éboulement et glissement de terrain	Dans son Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la préfecture a classé la commune de Joussé à risque pour les aléas et sous aléas : Mouvement de terrain Tassements différentiels.
Cavités souterraines	Le site n'est pas concerné.
Risque sismique	Le site est situé dans un secteur d'aléa faible.
Gonflement retrait des argiles	Le site est situé dans un secteur dit important.
Technologique	Le site d'étude n'est pas concerné par un plan de prévention des risques technologiques installations industrielles. Aucune centrale nucléaire de production d'électricité n'est située dans un rayon de 20 km autour du site d'étude. Le site internet Géorisques du BRGM recense la présence de deux anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m de la zone d'étude. La zone d'étude est elle-même référencée CASIAS.
Potentiel Radon	La commune de Joussé est classée en catégorie 1 (risque faible).

4.8. Synthèse de la vulnérabilité et la sensibilité des milieux

Le Tableau 10 ci-dessous récapitule les différents milieux et la vulnérabilité et sensibilité de ces milieux à une éventuelle pollution au droit du site.

Tableau 10 : Vulnérabilité et sensibilité des milieux

Milieux	Vulnérabilité	Sensibilité
Sols	**FORTE** Recouvrement partiel au niveau du site	**FAIBLE** Absence d'activité humaine. Le site est à l'abandon, non surveillé, entièrement clôturé et fermé par un portail
Eaux souterraines	**FAIBLE** L'aquifère potentiel serait situé dans les calcaires du jurassique à plus de 10 m de profondeur protégé par les formations superficielles peu perméables	**FAIBLE** Absence de forage AEP dans un rayon de plus de 1 km Captages agricoles à plus de 500m
Eaux superficielles	**FAIBLE** Pas d'eaux superficielles situé à moins de 1km	**FAIBLE**
Zones naturelles	**FAIBLE** Absence de Zones naturelles d'intérêt à moins de 1km	**FAIBLE**

5. VISITE DE SITE

Le site d'étude a été visité le 21/04/2026 par un ingénieur d'ABO-ERG ENVIRONNEMENT. Elle a eu pour objectif de constater l'état actuel du site, d'identifier les éventuelles sources potentielles de pollution présentes actuellement sur le site et de définir les possibilités d'intervention.

Le compte-rendu de visite de site ainsi que le reportage photographique sont disponibles en **annexe A1.4.**

5.1. Visite des abords immédiats du site

Le site est implanté au sein d'un secteur à dominante agricole et est bordé :

- Au nord par un espace agricole ;
- A l'est, par un espace agricole ;
- Au sud, par un bâtiment de literie la belle au bois dormant ainsi que des parcelles agricoles ;
- A l'ouest par un espace agricole.

La figure 7 donne la localisation des éléments observés aux abords immédiats de la zone d'étude.

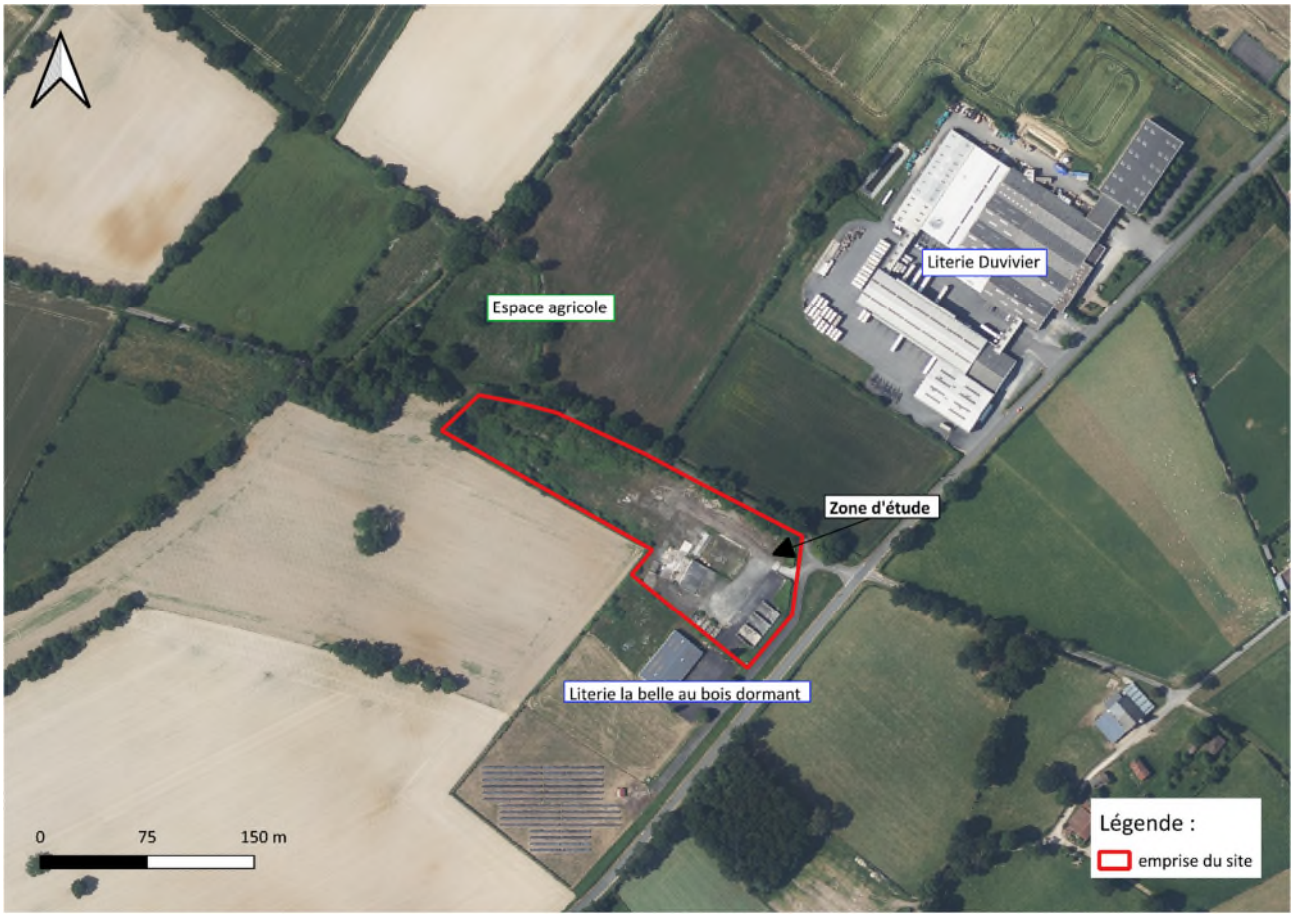


Figure 7 : Abords immédiats de la zone d'étude (source : IGN)

5.2. Description de l'activité et de l'occupation du site

Le tableau suivant présente l'activité et de l'occupation actuelle du site :

Tableau 11 : Description de l'activité et de l'occupation actuelle

Accès au site, clôture et protection	La zone d'étude est accessible via la route de Civray
Bâtiments (Dénomination, usage, …)	Le site d'étude ne dispose pas de bâtiment
Activité générale du site	Le site n'est plus en activité.
Type et nombre de population fréquentant le site	Le site n'accueille plus de personnel (site à l'arrêt).
Liste des équipements spécifiques (poste transfo électrique, station essence, aire de lavage…) et date de mise en service	Aucun équipement spécifique n'a été repéré lors de la visite de site.
Stockages aériens ou enterrés identifiés lors de la visite (dimension, état, contenu, …) et date du 1er dépôt	Aucun stockage aérien ou enterré n'a été repéré lors de la visite de site.
Couverture de surface / imperméabilisation	Une partie du site est recouverte par de l'enrobé (mis en place après 1997 d'après les photos aériennes). Le reste du site ne possède pas de couverture spécifique.
Incidents répertoriés récemment	Aucun incident n'a été communiqué lors de la visite de site.
Constat visuel de pollution	Des déchets étaient présents à différents endroits du site (de type plastiques, pots de peintures, mobiliers, …), aucun autre indice organoleptique n'a été constaté lors de la visite de site.



Figure 8 : Localisation des activités/installations observées lors de la visite de site du 21/04/2026

5.3. Recueil de témoignages

En l'absence d'anciens employés connus (pas d'information fournie par le donneur d'ordres), de personnes croisées à proximité du site lors de la visite et d'autorisation du donneur pour interviewer des riverains, et au regard des informations collectées par ailleurs, aucun recueil de témoignages n'a été effectué.

5.4. Synthèse des sources potentielles de pollution retenues à l'issue de la visite de la zone d'étude

La visite du site a permis d'identifier des sources potentielles de pollution liées aux activités actuelles.

Il n'a pas été mis en évidence la nécessité de mettre en place des mesures d'urgence au regard de l'état environnemental constaté lors de la visite.

6. ÉTUDE HISTORIQUE ET DOCUMENTAIRE

6.1. Consultation et interprétation des photographies aériennes de l'IGN

Les photographies aériennes mises à disposition par l'Institut Géographique National (IGN) et sur Google Earth couvrent la période de 1944 à 2025. Seules les photographies présentant une bonne résolution et des modifications spécifiques du site sont présentées ici. La totalité des photographies aériennes consultées est présentée en **annexe A2.2.**

Tableau 12 : Photographies aériennes anciennes de l'IGN

Année du cliché	Photographie aérienne	Description
1959		**Etat des lieux :** terrain agricole **Hors site :** terrains agricoles et ferme.
1972		**Etat des lieux :** Pas de changement notable observé. **Hors site :** création d'un bâtiment au Nord-Est du site (Literie Duvivier)

Année du cliché	Photographie aérienne	Description
1988		**Etat des lieux :** Pas de changement notable observé. **Hors site :** Agrandissement du bâtiment Duvivier literie
1993		**Etat des lieux :** Pas de changement notable observé. **Hors site :** Pas de changement notable observé.
2002		**Etat des lieux :** La parcelle n'est plus agricole, traces de terrassement, d'aménagement du site sur sa partie ouest et centre. **Hors site :** Agrandissement du bâtiment Duvivier literie

Année du cliché	Photographie aérienne	Description
2007		**Etat des lieux :** présence de déchets divers stockés à même le sol à différents endroits (de nature inconnue). **Hors site :** Création d'un bâtiment au sud du site.
2011		**Etat des lieux :** Site en activité (Beton Sud vienne), apparition de diverses structures (alvéoles de stockage béton au sud-est, bâtiment central, …) et d'un bassin de rétention des eaux de lavage avant rejet au milieu naturel) à l'ouest. **Hors site :** Configuration actuelle.
2014		**Etat des lieux :** Revégétalisation de l'ouest du site. **Hors site :** Configuration actuelle.

Année du cliché	Photographie aérienne	Description
2017		**Etat des lieux : idem qu'en 2014, le** site semble sans activité. **Hors site :** Configuration actuelle
2025		**Etat des lieux :** Le site n'est plus en activité, Configuration actuelle. **Hors site :** Configuration actuelle

L'analyse des différentes photographies aériennes montre que le site est occupé par des infrastructures depuis au moins 2011. Toutefois, la nature et l'usage exacts de ces constructions ne peuvent être déterminés à partir des clichés anciens. Le site était agricole avant 2002 et la photographie de 2007 révèle la présence de divers déchets de nature inconnue stockés à même le sol au nord et sud de la parcelle C 99 et au nord de la parcelle C111. Les infrastructures bétons sont présentes de 2011 à aujourd'hui et leurs états semblent se dégrader au fil des années. En 2026, le site est à l'abandon, non surveillé, entièrement clôturé et fermé par un portail.

Hors site : Dès 1972, on retrouve au nord du site le bâtiment de la literie Duvivier. L'environnement immédiat demeure majoritairement agricole de 1959 à 2026. Le bâtiment de la literie Duvivier se développe jusqu'en 2002 quand il atteint sa configuration actuelle.

6.2. Inventaires des sites et sols potentiellement pollués

Remarque : les informations présentées sont indicatives dans la mesure où les bases de données ne sont pas mises à jour régulièrement. Elles permettent de signaler qu'il y a ou s'il y a eu un site industriel en activité à proximité de la zone d'étude.

6.2.1. Recherche sur InfoSOLS et SIS

L'inventaire national des sites pollués ou potentiellement pollués (ex-BASOL du Ministère en charge de l'Environnement) répertorie les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif.

La base de données sur les secteurs d'information sur les sols (SIS) identifie les terrains où l'État a connaissance d'une pollution des sols justifiant, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la santé et l'environnement.

Les bases de données InfoSOLS (ex-BASOL) et SIS ont été consultées afin de connaître si un tel site est, ou était, localisé sur ou à proximité du site étudié.

Aucun site InfoSOLS ou SIS n'est répertorié au droit du terrain ni dans un rayon de 500 m autour de la zone d'étude.

6.2.2. Recherche sur CASIAS

La finalité de la base de données CASIAS (ex-BASIAS du Ministère en charge de l'Environnement) est de conserver la mémoire des anciens sites industriels et activités de services pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection de l'environnement. Elle recense plus largement les sites ayant pu mettre en œuvre des substances polluantes en particulier pour les sols et les eaux souterraines.

Cet inventaire a été consulté afin de déterminer et de localiser lesdits sites et activités sur ou à proximité du site étudié.

Un site CASIAS (SSP426360) a été répertorié au droit du site d'étude (fiche datant du 10.04.2026), avec pour activité secondaire :

- Location et location-bail de machines et équipements pour la construction

1 site CASIAS a été recensé dans un rayon d'environ 300 mètres autour du site étudié. Il est présenté en Figure 9.

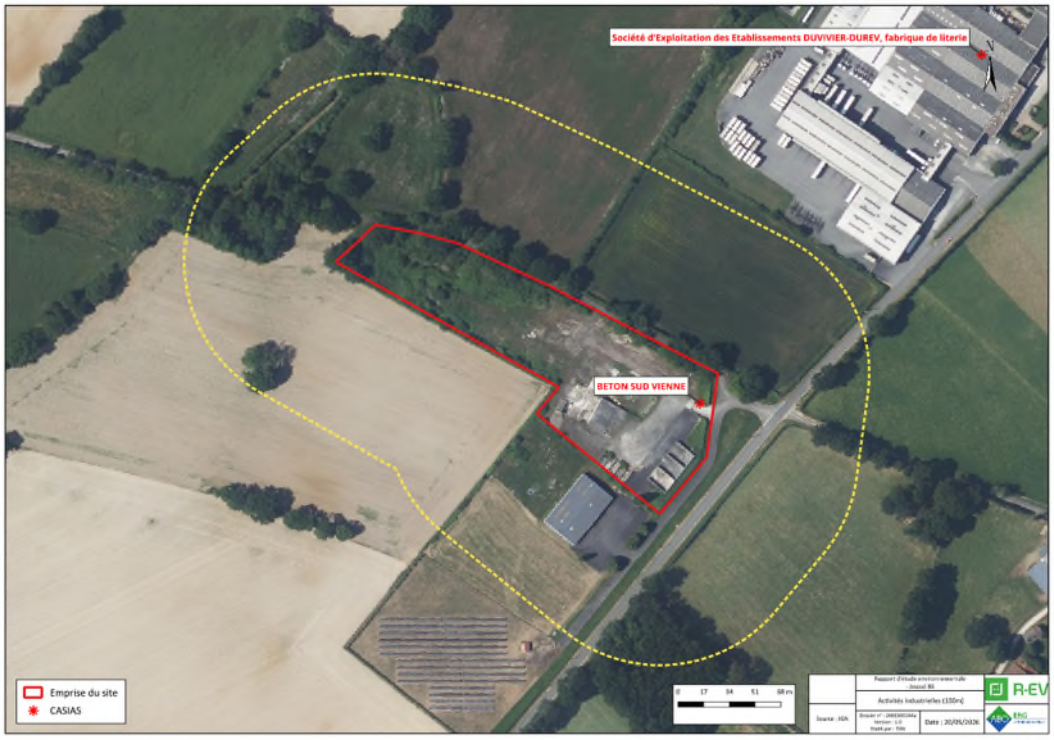


Figure 9 : Localisation des sites CASIAS et sur et à proximité de la zone d'étude (Source : InfoTerre)

Le tableau ci-après synthétise les informations relatives à ces sites CASIAS, considérés comme des sources potentielles de pollution pour la zone d'étude.

Tableau 13 : Sites CASIAS recensés à proximité immédiat ou en amont hydraulique de la zone d'étude

Identifiant CASIAS	Adresse du site	Exploitant	Activités	Période d'exploitation	Distance au site (m)	Position hydrauli-que /site	Activité /zone retenue comme source potentielle de pollution des milieux
SSP426360	Route de Civray	BETON SUD VIENNE	Il est précisé sur la fiche : - Activité principale : « activité en arrêt » - Activité secondaire : Location et location-bail de machines et équipements pour la construction	Non renseignée	Au droit du site	Au droit du site	Aucune indication notable sur la présence de source potentielle de pollution
SSP4037177	Le Bourg 86350 JOUSSE	Société d'Exploitation des Etablissements DUVIVIER-DUREV, fabrique de literie	Activité principale non précisée sur fiche CASIAS, activité secondaire : Imprégnation du bois ou application de peintures et vernis…	Indéterminé	100 m au nord-est	Indéterminée	Non retenue en raison de sa distance par rapport au site

6.2.3. Base de données des ICPE

La base de données Géorisques sur les Installations Classées recense uniquement des activités soumises à autorisation ou à enregistrement, et non celles soumise à déclaration.

D'après les données disponibles sur Géorisques, aucune activité relevant de la réglementation ICPE soumis à autorisation ou à enregistrement n'est enregistrée au droit du site.

6.3. Informations recueillies auprès des services de l'État

6.3.1. Préfecture de la Vienne

Le service des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de la Vienne a été sollicité par courriel le 3 avril 2026, puis relancé le 10 avril 2026. La préfecture a répondu le 14 avril 2026 que le dossier n°2008035 "Beton Sud Vienne", route de Civray, a été archivé sous le numéro 2988 WB 78 et pouvait être consulté directement aux Archives Départementales. La DREAL a été contactée par la préfecture et a répondu le même jour que sur les parcelles C 99 et C 111 à Joussé (86350), il a été autorisé l'exploitation par déclaration simple d'une centrale à béton au profit de la société Béton Sud Vienne - AIOT n° 0007207883.

Les documents ci-joints ont été transmis pour la centrale à béton et sont disponibles en annexe A2.4 :

- le récépissé de déclaration en date du 16 mai 2008,

- la déclaration de cessation d'activité en date du 03/04/2026 établie par le dernier exploitant ICPE (Société GARANDEAU BETONS). Cette déclaration précise que « la date de mise à l'arrêt de l'installation est le 01/01/2018 » (régularisation administrative).

Les documents ci-joints ont été transmis pour la Literie " DUVIVIER-DUREV" - AIOT : 0007203127, ICPE jouxtant la centrale à béton et sont disponibles en annexe A2.4 :

- le récépissé de déclaration en date du 25 mai 1999,

- le récépissé de déclaration en date du 11 octobre 2000,

- L'Avis sur le PC 11901K0004 en date du 02 décembre 2002.

La DREAL nous a invité à venir consulter en leurs locaux les éléments disponibles pour ces ICPE.

La DREAL a été visitée le 21/04/2026. Les documents suivants ont été consultés et sont disponibles en annexe A2.6 :

- Lettre datant du 5 mai 2008 de demande d'autorisation d'exploiter une centrale à béton dépendant de la rubrique 2533 de la nomenclature des installations classées.
- Récépissé n°2008035 délivré pour l'exploitation d'une centrale à béton (135 kW) route de Civray à Joussé. Signé par la DRIRE Poitou-Charentes et la DRIRE Poitou-Charentes, subdivision de la Vienne.
- Un extrait de plan cadastral informatisé avec la localisation du projet de centrale à béton.
- Un plan de projet de construction d'une centrale à béton.

6.3.2. Archives départementales de la Vienne

Les archives départementales de la Vienne ont été contactées par mail le 15/04/2026 en leur indiquant la cote du dossier. Une réponse a été apportée le 17/04/2026, nous précisant que le dossier était accessible en salle de consultation :

Une visite aux archives départementales a été réalisée le 21/04/2026, par un ingénieur de chez ABO-ERG ENVIRONNEMENT.

Dossier référencé 2008 - 035

Ce dossier regroupe plusieurs éléments concernant l'exploitation du site par Béton Sud Vienne. La plupart des éléments de ce dossier avaient déjà été consultés à la DREAL, ils sont disponibles en **annexe A2.6** :

- Récépissé d'affichage datant du 23 juin 2008 signé par le Maire de Joussé.
- Déclaration de l'installation d'une centrale à béton datant du 6 mai 2008 sur la commune de Joussé.

6.4. Accidents / incidents survenus sur le site d'étude

Aucune information relative à un incident n'a été répertoriée dans la base de données ARIA.

6.5. Risque pyrotechnique

Les bombardements aériens n'ont pas été étudiés sur la commune de Joussé (86) selon le site Pyrorisques.

Aucune information relative à la présence d'objets pyrotechniques ne nous a été transmise par le Donneur d'Ordres. Aucune trace de bombardement n'est visible sur les photographies aériennes.

6.6. Synthèse de l'étude historique

Le site était agricole jusqu'en 2002, date à laquelle on observe les premières traces de modifications du site. Des infrastructures y ont été installées depuis l'exploitation du site par Béton Sud Vienne en 2008. Cette date est confirmée par l'origine de propriété du site qui indique la vente du bien en 2007 et un permis de construire en 2008 (annexe A2.5). Le site était classé ICPE à déclaration pour l'activité de la centrale à béton. Toutefois, la consultation des plans du projet d'implantation de la centrale à béton révèle que le site n'a pas été développé comme prévu. Des bâtiments supplémentaires étaient présents sur le plan tels qu'un atelier, des vestiaires et des bureaux mais n'ont jamais été mis en œuvre à priori. De plus, l'analyse des photographies aériennes ne permet pas d'affirmer que la centrale à béton ait été installée. Des alvéoles de stockage ont été installées au sud et au sud-est du site, un bassin à l'ouest du site servait à récupérer les eaux de lavage avant leur rejet dans le milieu. Les infrastructures en béton au centre du site, visibles sur les photos historiques et vues pendant la visite du site, pourraient correspondre à des bacs de décantation, des silos à ciment, ou des trémies de stockage. Ces différents éléments étaient listés sur le pan de projet d'une centrale à béton (**annexe A2.6**)

La déclaration de cessation d'activité de 2026 établie par le dernier exploitant ICPE (Société GARANDEAU BETONS) précise que « la date de mise à l'arrêt de l'installation est le 01/01/2018 » (régularisation administrative). Depuis cette date, le site est à l'abandon et des déchets sont présents à divers endroits sur le site.

Ainsi, les informations recueillies lors de l'étude historique mettent en évidence les sources potentielles de pollutions (cf. Tableau 14).

Tableau 14 : Synthèse de l'étude de l'historique des activités avec leurs SPP

Localisation		SPP
Sur site	BETON SUD VIENNE puis la Société GARANDEAU BETONS (dernier exploitant ICPE), Route de Civray, référencé CASIAS (SSP426360)	▪ Présence de déchets éparpillés sur le site, à même le sol, de nature inconnue entre 2000 et 2010 et de type plastique, mobilier, pots de peinture … constatés lors de la visite du site d'avril 2026. ▪ Éventuels remblais de mauvaise qualité.

7. IDENTIFICATION DES DANGERS OU SOURCES DE POLLUTION

Les sources potentielles de pollution retenues dans le cadre de l'étude historique et documentaire, comme pouvant impacter la qualité des milieux souterrains au droit de la zone d'étude sont recensées dans le Tableau 15, ainsi que dans la Figure 10.

Tableau 15 : Synthèse des sources de pollutions potentielles recensées au droit et à proximité du site

Zones	Source / Localisation	Commentaires	Polluants associés majoritaires	Justification du choix de la source retenue ou non	Profondeur des sources
Activités au droit de la zone d'étude					
BETON SUD VIENNE puis la Société GARANDEAU BETONS (dernier exploitant ICPE), Route de Civray, référencé CASIAS (SSP426360)	Déchets éparpillés au sol	Déchets divers (pots de peintures, barils vides, DVD, mobilier)	Hydrocarbures, BTEX, HAP, COHV, PCB, Eléments traces métalliques	**Retenue** pour le milieu « sol » compte-tenu de la nature des activités recensées	En surface pour le milieu sol
	Éventuels remblais de mauvaise qualité	-			

Il est à noter qu'en l'absence d'information sur les pratiques agricoles, notamment les apports d'engrais et l'épandage d'entrants extérieurs (épandage de boues notamment) la présence d'autres polluants ne peut être écartée, tel qu'un enrichissement des sols en certains métaux et la présence de PFAS. Les métaux seront recherchés du fait des sources potentielles de pollution identifiées. Les PFAS, ne présentant pas à ce jour de valeur de référence dans les sols, ne seront pas recherchés au regard des enjeux dans le cadre de ce diagnostic initial. Nous recommandons néanmoins au MOA d'intégrer ces composés dans le cadre d'un diagnostic plus poussé.



Figure 10 : Sources potentielles de pollution retenues à l'issue de l'étude historique et documentaire

8. SCHÉMA CONCEPTUEL D'EXPOSITION INITIAL

Le schéma conceptuel d'exposition (SCE), établi pour un aménagement du site donné, permet d'établir le lien entre trois facteurs D (Source / Danger) – T (Transfert) et C (Cible).

Selon le principe de l'évaluation des risques, le risque R est le résultat de l'existence de ces trois facteurs complémentaires. Dès lors qu'un de ces facteurs n'existe pas, le risque est absent.

Le schéma conceptuel d'exposition (SCE) a pour but de mettre en exergue de manière qualitative (et non quantitative : objet d'une Évaluation des Risques Sanitaires) les risques potentiellement encourus par les occupants du site et le cas échéant par d'éventuelles cibles extérieures au site. Il permet ainsi de définir les milieux environnementaux sur lesquels doivent porter les investigations de terrain (analyses des milieux pertinents).

Le schéma conceptuel d'exposition est établi en fonction de l'usage et de l'aménagement projetés sur le site, sur la base des éléments transmis par le donneur d'ordres.

Cette étude est réalisée dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment de self-stockage.

8.1. Les sources potentielles de pollution

Les sources de pollution potentielles retenues au terme de l'étude sont présentées au Chapitre 7 dans le Tableau 15.

8.2. Voies de transfert

Les vecteurs de transfert représentent les voies de migration des substances dans les différents milieux considérés.

A ce stade de l'étude les vecteurs théoriques retenus sont :

1. « Transfert et dégazage de composés volatils depuis les sols » en raison de la présence potentielle de composés volatils dans les remblais ;
2. « Envol de poussières des sols de surface non recouverts » en cas de présence des espaces nus sur le futur projet d'aménagement ;
3. « Ingestion de sol de surface ou contact direct avec les sols de surface non recouverts » en raison de la présence potentielle d'enfants de moins de 6 ans et des espaces nus sur le futur projet d'aménagement ;

Les vecteurs théoriques non retenus sont :

4. « Transfert de composés potentiels à travers les canalisations d'eau potable circulant sur le site » du fait de l'absence de canalisations d'eau potable au droit du site ;
5. « Transfert de composés présents dans les sols vers les végétaux » en l'absence de potager/verger ;
6. « Ingestion et/ou usage d'eau souterraine » car aucun puits n'est prévu au droit du projet.

8.3. Les voies d'exposition

Les voies d'exposition identifiées sont les suivantes :

- Inhalation de substances volatiles issues du sol dans les bâtiments ;
- Inhalation/ingestion de poussières et/ou de sols non recouverts.

8.4. Les cibles

Les cibles sont les futurs usagers du bâtiment (adultes et enfants). Le schéma conceptuel d'exposition initial (SCEi) spécifique au site est présenté dans le tableau suivant.

Tableau 16 : Pertinence des différentes expositions potentielles

ZONES	PRINCIPAUX TRANSFERT(S) A ENVISAGER	PRINCIPALES VOIES D'EXPOSITION A ENVISAGER	PRINCIPALES CIBLES A PRENDRE EN COMPTE SUR SITE	MILIEUX A INVESTIGUER :
Futurs bâtiments	Inhalation de substances volatiles issues des sols et/ou des eaux souterraines à travers l'enrobé	Du sol et/ou des eaux souterraines vers l'air ambiant du bâtiment	Usagers futurs	**GAZ DU SOL** **Risque non retenu à ce stade :** *Vérification de la présence de composés toxiques dans les sols superficiels en première approche.*
Zones extérieurs découvertes	Contact direct au niveau des zones découvertes ou mal isolées	- Ingestion directe de sol / poussières - Inhalation de poussières - Absorption cutanée de sol / poussières		**SOLS SUPERFICIELS** **Risque retenu :** Présence potentielle de composés toxiques dans les sols du site *Vérification de la présence de composés toxiques dans les sols superficiels en première approche.*
	Volatilisation dans l'air du sol depuis les sols et/ou la nappe phréatique et transfert vers l'air ambiant extérieur	Inhalation de substances volatiles issues du sol		**GAZ DU SOL** **Risque négligeable** : Exposition limitée compte tenu de la dilution naturelle liée au vent et de l'environnement industriel de la zone.
	Du sol vers des aliments produits sur le site (potagers)	Ingestion d'aliments d'origine végétale ou animale produits sur le site		**SOLS SUPERFICIELS** **Risque non retenu :** aucun potager n'est prévu dans le projet.
Eaux souterraines au droit du site	Du sol vers les eaux souterraines	Ingestion d'eau contaminée / contact cutané		**EAUX SOUTERRAINES** **Risque non retenu :** Absence de puits sur site

Il est important de rappeler que ce schéma conceptuel d'exposition est valable uniquement pour l'aménagement étudié.

Ainsi, les conclusions qui pourront être formulées dans cette étude sont directement fonction du schéma conceptuel d'exposition présenté ci-dessus en fonction des usages et aménagements considérés.

En cas de modification d'usage du site, le présent schéma conceptuel d'exposition devra être adapté en conséquence et être en adéquation avec le nouvel aménagement proposé pour le site.

9. MESURES D'URGENCE OU DE PREVENTION

Dans l'état actuel de nos investigations portant sur les risques de pollution des milieux au droit des secteurs à l'étude, aucun élément particulier ou d'ampleur, ne justifie des mesures immédiates d'urgence ou de prévention.

10. PROGRAMME D'INVESTIGATIONS PROPOSÉ PAR ABO-ERG ENVIRONNEMENT

Ci-dessous sont présentées les investigations des milieux envisagées par ABO-ERG ENVIRONNEMENT.

Tableau 17 : Programme d'investigations prévisionnel

Activités identifiées	Source/Localisation	Actions proposées par ABO-ERG ENVIRONNEMENT / Objectifs associés		
		Nb / type d'investigations	Type d'analyses	Commentaires - Objectifs
BETON SUD VIENNE, puis la Société GARANDEAU BETONS (dernier exploitant ICPE) Route de Civray, référencé CASIAS (SSP426360)	Diverses localisations au droit du site selon SPP identifiées précédemment	6 fouilles à 2,5 m de profondeur	Bilan ISDI + 8 ETM + COHV pour les sols superficiels puis HCT C5-C40, BTEXN, HAP + 8 ETM + COHV + PCB	Fouilles à réaliser à la pelle mécanique

Le plan prévisionnel des investigations est présenté en Figure 11.

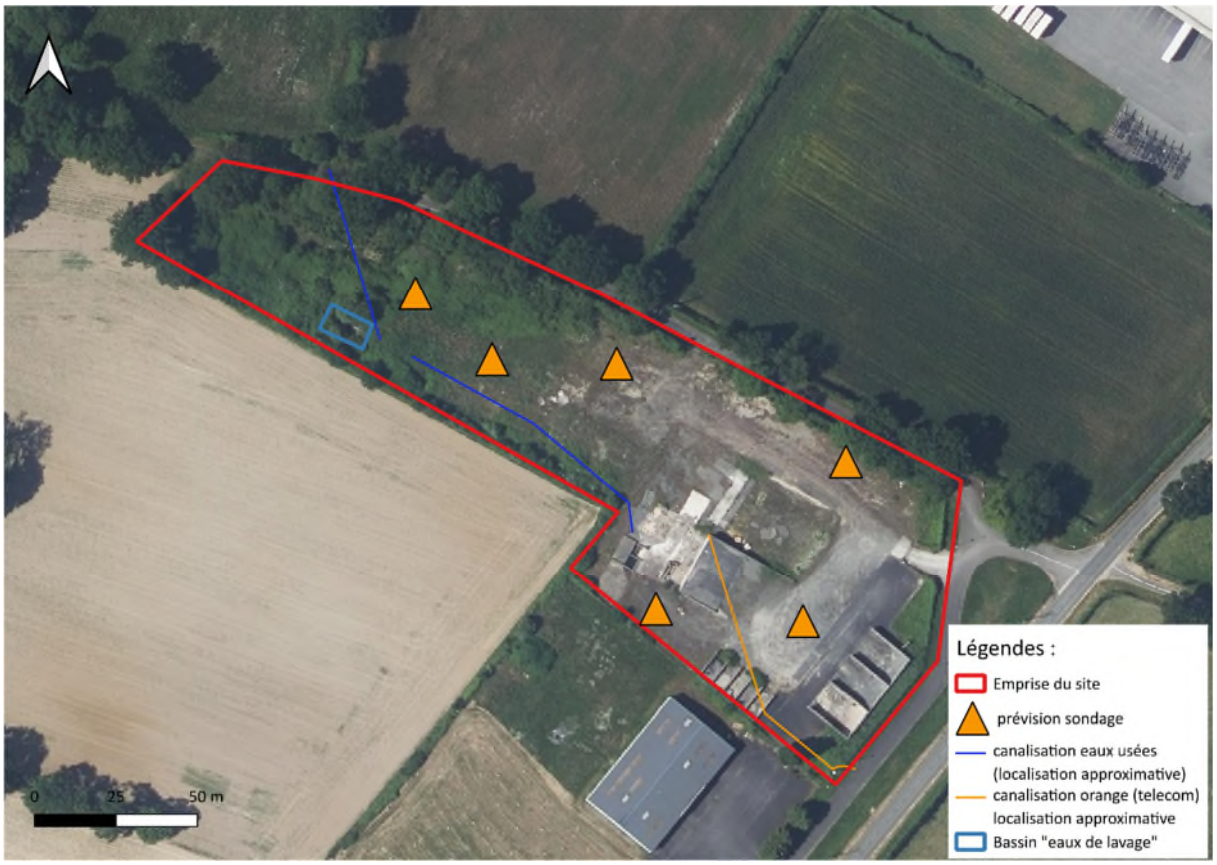


Figure 11 : Plan prévisionnel des investigations

11. MISSION A200 – DIAGNOSTIC DU MILIEU SOL

11.1. Nature des investigations du milieu SOL

11.1.1. Généralités

Les investigations du milieu SOL ont eu lieu le 30 avril 2026. Elles ont consisté en la réalisation de 6 fouilles à la pelle mécanique poussées à 2,5 m/TN mise à disposition par l'entreprise ABO ERG GÉOTECHNIQUE et supervisées par un technicien supérieur d'ABO-ERG ENVIRONNEMENT.

Les fouilles ont été réparties au droit de la zone d'étude, de manière à évaluer la qualité environnementale des sols au droit des futurs bâtiments et espaces verts prévus dans le projet d'aménagement.

Ce diagnostic de pollution des sols a été réalisé selon les actions suivantes :

- Envoi des demandes d'intention de commencement de travaux (DICT) ;
- Implantation et sécurisation de l'ensemble des points de sondage par la consultation des plans disponibles reçus en réponse aux DICT ;
- Réalisation des sondages prévus ;
- Réalisation de coupes de sondage précisant les données lithologiques ainsi que les observations organoleptiques ;
- Échantillonnages des sols et conditionnement en flaconnage adapté fourni par le laboratoire ;
- Envoi d'échantillons représentatifs en laboratoire accrédité COFRAC pour analyses.

Certains sondages ont été légèrement décalés par rapport au plan prévisionnel d'implantation du fait de la présence d'une végétation dense à l'ouest de la zone d'étude.

Le plan d'implantation des sondages réalisés dans le cadre de la présente mission est présenté ci-dessous dans la figure 12 et en **annexe A3.1**.

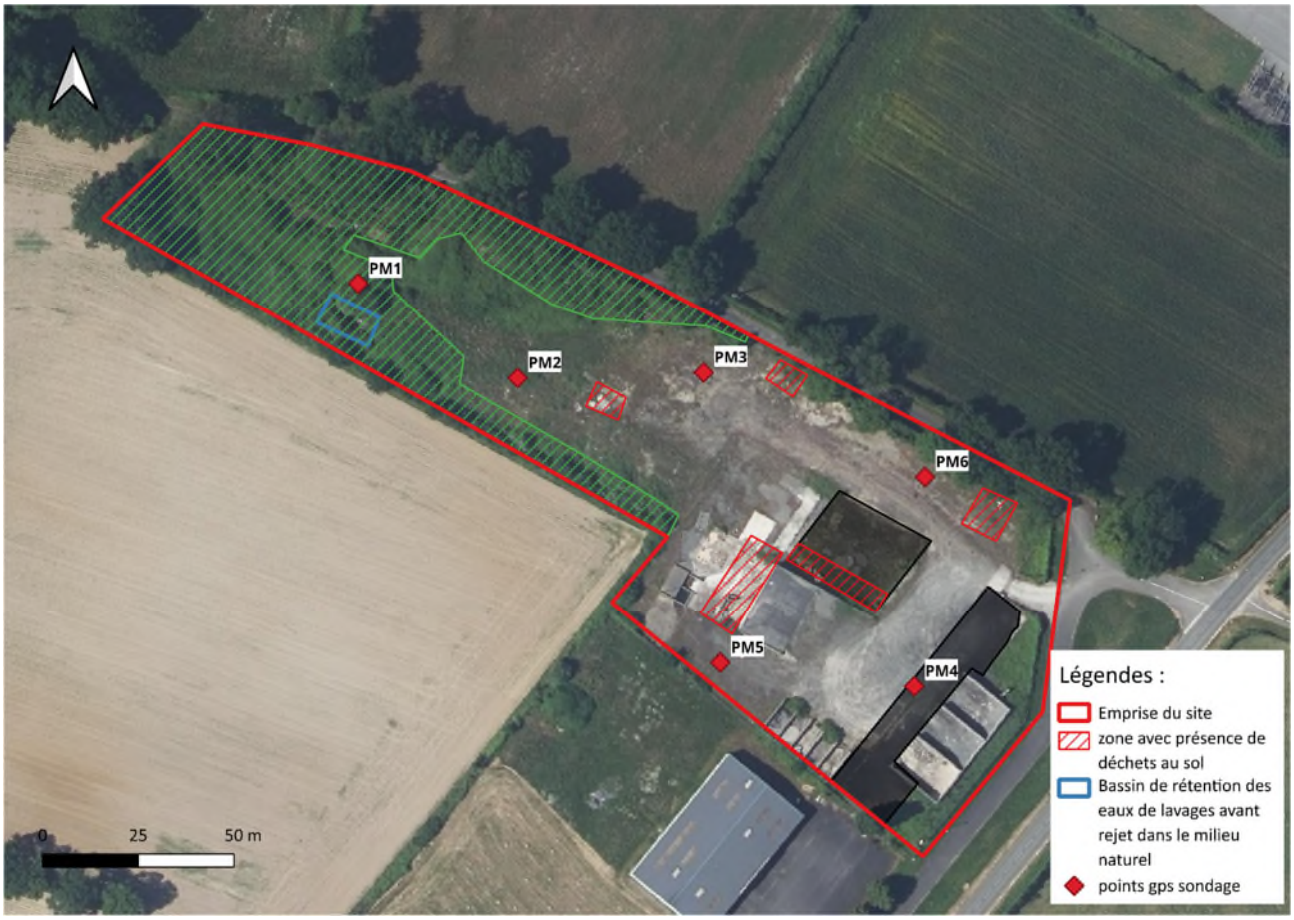


Figure 12 : Plan d'implantation des fouilles réalisées le 30/04/2025

11.1.2. Méthodologie de prélèvements des sols

Un échantillonnage des sols a été réalisé sur chacune des fouilles par lithologies rencontrées ou tous les mètres (échantillonnage dépendant du programme analytique validé en amont des interventions).

Chaque fouille a fait l'objet d'une coupe lithologique et d'un relevé des observations organoleptiques (odeur, couleur et aspect) des matériaux rencontrés. Ces documents sont présentés en **annexe A3.2**.

De plus, des mesures des gaz photoionisables ont été réalisées au moyen d'un PID (*photo ionisation detector*) au cours de la réalisation des fouilles. Cet appareil permet la détection et la quantification de COV totaux (composés organiques volatils) avec une sensibilité de 0,1 ppm. Le PID n'a pas une capacité sélective sur les composés détectés.

Les investigations de terrain ont été réalisées par ABO-ERG ENVIRONNEMENT suivant les normes en vigueur :

- Norme **AFNOR NF X 31-620** « Qualité du sol – Prestations de service relatives aux sites et sols pollués »
- Norme **NF ISO 18400** « Qualité du sol – échantillonnage ».

Le programme d'échantillonnage a été établi sur la base d'un jugement d'expert à partir des descriptions lithologiques, des observations organoleptiques et des objectifs de la présente mission.

11.2. Recherches analytiques portant sur les sols

Les prélèvements de sols ont été conditionnés dans des pots à usage unique, fermés de manière hermétique. Ils ont été conservés dans des conditions adéquates de température et de luminosité. Les échantillons destinés à être soumis à l'analyse ont été sélectionnés selon un jugement d'expert.

Les analyses chimiques ont été confiées au Laboratoire EUROFINS possédant une accréditation COFRAC. Il est à noter que le laboratoire EUROFINS, dans le cadre de sa démarche qualité (accréditation COFRAC), nous fournit directement le flaconnage.

L'envoi des échantillons soumis à l'analyse a été effectué moins de 24h après leur prélèvement vers le laboratoire EUROFINS en glacières isothermes par transporteur express.

Le programme analytique mis en œuvre est similaire à celui présenté dans le Tableau 17.

11.3. Principales observations de terrain

11.3.1. Principales observations géologiques et hydrogéologiques

Lors des investigations réalisées, les fouilles ont globalement mis en évidence la présence :

- Des limons marron au droit de PM1 jusqu'à 2 m / TN et PM2 jusqu'à 0,7 m / TN
- Des remblais calcaires beiges fragmentés ou graveleux avec sables au droit de PM 3 et PM 5 de la surface à 0,4 m/TN, ainsi que du remblais calcaire beige de 0,5 à 0,7 m/TN au droit de PM 6.
- D'une couche d'enrobés en PM4, puis une couche de forme calcaire beige jusqu'à 0,3 m / TN pour PM 5, des argiles calcaires bariolées avec passages sableux et graves centimétriques de 0,5 à 2,5 m/TN.
- Après les limons ou les remblais, des calcaires altérés ocres à bariolés jusqu'à 2,5 m/TN

Une légère arrivée d'eau a été observée lors sur la fouille PM1 vers 2,2 m de profondeur.

11.3.2. Principales observations de terrain organoleptiques

Des mesures PID (Détecteur à Photoionisation) ont été réalisées afin de connaître de façon non sélective la concentration en composés volatils.

Les mesures réalisées ont seulement révélé une légère présence de composés volatils au droit de PM 5 avec un maximum de 0.5 ppm, les autres sondages réalisés présentent une mesure nulle.

11.4. Critères de comparaison retenus dans le cadre d'une approche environnementale

Les critères de comparaison sont présentés en **annexe A3.3** du présent rapport.

11.5. Interprétation des résultats d'analyses de sol – Approche environnementale

Les résultats analytiques sont présentés en **annexe A3.4.** Les bordereaux d'analyses relatifs aux prélèvements de sols effectués sont joints en **annexe A3.5** du présent document.

11.5.1. Concernant les composés métalliques

Les constats suivants sont mis en évidence :

- Une teneur en cuivre sur brut en PM3 (0-0,4) supérieure à la valeur RMQS. Cette teneur est cependant inférieure à 3 fois la valeur RMQS et n'est pas retrouvée par ailleurs ce qui indique une anomalie ponctuelle non significative.
- Une teneur en mercure sur brut du même ordre de grandeur que la valeur RMQS en PM4 (0-1).
- Les autres teneurs sont toutes inférieures aux valeurs RMQS.

Ces dépassements sont considérés comme non significatifs et ne sont pas retrouvés dans les analyses sur éluats.

11.5.2. Concernant les composés organiques

Les résultats d'analyses ont mis en évidence les éléments suivants :

- Concernant les HCT C10-C40 : sur la totalité des échantillons, les teneurs sont soit inférieures à la limite de quantification soit faibles, comprises entre 24.4 et 53.5 mg/kg MS dans les échantillons analysés. Ces teneurs sont inférieures au seuil définissant des sols inertes retenus à titre indicatif (500 mg/kg M.S.) et sont globalement non significatives d'une pollution en hydrocarbures.

- Concernant les HAP : sur la totalité des échantillons, les teneurs sont soit inférieures à la limite de quantification soit faibles à moyennes et comprises entre 0,52 et 1.68 mg/kg MS. Ces teneurs sont inférieures au seuil définissant des sols inertes retenus à titre indicatif (50 mg/kg M.S.) et sont non significatives d'une pollution notable en HAP.

- Concernant les BTEX : sur la totalité des échantillons, les teneurs sont inférieures à la limite de quantification et sont par conséquent non significatives d'une pollution en BTEX.

- Concernant les PCB : sur la totalité des échantillons, les teneurs sont inférieures à la limite de quantification et sont par conséquent non significatives d'une pollution en PCB.

- Concernant les COHV : sur la totalité des échantillons, les teneurs sont inférieures à la limite de quantification et sont par conséquent non significatives d'une pollution en COHV.

Ces observations montrent que, dans la limite des investigations réalisées, aucune anomalie n'est mise en évidence.

11.5.3. Concernant la gestion de déblais

L'analyse pack ISDI permet de statuer sur l'admissibilité des échantillons analysés (et donc des futurs déblais) dans des plateformes d'accueil des terres excavées.

Les valeurs de comparaison utilisées pour les paramètres étudiés sont les seuils fixés par l'Arrêté Ministériel du 12 décembre 2014. Ces seuils permettent d'établir dans quelles plateformes de gestion les déblais seront admissibles.

Sur un total de 12 échantillons, il est mis en évidence que les matériaux analysés sont inertes au sens de l'Arrêté Ministériel du 12/12/14 et acceptables en installations de type ISDI pour tous les échantillons prélevés. En effet et malgré un dépassement du seuil ISDI pour PM5 (0-0,5) en COT sur brut avec une teneur de 43400 mg/kg M.S, la teneur en COT sur éluat est inférieure à la valeur de comparaison ce qui indique que cet échantillon est également conforme.

12. SCHEMA CONCEPTUEL D'EXPOSITION RETENU

ZONES	PRINCIPAUX TRANSFERT(S) A ENVISAGER	PRINCIPALES VOIES D'EXPOSITION A ENVISAGER	PRINCIPALES CIBLES A PRENDRE EN COMPTE SUR SITE	APPROCHE DU RISQUE
Futurs bâtiments	Inhalation de substances volatiles issues des sols et/ou des eaux souterraines à travers l'enrobé	Du sol et/ou des eaux souterraines vers l'air ambiant du bâtiment	Usagers futurs	**GAZ DU SOL** **Risque non retenu :** absence composés toxiques et volatils mesurés dans les sols du site
Zones extérieurs découvertes	Contact direct au niveau des zones découvertes ou mal isolées	- Ingestion directe de sol / poussières - Inhalation de poussières - Absorption cutanée de sol / poussières		**SOLS SUPERFICIELS** **Risque non retenu :** Absence d'anomalie mesurée dans les sols superficiels au droit du site.
	Volatilisation dans l'air du sol depuis les sols et/ou la nappe phréatique et transfert vers l'air ambiant extérieur	Inhalation de substances volatiles issues du sol		**GAZ DU SOL** **Risque négligeable** : Exposition limitée compte tenu de la dilution naturelle liée au vent et de l'environnement industriel de la zone.
	Du sol vers des aliments produits sur le site (potagers)	Ingestion d'aliments d'origine végétale ou animale produits sur le site		**SOLS SUPERFICIELS** **Risque non retenu :** aucun potager n'est prévu dans le projet.
Eaux souterraines au droit du site	Du sol vers les eaux souterraines	Ingestion d'eau contaminée / contact cutané		**EAUX SOUTERRAINES** **Risque non retenu :** Absence de puits sur site et absence d'anomalie dans les sols superficiels.

13. CONCLUSION ET PRÉCONISATIONS DE LA MISSION INFOS

Dans le cadre d'un projet d'acquisition foncière et de construction d'un bâtiment de self-stockage, la société ARNAL RESOTAINER a missionné ABO-ERG ENVIRONNEMENT pour la réalisation d'une étude historique et de vulnérabilité des milieux au droit d'un site situé à Joussé (86).

La zone d'étude concerne les parcelles cadastrales n°99 et 111 de la section C pour une surface totale de 17 117 m².

Les prestations confiées à ABO-ERG ENVIRONNEMENT dans le cadre de cette mission ont consisté à :

- Recenser les sources potentielles de pollution au droit de la zone d'étude en lien avec les activités historiques et d'étudier la vulnérabilité du site et de son environnement ;
- Déterminer la situation administrative et vérifier le contexte réglementaire d'ICPE (actuelle ou ancienne) et la classification SIS des sites.
- Caractériser les sources potentielles de pollution, les vecteurs de transfert et milieux d'exposition en vue d'émettre des préconisations sur les suites à donner dans le cadre du projet ;
- Définir un programme d'investigations des milieux dans le but de caractériser les sources potentielles de pollution identifiées et dresser une cartographie de la qualité des milieux.

Le site est à l'abandon, non surveillé, entièrement clôturé et fermé par un portail.

13.1. Synthèse de l'étude environnementale

Contexte géologique

Sous des remblais anthropiques éventuels, la formation géologique attendue est une formation détritique mio-pliocènes des plateaux plus ou moins résiduelles : Faciès à galets de quartz.

Contexte hydrogéologique et hydrologique

Selon la base de données du site Eaufrance (BDLisa), le site se trouve au droit de l'entité hydrogéologique dénommée « Formations tertiaires indifférenciées de Poitou Charentes » n°119 AE03.
Il n'y a pas de forages disponibles recensés sur la BSS à proximité du site.
La profondeur de la nappe n'est pas connue.

La commune de Joussé fait partie du SAGE Clain. Le Clain (rivière) est situé 1,5 km au Nord-Est du site.

Compte tenu de sa distance par rapport au site, le Clain est peu susceptible d'être impacté par un transfert de contamination en provenance du site d'étude.

Usage des eaux

Aucun usage n'est recensé dans la rivière le Clain dans les environs du site.

La zone d'étude n'est pas concernée par le périmètre de protection de captage d'AEP.

Contexte environnemental

D'après les bases de données consultées, le site n'appartient à aucune zone naturelle (ZICO, ZNIEFF, Natura 2000, …).

13.2. Synthèse de l'étude historique

Synthèse du contexte historique du site

Un site CASIAS (SSP426360) a été répertorié au droit du site d'étude, sous le nom de Beton Sud Vienne. L'exploitant de la société Béton Sud Vienne avait effectué le 5 mai 2008 une demande d'exploiter une centrale à béton dépendant de la rubrique 2533 de la nomenclature des installations classées (sous le régime de la déclaration). La société GARANDEAU BETONS (dernier exploitant ICPE), a déclaré en avril 2026 avoir cessé son activité en 2018 (régularisation administrative).

Le site semble occupé depuis au moins 2011. Le site était agricole avant 2002 et la photographie de 2007 révèle la présence de divers déchets de nature inconnue jonchant les sols. Les infrastructures bétons (alvéoles de stockage béton au sud-est, bâtiment central et un bassin de rétention des eaux de lavage avant rejet au milieu naturel) à l'ouest sont présentes de 2011 à aujourd'hui et leurs états semblent se dégrader au fil des années. En 2026, le site est à l'abandon, non surveillé, entièrement clôturé et fermé par un portail.

Le site était classé ICPE à déclaration pour l'activité de la centrale à béton. Toutefois, la consultation des plans du projet d'implantation de la centrale à béton révèle que le site n'a pas été développé comme prévu. Des bâtiments supplémentaires étaient présents sur le plan tels qu'un atelier, des vestiaires et des bureaux mais n'ont jamais été mis en œuvre à priori.

Synthèse des sources potentielles de pollution

À la suite de la réalisation de l'étude historique et de la visite de site, les sources de pollution potentielles suivantes ont été identifiées :

- **Sur site d'étude** :
  -
    - Déchets divers éparpillés au sol ;
    - Éventuels remblais de mauvaise qualité.

- **Hors site** : Aucune activité n'a été recensée à l'extérieur du site.

Au regard des résultats de cette étude, les scénarios d'exposition pour les futurs usagers du site, vis-à-vis des risques sanitaires potentiels liés à un état des milieux souterrains potentiellement dégradé, dans l'état futur du site sont :

- Inhalation de substances volatiles issues du sol dans les bâtiments ;
- Inhalation/ingestion de poussières et/ou de sols non recouverts.

13.3. Conclusions et recommandations

Dans la limite des informations collectées pour la présente étude, ABO-ERG ENVIRONNEMENT recommande :
- La réalisation d'investigations du milieu sol, en premier lieu, au droit des sources potentielles de pollution mises en évidence : réalisation de 6 fouilles à la pelle mécanique avec prélèvements et analyses d'échantillons des sols en laboratoire d'analyses.

14. CONCLUSION ET PRECONISATIONS DE LA MISSION DIAG

14.1. Synthèse et conclusion

La société ARNAL-RESOTAINER a sollicité ABO-ERG ENVIRONNEMENT pour la réalisation d'une mission INFOS-DIAG (diagnostic initial de la qualité du milieux sol) dans le cadre d'un projet d'acquisition foncière et de construction de bâtiments de self-stockage sur la commune de Joussé (86).

La zone d'étude concerne les parcelles cadastrales n°99 et 111 de la section C pour une surface totale de 17 117 m².

La présente mission avait pour but de réaliser une étude documentaire préalable (mission INFOS) puis de réaliser des investigations de terrain dans le but de vérifier la qualité du milieu sol.

14.2. Synthèse des données environnementales

14.2.1. Données issues des investigations réalisées sur le milieu SOL

Les investigations du milieu SOL ont eu lieu le 30 avril 2026. Elles ont consisté en la réalisation de 6 fouilles à la pelle mécanique poussées à 2,5 m/TN mise à disposition par l'entreprise ABO ERG GÉOTECHNIQUE et supervisées par un technicien supérieur d'ABO-ERG ENVIRONNEMENT;

Les fouilles ont été réparties au droit de la zone d'étude, de manière à évaluer la qualité environnementale des sols au droit des futurs bâtiments et espaces verts prévus dans le projet d'aménagement.

Lors des investigations réalisées, les sondages ont globalement mis en évidence des limons marrons ou des remblais calcaires beiges fragmentés ou graveleux reposant sur des argiles calcaires ou du calcaire altéré.

Une légère arrivée d'eau a été observée lors sur la fouille PM1 vers 2,2 m de profondeur.

Concernant les composés métalliques :

Dans la limite des investigations réalisées, il est mis en évidence quelques dépassements non significatifs des seuils du RMQS pour certains éléments traces métalliques : le cuivre et le mercure.

Concernant les composés organiques :

Les valeurs de comparaison utilisées dans le cadre de cette étude pour les composés organiques sont issues, ainsi que de l'Arrêté Ministériel du 12 décembre 2014 et sont utilisées à titre comparatif, et non en tant que valeurs seuils dans l'environnement.

Les résultats d'analyses ont mis en évidence aucun impact significatif pour les HCT C10-C40, HAP, les BTEX, les COHV et les PCB.

Ces observations montrent que les éventuelles activités historiques réalisées au droit du site ont eu peu d'impact sur la qualité des sols.

Concernant la gestion de déblais :

Sur un total de 12 échantillons, il est mis en évidence que les matériaux analysés sont inertes au sens de l'Arrêté Ministériel du 12/12/14 et acceptables en installations de type ISDI pour tous les échantillons prélevés.

14.3. Préconisations spécifiques au site d'étude

Dans la limite des investigations réalisées, le site apparaît compatible avec son usage projeté, les sols sont inertes, acceptables en décharge de matériaux inertes en cas d'évacuation hors site ou compatibles avec un réemploi sur site.

Il a été constaté la présence de divers déchets (barils, mobiliers, plastiques, pneus…) sur le site pendant notre intervention. Ces déchets devront être évacués vers une filière d'élimination appropriée.

Aucune autre recommandation particulière n'est formulée hormis l'établissement d'une attestation ALUR au moment du dépôt du permis de construire (conformément aux prescriptions de la norme NF X 31-620 et de l'arrêté du 09/02/2022).

14.4. Préconisations générales

Lors de tous travaux d'aménagement, le Maître d'Ouvrage prendra toutes les précautions d'usage (caractérisation, sécurisation, …) en cas d'éventuelles découvertes suspectes voire inhabituelles d'un point de vue environnemental (ouvrage enterré de stockage, sols odorants, strate d'aspect non sain, …), notamment, en termes de gestion des terres (élimination en centre autorisé si nécessaire).

En particulier, le propriétaire de ces matériaux vérifiera que la qualité des sols extraits est compatible avec la filière d'élimination qu'il a retenue (décharge d'inerte (ISDI), ISDND, biocentre, ISDD, etc. …).

Il est à noter qu'en l'absence d'information sur les pratiques agricoles, notamment les apports d'engrais et l'épandage d'entrants extérieurs (épandage de boues notamment) la présence d'autres polluants ne peut être écartée, tel qu'un enrichissement des sols en certains métaux et la présence de PFAS. Les métaux seront recherchés du fait des sources potentielles de pollution identifiées. Les PFAS, ne présentant pas à ce jour de valeur de référence dans les sols, ne seront pas recherchés au regard des enjeux dans le cadre de ce diagnostic initial. Nous recommandons néanmoins au MOA d'intégrer ces composés dans le cadre d'un diagnostic plus poussé.

14.5. Limites de l'étude

L'étude historique et documentaire est basée sur une étude des documents disponibles, mis à notre disposition (de manière écrite ou orale) et facilement accessibles au moment de la rédaction notre de rapport.

La présente étude a été établie sur la base des résultats des investigations réalisées jusqu'à présent. Rappelons que la présente étude n'est valable que pour l'aménagement actuel du site. Le site devra donc faire l'objet d'une nouvelle étude si une modification de son usage futur et/ou de sa configuration future (par rapport à l'usage tel qu'il a été pris en compte dans le présent rapport) était envisagée.

En cas de toute modification d'aménagement, il sera nécessaire d'établir un nouveau schéma conceptuel, une nouvelle proposition de programme d'investigations.

L'étude et les conclusions sont élaborées en l'état actuel des données réglementaires et des valeurs de bruit de fond (valeurs de comparaison), scientifiques (valeurs toxicologiques de référence) et techniques (méthodes de prélèvements et d'analyses notamment). Elles reposent donc sur les connaissances disponibles au moment de la présente étude.

Le diagnostic rend compte d'un état du milieu à un instant donné. Des évènements ultérieurs au diagnostic (interventions humaines, traitement des terres pour améliorer leurs caractéristiques mécaniques, ou phénomènes naturels) peuvent modifier la situation observée à cet instant.

La responsabilité d'ABO-ERG ENVIRONNEMENT ne pourra être engagée si les informations qui lui ont été communiquées sont incomplètes et/ou erronées et en cas d'omission, de défaillance et/ou erreur dans les informations communiquées.

Il est également rappelé que notre mission à caractère « environnemental » n'aborde en aucune manière les problématiques géotechniques (liés à la construction de bâtiments, ou infrastructures, liés au réemploi de terres…) pouvant se révéler sur le site à l'étude.

Par ailleurs, cette étude n'aborde ni le risque amiante, ni le risque pyrotechnique qui peuvent être traités par des études spécifiques.

Yvan COIC
Chef de Projet

ANNEXES

A1. DONNEES GENERALES SUR LE SITE

- A1.1 : Cartographie IGN du site
- A1.2 : Vue aérienne actuelle du site
- A1.3 : Cadastre du site
- A1.4 : Compte rendu visite de site

A2. ETUDE HISTORIQUE ET DOCUMENTAIRE

- A2.1 : Courier de demande et de réponses DREAL Préfecture Mairie et archives
- A2.2 : Reportage photographie aérienne ancienne
- A2.3 : Fiche CASIAS
- A2.4 : Documents transmis par mail par la DREAL
- A2.5 : Origine de propriété
- A2.6 : Documents consultés DREAL et Archives

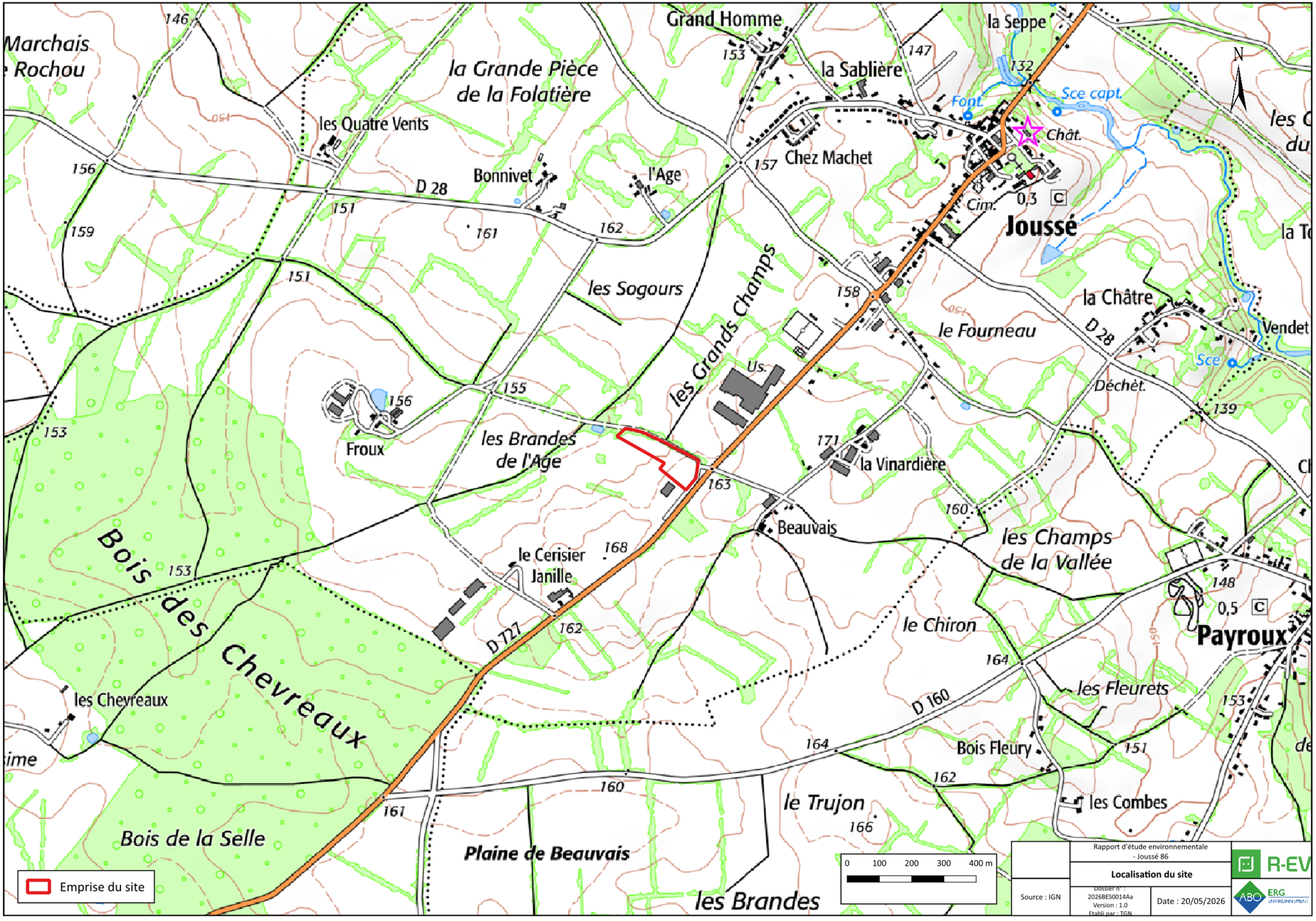
A3. DIAGNOSTIC SOL

- A3.1 : Plan d'implantation des sondages SOL
- A3.2 : Coupes SOL
- A3.3 : Critères de comparaison SOL
- A3.4 : Résultats d'analyse SOL
- A3.5 : Bordereaux analytiques SOL

A4. CONDITIONS GENERALES DE L'OFFRE TECHNICO-COMMERCIALE

A1	**DONNEES GENERALES SUR LE SITE**

A1.1	**Cartographie IGN du site**


Grand Homme
la Seppe
Marchais
Rochou
la Grande Pièce
de la Folatière
la Sablière
Font.
Sce capt.
les Quatre Vents
Chât.
Chez Machet
Bonnivet
l'Age
D 28
Cim.
0,3
Joussé
les Sogours
les Grands Champs
la Châtre
le Fourneau
D 28
Vendet
Sce
Us.
Déchèt.
Froux
les Brandes
de l'Age
la Vinardière
Bois des Chevreaux
le Cerisier
Janille
D 727
Beauvais
les Champs
de la Vallée
le Chiron
Payroux
0,5
les Fleurets
les Chevreaux
Bois Fleury
les Combes
le Trujon
Bois de la Selle
Plaine de Beauvais
les Brandes
N
Emprise du site
0 100 200 300 400 m
Rapport d'étude environnementale
- Joussé 86
Localisation du site
Source : IGN
Dossier n° : 2026BES0014Aa
Version : 1.0
Etabli par : TGN
Date : 20/05/2026
R-EV
ABO ERG ENVIRONNEMENT

A1.2	**Vue aérienne actuelle du site**


0
25
50 m
Légende :
emprise du site

A1.3	**Cadastre du site**



Rapport d'étude environnementale - Joussé 86

Cadastre

Source : IGN

Dossier n° : 26BES0014Aa
Version : 1.0
Etabli par : TGN

Date : 20/05/2026

R-EV

ABO ERG ENVIRONNEMENT

A1.4	**Compte rendu visite de site**

QUESTIONNAIRE DE VISITE

(À remplir lors de la visite du site)

AUTEUR : Titouan GUITTON ORGANISME : ABO-ERG ENVIRONNEMENT

DATE(S) DE(S) VISITE(S) : 21/04/2026

/ /

1. LOCALISATION/IDENTIFICATION

COMMUNE : Joussé DÉPARTEMENT : 86

DÉSIGNATION USUELLE DU SITE :

ADRESSE : route de Civray, Joussé

CARTE TOPOGRAPHIQUE/LOCALISATION :
(Nom, échelle - utilisée pour report des limites approximatives du site)
Coordonnées LAMBERT : X : 504 276,56 Y : 6 571 877,30

Topographie générale du site : Globalement plat

Altitude moyenne du site Z (NGF) : Environ 160m NGF

Superficie approximative : 17 117 m2

TYPOLOGIE DU SITE/UTILISATION ACTUELLE :

- ☐ Décharge
- ■ Friche industrielle
- ☐ Site réoccupé :
- ☐ Agriculture
- ☐ Habitations, loisirs, écoles
- ☐ Commerces
- ☐ Documents d'urbanisme (préciser)
- ☐ Autres (préciser)

Conditions d'accès au site

- ☐ Site clôturé et surveillé
- ☐ Site non clôturé ou clôture en mauvais état, mais surveillé
- ■ Site clôturé mais non surveillé
- ☐ Site non clôturé, ou clôture en mauvais état et non surveillé

Populations présentes sur le site ou à proximité

- ■ Aucune présence
- ☐ Présence occasionnelle
- ☐ Présence régulière

  Nombre de personnes :

Typologie des populations présentes sur le site ou à proximité

- ☐ Travailleurs
- ☐ Adultes
- ☐ Personnes sensibles (enfants…)

2. ACTIVITÉ(S) INDUSTRIELLES PRATIQUÉES SUR LE SITE

(A classer par ordre chronologique d'apparition sur le site - Rubrique nomenclature IC)

1) Béton Sud Vienne - Période d'activité : 2007-2018
2) - Période d'activité :
3) - Période d'activité :
4) - Période d'activité :

3. ENVIRONNEMENT DU SITE

- ■ Agricole/Forestier
- ☐ Proximité d'une zone à protéger (Natura 2000, ZNIEFF, ZICO…)
- ☐ Industriel
- ☐ Commercial
- ☐ Etablissements sensibles (crèches, établissements scolaires, parcs et jardins publics)

- ☐ Habitat :
  - ☐ Collectif
  - ☐ Résidentiel avec ou sans jardin potager
  - ☐ Dispersé

Dans la mesure du possible, voire si les locaux sont construits sur des vides sanitaires, des sous sols.

REMARQUES GÉNÉRALES

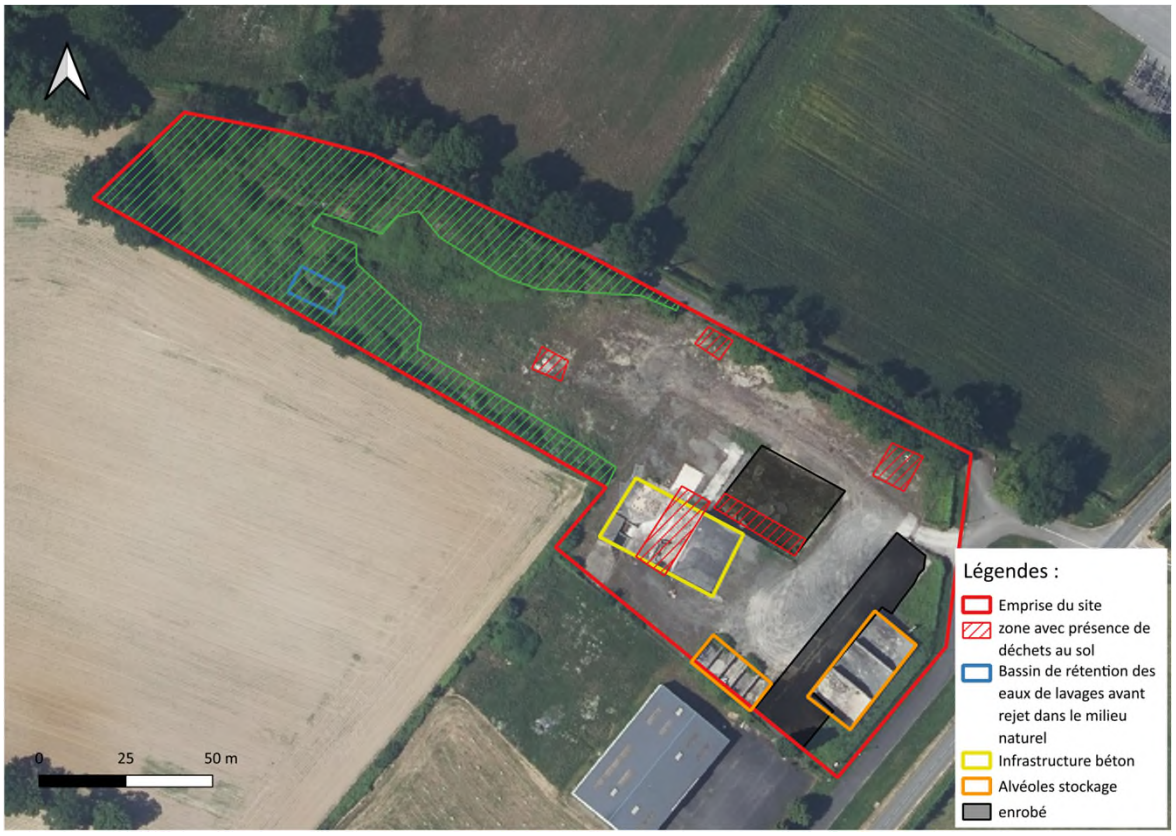
Le site est occupé depuis environ 2007, les infrastructures prévues pour l'exploitation ne semble pas toute avoir été installée. Il est difficile de statuer sur l'activité qui a eu lieux.

Certaines infrastructures sont tout de même présentes comme des bassins et des cases de stockage.

Des déchets sont présents à différents endroits au droit du site

4. DESCRIPTION SUR PLACE

4.1. SCHÉMA D'IMPLANTATION SUR LE SITE - PHOTOGRAPHIE(S)



4.2. BÂTIMENT(S) EXISTANTS

Nombre : 0

(Cf. ANNEXE 2 pour se référer à une typologie des bâtiments)

Dénomination	Type	État	Dimension	Utilisation	Accès

4.3. SUPERSTRUCTURE(S) / OUVRAGE(S) EXISTANTS

Nombre : 3

(Cf. ANNEXE 3 pour se référer à une typologie des superstructures/ouvrages

Dénomination	Type	État	Dimension	Utilisation	Accès
Alvéoles de stockage			484 m2	stockage	Sur site
Alvéoles de stockage			221 m2	stockage	Sur site
Bassin de rétention eaux de lavage			118 m2	Rétention d'eaux de lavage avant rejet	Sur site
Infrastructure Béton			716 m2	Non connue	Sur site

4.4. STOCKAGE(S) EXISTANT(S)

Nombre : 0

(Cf. ANNEXE 4 pour se référer à une typologie des stockages)

Nom/Localisation				
Type				
Conditionnement				
Confinement				
Volume - m^3				
État				
Substances/Produits identifiés				
Risques particuliers				

4.5. DÉPÔT(S)/DÉCHARGE(S) EXISTANT(S)

Nombre : 5

Dénomination	Déchets éparpillés sur le sol du site			
Type déchets *	Déchets de bâtiments, peintures, plastiques, mobiliers…			
Conditionnement	Au sol, à l'air libre			
Confinement/Étanchéité	NC			
Volume m3	Quelques m3 au total			
Accès	Sur site			
Déchets identifiés	Pot de peintures, boite plastiques, pneus, plastiques et emballages…			
Risques particuliers				
Stabilité du dépôt**				
Facteur aggravant***				

* Typologie : D.I.S./D.I.B./mélange
** N : Non - P : Potentiel - E : Évident, avec trois niveaux possibles : F(aible), M(oyen), E(levé)
*** Ex : topographie, rivière en pied de talus...

4.6. AUTRES CARACTÉRISTIQUES DU SITE

Elément caractéristique	Risque(s) potentiel(s) associé(s)
Remblais d'origine diverse sur le site	
Excavations, sapes de guerre	
Orifices (puits)	
Galeries enterrées	
Glissements de terrain	
Autres/préciser	

5. MILIEU(X) SUSCEPTIBLE(S) D'ÊTRE POLLUÉ(S)

5.1. AIR

✓ Existence de produits volatils / pulvérulents : Oui ☐ Non ■

✓ Existence de source(s) d'émissions gazeuses ou de poussières, sur le site ou à proximité :

Oui ☐ Non ■

Préciser lesquelles :

5.2. EAUX SUPERFICIELLES

Distance du site ou de la source au cours d'eau le plus proche : 1 500 m
Estimation des débits du cours d'eau : (préciser unité)
Utilisation sensible du cours d'eau le plus proche : Oui ☐ Non ■ - Nature :
Existence de rejets directs en provenance du site : Oui ☐ Non ■
Existence de rejets extérieurs : Oui ☐ Non ■
Présence de signes de ruissellement superficiel : Oui ☐ Non ■
Présence de mares : Oui ☐ Non ■
Situation en zone d'inondation potentielle : Oui ☐ Non ■

5.3. EAUX SOUTERRAINES

Existence d'une nappe d'eau souterraine sous le site : Oui ☐ Non ☐ Ne sait pas ■

Nature de l'aquifère :

Estimation de la profondeur de la nappe : m

Utilisation sensible des eaux souterraines : Oui ■ Non ☐ - Nature :

Distance du captage le plus proche : 5,7 km

Existence potentielle de circulations préférentielles vers la nappe (failles, fractures, puits anciens, réseaux souterrains, lithologie perméable...) : Oui ☐ Non ■

Existence d'un recouvrement constitué de formations géologiques à faible perméabilité :

Oui ☐ Non ☐

5.4. SOL

Projet de requalification du site à court terme : Oui ■ Non ☐

Indices de pollution du sol du site (végétation...) : Oui ■ Non ☐

Indices de pollution du sol à l'extérieur du site (retombées atmosphériques...) : Oui ☐ Non ■

5.5. POLLUTIONS / ACCIDENTS DEJA CONSTATES

Date	Type	Equipement concerné	Origine principale	Manifestations principales

Pollution de l'atmosphère : Oui ☐ Non ☐ - Caractéristiques : Non connue

Pollution des eaux de surface : Oui ☐ Non ☐ - Caractéristiques : Non connue

Pollution des eaux souterraines : Oui ☐ Non ☐ - Caractéristiques : Non connue

Pollution des sols : Oui ☐ Non ☐ - Caractéristiques : Non connue

Présence de lagunes : Oui ☐ Non ■ - Caractéristiques :

MESURES PRISES A LA SUITE DE L'EVENEMENT :

- ☐ Evaluation des impacts prévisibles
- ☐ Mesures de confinement ou d'évacuation des populations
- ☐ Mesures de protection des eaux de surface (barrages flottants, usages d'absorbants, de floculants ou de dispersants)
- ☐ Mesures de protection des eaux souterraines
- ☐ Limitation des usages de l'eau
- ☐ Mesures de restriction de l'usage des sols

5.6. CONNAISSANCE DE PLAINTES CONCERNANT L'USAGE DES MILIEUX

Oui ☐ Non ■

Milieu(x) concerné(s) :

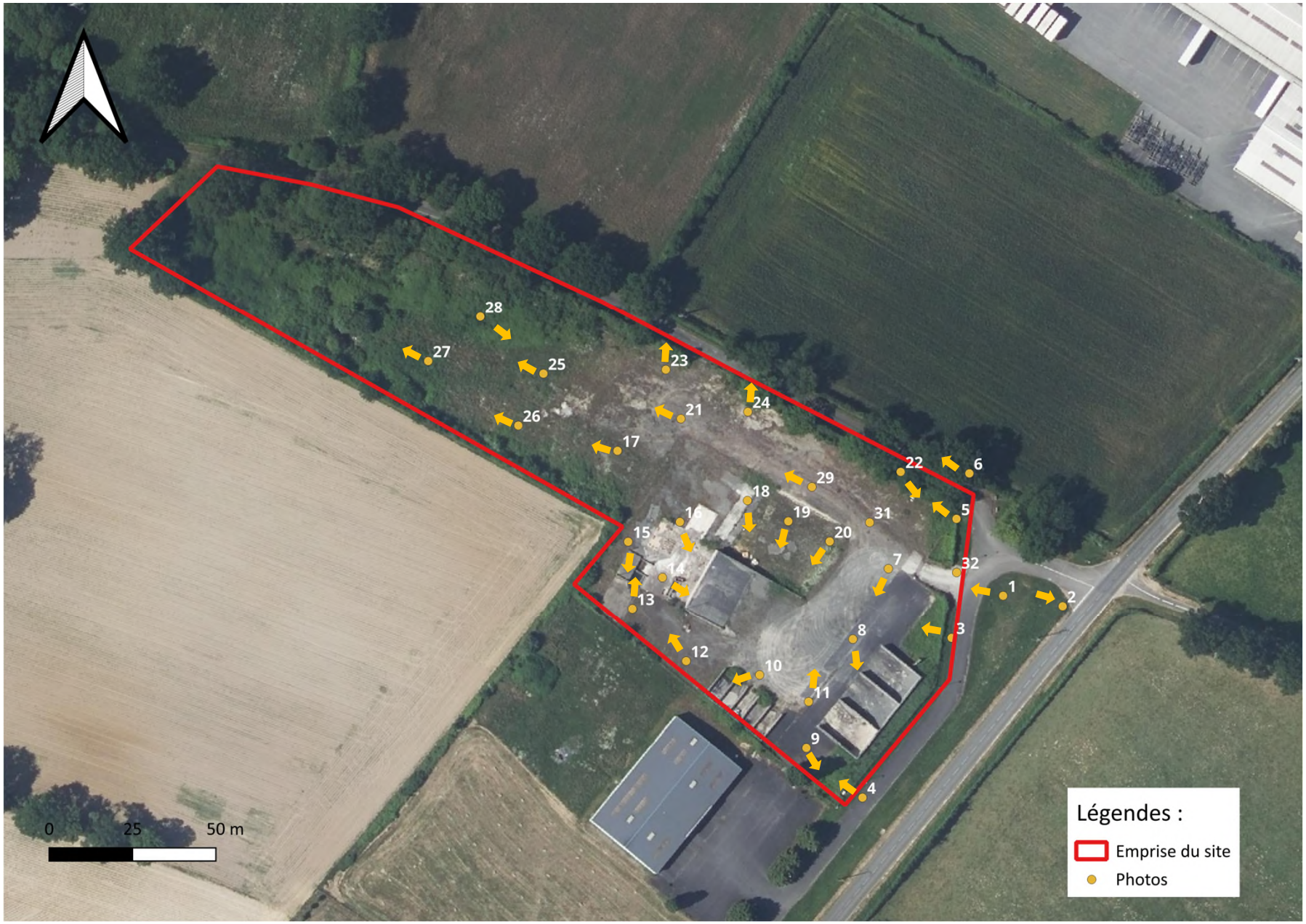
1)
2)
3)

6. DOCUMENTS CONCERNANT LE SITE

1)
2)
3)
4)
5)
6)
7)
8)
9)
10)

7. PERSONNES RENCONTRÉES OU À RENCONTRER

Nom	Organisme	Téléphone	Rencontrée le (date)


28
27
25
23
24
26
21
17
22
6
29
18
5
19
31
15
20
7
32
1
2
13
3
8
12
10
11
9
4
0
25
50 m
Légendes :
Emprise du site
Photos


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:32


CIVRAISIEN
EN POITOU
ZA
LES SOGOURS
JOUSSÉ
STOP
REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:33


BSV
Béton Sud Vienne
Société de Bétons
Prêts à l'emploi.
REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:33


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:35



5


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:37


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:38


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:39


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:40



10



11


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:41



13


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:42


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:43



16


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:45


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:45


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:47


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:48



21


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:49


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:51

23



24


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:53


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:53


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:55



28


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:57



30


REDMI NOTE 12
21/04/2026 12:57


REDMI NOTE 12
21/04/2026 13:02

A2	**ETUDE HISTORIQUE ET DOCUMENTAIRE**

A2.1	**Courier de demande et de réponses DREAL Préfecture Mairie et archives**

Archivé: lundi 11 mai 2026 16:29:16
De:
Envoyé: vendredi 3 avril 2026 14:26:29
À: 'contact@jousse86.fr'
Cc: Yvan COIC
Sujet: Demande d'information historique : DE251285 Joussé
Importance: Normal
Confidentialité: None
Pièces jointes:
Joussé_ Cadastre.pdf

N/Réf. : DE251285 Joussé

Madame, Monsieur, bonjour,

Dans le cadre d'une étude historique que nous réalisons pour le compte de notre client, nous sommes à la recherche d'informations historique sur le site localisé **Route de Civray, 86350 Joussé** au droit des parcelles 99 et 111 de la section C.

Vous trouverez ci-joint des précisions sur la localisation.

Les renseignements/documents suivants sont nécessaires à l'étude historique permettant d'évaluer l'état des sols au niveau du terrain et leur impact sur l'environnement :

- * La liste des entreprises présentes actuellement **ou par le passé sur le site**,
- * **Des extraits du permis de construire**,
- * **Les activités anciennes** s'étant succédées sur la zone d'étude,
- * **L'origine cadastrale** des terrains ainsi que les éventuels **remaniements cadastraux**,
- * Les éventuels **accidents ou incidents** qui ont pu se produire dans cette zone,

Plus en détail, nous recherchons des documents précisant les informations suivantes :

- * Les éventuelles activités soumises à la réglementation des ICPE,
- * Renseignements fonciers (cadastre, relevés d'impôts) et actes de propriété,
- * Les déclarations de cessation d'activité,
- * Les différents plans d'époque des installations,

Du plus d'après les informations recueillies sur Géorisques, **1 site CASIAS** est référencé à proximité immédiate, **POC8602059** (Société d'Exploitation des Etablissements DUVIVIER-DUREV, fabrique de literie). Tout élément relatif à ce CASIAS est également souhaité.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous retourner par e-mail, votre réponse, ainsi qu'une copie des documents en votre possession : *nous indiquer à défaut si nous devons venir récupérer une copie des documents disponibles aux archives.*

Dans l'éventualité où vous ne seriez pas en mesure de nous transmettre une réponse positive, nous vous saurions gré de nous le faire savoir rapidement, en nous indiquant les modalités d'obtention de ces documents (délais de transmission, possibilités et dates de consultation dans vos locaux…)

Vous remerciant par avance de votre collaboration, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en nos sentiments dévoués.

Bonne journée,

Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes

1, avenue de l'Angevinière – 44800 Saint-Herblain
www.abo-erg.fr

Archivé: lundi 11 mai 2026 16:10:22
De: Titouan GUITTON
Envoyé: vendredi 3 avril 2026 12:05:48
À: 'pref-courrier@vienne.gouv.fr'
Cc: Yvan COIC Yvan COIC
Sujet: Demande d'information historique - DE251285 Joussé
Importance: Normal
Confidentialité: None
Pièces jointes:
Joussé_ Cadastre.pdf;

N/Réf. : DE251285 Joussé

Madame, Monsieur, bonjour,

Dans le cadre d'une étude historique que nous réalisons pour le compte de notre client, nous sommes à la recherche d'informations historique sur le site localisé **Route de Civray, 86350 Joussé** au droit des parcelles 99 et 111 de la section C.

Vous trouverez ci-joint des précisions sur la localisation.

Les renseignements/documents suivants sont nécessaires à l'étude historique permettant d'évaluer l'état des sols au niveau du terrain et leur impact sur l'environnement :

- * La liste des entreprises présentes actuellement **ou par le passé sur le site**,
- * **Des extraits du permis de construire**,
- * **Les activités anciennes** s'étant succédées sur la zone d'étude,
- * **L'origine cadastrale** des terrains ainsi que les éventuels **remaniements cadastraux**,
- * Les éventuels **accidents ou incidents** qui ont pu se produire dans cette zone,

Plus en détail, nous recherchons des documents précisant les informations suivantes :

- * Les éventuelles activités soumises à la réglementation des ICPE,
- * Renseignements fonciers (cadastre, relevés d'impôts) et actes de propriété,
- * Les déclarations de cessation d'activité,
- * Les différents plans d'époque des installations,

Du plus d'après les informations recueillies sur Géorisques, **1 site CASIAS** est référencé à proximité immédiate, **POC8602059** (Société d'Exploitation des Etablissements DUVIVIER-DUREV, fabrique de literie). Tout élément relatif à ce CASIAS est également souhaité.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous retourner par e-mail, votre réponse, ainsi qu'une copie des documents en votre possession : *nous indiquer à défaut si nous devons venir récupérer une copie des documents disponibles aux archives.*

Dans l'éventualité où vous ne seriez pas en mesure de nous transmettre une réponse positive, nous vous saurions gré de nous le faire savoir rapidement, en nous indiquant les modalités d'obtention de ces documents (délais de transmission, possibilités et dates de consultation dans vos locaux…)

Vous remerciant par avance de votre collaboration, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en nos sentiments

dévoués.

Bonne journée,

Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes

1, avenue de l'Angevinière – 44800 Saint-Herblain
www.abo-erg.fr

Bonne journée,

Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes

1, avenue de l'Angevinière – 44800 Saint-Herblain
www.abo-erg.fr

ArchivÃ©: lundi 11 mai 2026 16:10:39
De: PREF86 Pref-environnement
Heure de rÃ©ception du message: Tue, 14 Apr 2026 09:31:25
EnvoyÃ©: mardi 14 avril 2026 11:32:37
Ã€: Titouan GUITTON
Cc: PREF86 Pref-Courrier Yvan COIC
Sujet: Re: Demande d'information historique - DE251285 JoussÃ©
Importance: Normal
ConfidentialitÃ©: None

Bonjour,

Le dossier n°2008035 "Beton Sud Vienne", route de Civray a été archivé sous le numéro 2988 WB 78 et peut être consulté directement aux Archives Départementales.

Cordialement

MA

Bureau de l'environnement

7 place Aristide Briand - 86000 POITIERS
Tél : 05 49 55 70 00
www.vienne.gouv.fr

PRÉFET DE LA VIENNE
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat Général aux Affaires Départementales - SGAD

Pour une administration exemplaire, préservons l'environnement.
N'imprimons que si nécessaire.

-------- Message transféré --------
Sujet : [INTERNET] RE: Demande d'information historique - DE251285 Joussé
Date : Fri, 10 Apr 2026 12:53:45 +0000
De : Titouan GUITTON <t-guitton@erg-sa.fr>
Pour : pref-courrier@vienne.gouv.fr <pref-courrier@vienne.gouv.fr>
Copie à : Yvan COIC <y-coic@ERG-SA.fr>

Bonjour,

En complément de mon précédent mail, je vous informe que ce site est référencé dans la base de données CASIAS sous le nom « BETON SUD VIENNE » numéro 0007207883 (cf. fiche CASIAS SSP426360 en pj).

Bonne réception,

Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes

1, avenue de l'Angevinière – 44800 Saint-Herblain
www.abo-erg.fr

De : Titouan GUITTON
Envoyé : vendredi 3 avril 2026 12:05
À : 'pref-courrier@vienne.gouv.fr' <pref-courrier@vienne.gouv.fr>
Cc : Yvan COIC <y-coic@ERG-SA.fr>
Objet : Demande d'information historique - DE251285 Joussé

N/Réf. : DE251285 Joussé

Madame, Monsieur, bonjour,

Dans le cadre d'une étude historique que nous réalisons pour le compte de notre client, nous sommes à la recherche d'informations historique sur le site localisé **Route de Civray, 86350 Joussé** au droit des parcelles 99 et 111 de la section C.

Vous trouverez ci-joint des précisions sur la localisation.

Les renseignements/documents suivants sont nécessaires à l'étude historique permettant d'évaluer l'état des sols au niveau du terrain et leur impact sur l'environnement :

- * La liste des entreprises présentes actuellement **ou par le passé sur le site**,
- * **Des extraits du permis de construire**,
- * **Les activités anciennes** s'étant succédées sur la zone d'étude,
- * **L'origine cadastrale** des terrains ainsi que les éventuels **remaniements cadastraux**,
- * Les éventuels **accidents ou incidents** qui ont pu se produire dans cette zone,

Plus en détail, nous recherchons des documents précisant les informations suivantes :

- * Les éventuelles activités soumises à la réglementation des ICPE,
- * Renseignements fonciers (cadastre, relevés d'impôts) et actes de propriété,
- * Les déclarations de cessation d'activité,
- * Les différents plans d'époque des installations,

Du plus d'après les informations recueillies sur Géorisques, **1 site CASIAS** est référencé à proximité immédiate, **POC8602059** (Société d'Exploitation des Etablissements DUVIVIER-DUREV, fabrique de literie). Tout élément relatif à ce CASIAS est également souhaité.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous retourner par e-mail, votre réponse, ainsi qu'une copie des documents en votre possession : *nous indiquer à défaut si nous devons venir récupérer une copie des documents disponibles aux archives*.

Dans l'éventualité où vous ne seriez pas en mesure de nous transmettre une réponse positive, nous vous saurions gré de nous le faire savoir rapidement, en nous indiquant les modalités d'obtention de ces documents (délais de transmission, possibilités et dates de consultation dans vos locaux…)

Vous remerciant par avance de votre collaboration, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en nos sentiments dévoués.

Bonne journée,

Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes

1, avenue de l'Angevinière – 44800 Saint-Herblain
www.abo-erg.fr

Bonne journée,

Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes

1, avenue de l'Angevinière – 44800 Saint-Herblain
www.abo-erg.fr

Pour une administration exemplaire, préservons l'environnement.
N'imprimons que si nécessaire.

ArchivÃ©: lundi 11 mai 2026 16:11:07
De: GUERVENO Jackie - DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86/SA
Heure de rÃ©ception du message: Tue, 14 Apr 2026 09:29:04
EnvoyÃ©: Tue, 14 Apr 2026 11:28:41
Ã€: Titouan GUITTON Yvan COIC LAURENCON Yannick - DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86/EI
Cc: GUERVENO Jackie - DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86/SA BENETAUX Christelle - DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86/SA
Sujet: Tr: Re: proposition reponse - Demande PJ - Demande d'information historique -route de Civray a JoussÃ©
Importance: Normal
ConfidentialitÃ©: None
PiÃ¨ces jointes:
20080516_01_Plan.pdf; 19990525_Recepisse_1999-72_Rub_1530.pdf; 20001011_Recepisse_2000-127_Rub_1412.pdf; 20020205_Avis_PC_11901K0004_du_02012002.pdf; 20080516_00_Recepisse_2008035_Centrale beton_Jousse.pdf; 20260403_Declaration_Cessation_Totale_2518.pdf;

Nos réf. : 2026-568_UbD 16-86

Monsieur GUITTON,

Pour faire suite à vos méls, dans lesquels vous nous consultez sur la situation d'un bien sis Route de Civray, sur la commune de Joussé (86350), au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, nous vous informons que sur les parcelles C 99 et C 111, il a été autorisé l'exploitation par déclaration simple, d'une central à béton au profit de la société Béton Sud Vienne –
AIOT n° 0007207883.

Vous trouverez ci-joint les documents en notre possession pour la centrale à béton :

- le récépissé de déclaration en date du 16 mai 2008,

- la déclaration de cessation d'activité en date du 03 avril 2026.

Nous vous joignons aussi les documents pour la Literie « DUVIVIER-DUREV » - AIOT : 0007203127, ICPE jouxtant la centrale à béton :

- le récépissé de déclaration en date du 25 mai 1999,

- le récépissé de déclaration en date du 11 octobre 2000,

- l'Avis sur le PC 11901K0004 en date du 02 décembre 2002.

A noter que les installations soumises à simple déclaration sont suivies par la préfecture (bureau de l'environnement), aussi nous vous invitons à contacter ce service, pour connaître les documents en sa possession.

Nous restons à votre disposition pour consulter, sur rendez-vous, les éléments disponibles pour ces ICPE (pour une parfaite transparence, les deux dossiers ne contiennent aucune notification d'incident, ou de pollution), sur le site de l'UbD 16-86 de la DREAL - 20 rue de la Providence à POITIERS (86100) - du lundi au vendredi, aux horaires d'ouverture de l'UbD.

Nous vous prions d'agréer, monsieur GUITTON, l'expression de notre parfaite considération.

Le service des installations classées
Unité bidépartementale de la Charente et de la Vienne
DREAL Nouvelle-Aquitaine

Secrétariat de l'unité | Environnement

Unité bidépartementale Charente/Vienne
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine

Site de Poitiers (86) : 20 rue de la Providence - 86000 Poitiers | Standard : 05 49 43 86 08

www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr
En cas d'envoi de fichiers volumineux (>5 Mo) merci de passer par **melanissimo** ou **francetransfert**

**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

-------- Message transféré --------
Sujet : RE: Demande PJ - Demande d'information historique -route de Civray a Joussé
Date : Fri, 10 Apr 2026 12:52:53 +0000
De : > t-guitton (par Internet) <t-guitton@erg-sa.fr>
Répondre à : t-guitton <t-guitton@erg-sa.fr>
Pour : DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86 (Unité bi-départementale Charente et Vienne) emis par GUERVENO Jackie - DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86/SA <ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr>
Copie à : Yvan COIC <y-coic@ERG-SA.fr>

Bonjour,

En complément de mon précédent mail, je vous informe que ce site est référencé dans la base de données CASIAS sous le nom « BETON SUD VIENNE » numéro 0007207883 (cf. fiche CASIAS SSP426360 en pj).

Bonne réception,

ABO ERG ENVIRONNEMENT

Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes

1, avenue de l'Angevinière – 44800 Saint-Herblain
www.abo-erg.fr

De : Titouan GUITTON
Envoyé : mardi 7 avril 2026 10:38
À : 'DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86 (Unité bi-départementale Charente et Vienne) emis par GUERVENO Jackie - DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86/SA' <ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr>
Cc : Yvan COIC <y-coic@ERG-SA.fr>
Objet : RE: Demande PJ - Demande d'information historique -route de Civray a Joussé

Bonjour,

Bien sûr, la voici.

Bonne réception

Bonne journée,

Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes

1, avenue de l'Angevinière – 44800 Saint-Herblain
www.abo-erg.fr

De : DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86 (Unité bi-départementale Charente et Vienne) emis par GUERVENO Jackie - DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86/SA <ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr>
Envoyé : mardi 7 avril 2026 10:31
À : Titouan GUITTON <t-guitton@erg-sa.fr>
Cc : GUERVENO Jackie - DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86/SA <jackie.guerveno@developpement-durable.gouv.fr>; BENETAUX Christelle - DREAL Nouvelle-Aquitaine/UD 16-86/SA <christelle.benetaux@developpement-durable.gouv.fr>
Objet : Demande PJ - Demande d'information historique -route de Civray a Joussé

Bonjour,

Nous venons d'être destinataire de votre demande d'information historique sis Route de Civray à Joussé.

Pouvez-vous nous transmettre la pièce jointe car votre mél est passé par plusieurs messageries et elle a été supprimée par un anti-virus.

Restant à votre disposition si besoin.

Cordialement,
Secrétariat de l'unité | Environnement
Unité bidépartementale Charente/Vienne
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine

Site de Poitiers (86) : 20 rue de la Providence - CS 50378 - 86009 Poitiers Cedex | Standard : 05 49 43 86 08

**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-
AQUITAINE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine

-------- Message transféré --------
Sujet : [INTERNET] Demande d'information historique - DE251285 Joussé
Date : Fri, 3 Apr 2026 10:05:27 +0000
De : Titouan GUITTON <t-guitton@erg-sa.fr>
Pour : pref-courrier@vienne.gouv.fr <pref-courrier@vienne.gouv.fr>
Copie à : Yvan COIC <y-coic@ERG-SA.fr>

N/Réf. : DE251285 Joussé

Madame, Monsieur, bonjour,

Dans le cadre d'une étude historique que nous réalisons pour le compte de notre client, nous sommes à la recherche d'informations historique sur le site localisé **Route de Civray, 86350 Joussé** au droit des parcelles 99 et 111 de la section C.

Vous trouverez ci-joint des précisions sur la localisation.

Les renseignements/documents suivants sont nécessaires à l'étude historique permettant d'évaluer l'état des sols au niveau du terrain et leur impact sur l'environnement :

- * La liste des entreprises présentes actuellement **ou par le passé sur le site**,
- * **Des extraits du permis de construire**,
- * **Les activités anciennes** s'étant succédées sur la zone d'étude,
- * **L'origine cadastrale** des terrains ainsi que les éventuels **remaniements cadastraux**,
- * Les éventuels **accidents ou incidents** qui ont pu se produire dans cette zone,

Plus en détail, nous recherchons des documents précisant les informations suivantes :

- * Les éventuelles activités soumises à la réglementation des ICPE,
- * Renseignements fonciers (cadastre, relevés d'impôts) et actes de propriété,
- * Les déclarations de cessation d'activité,
- * Les différents plans d'époque des installations,

Du plus d'après les informations recueillies sur Géorisques, **1 site CASIAS** est référencé à proximité immédiate, **POC8602059** (Société d'Exploitation des Etablissements DUVIVIER-DUREV, fabrique de literie). Tout élément relatif à ce CASIAS est également souhaité.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous retourner par e-mail, votre réponse, ainsi qu'une copie des documents en votre possession : *nous indiquer à défaut si nous devons venir récupérer une copie des documents disponibles aux archives.*

Dans l’éventualité où vous ne seriez pas en mesure de nous transmettre une réponse positive, nous vous saurions gré de nous le faire savoir rapidement, en nous indiquant les modalités d’obtention de ces documents (délais de transmission, possibilités et dates de consultation dans vos locaux…)

Vous remerciant par avance de votre collaboration, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en nos sentiments dévoués.

Bonne journée,



Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes

1, avenue de l’Angevinière – 44800 Saint-Herblain
www.abo-erg.fr



Bonne journée,



Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes

1, avenue de l’Angevinière – 44800 Saint-Herblain
www.abo-erg.fr



Archivé: lundi 11 mai 2026 16:27:08
De: Archives
Envoyé: Fri, 17 Apr 2026 08:13:52
À: Titouan GUITTON
Sujet: RE: [Archives départementales des Deux-Sèvres et de la Vienne] - Contactez les archives (Vienne)
Importance: Normal
Confidentialité: None
Pièces jointes:
Outlook-1kgp1pku.jpg

Monsieur,

En réponse à votre message ci-dessous, nous pouvpns vous apporter les précisions suivantes. Les Archives départementales de la Vienne conservent bien sous la cote 2988 W 78 le dossier n°2008035 concernant une centrale à béton exploitée par la société Béton sud Vienne à Joussé (route de Civray).

Ce dossier est librement communicable en vertu des délais fixés par l'art. L 213-2 du Code du patrimoine.

J'attire votre attention sur le fait que le dossier comporte un plan de grand format et que ce dernier ne pourra pas faire l'objet d'une éventuelle numérisation en cas de demande de votre part. C'est pourqoui nous vous invitons à venir avec votre propre matériel photographique (les photographies sont autorisées mais sans utilisation du flash).

Nous vous invitons donc en notre salle de lecture afin d'y consulter ce dossier.

https://archives-deux-sevres-vienne.fr/n/archives-de-la-vienne/n:141

Nous vous souhaitons bonne réception de ce message.

Archives de la Vienne
30 rue des champs balais 86000 POITIERS
Téléphone : 05.49.03.04.05

Site internet : https://archives-deux-sevres-vienne.fr/
Retrouvez notre programme culturel

Ce message et toutes les pièces jointes (ci-après le "message") sont confidentiels et établis à l'intention exclusive de ses destinataires. Toute utilisation ou diffusion non autorisée est interdite. Tout message électronique est susceptible d'altération. Le Département de la Vienne décline toute responsabilité au titre de ce message s'il a été altéré, déformé ou falsifié. Si vous n'êtes pas destinataire de ce message, merci de le détruire immédiatement et d'en avertir l'expéditeur.

De : Titouan GUITTON <t-guitton@erg-sa.fr>
Envoyé : mercredi 15 avril 2026 10:20
À : Archives <archives@departement86.fr>
Cc : Yvan COIC <y-coic@erg-sa.fr>
Objet : RE: [Archives départementales des Deux-Sèvres et de la Vienne] - Contactez les archives (Vienne)

Bonjour,

La préfecture de la Vienne nous a répondu qu'un dossier était archivé pour la parcelle d'étude. Il s'agit du dossier n°**2008035** "Beton Sud Vienne", route de Civray qui a été archivé sous le numéro **2988 WB 78**.

Serait-il possible de venir le consulter le mardi 21 avril au matin ?

Bonne journée,

Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes

1, avenue de l'Angevinière – 44800 Saint-Herblain
www.abo-erg.fr

De nombreuses menaces prolifèrent actuellement par messagerie électronique. Si le contenu de ce message vous semble douteux (piece jointe, lien, expediteur, langue de rédaction, etc ...) veuillez avertir rapidement le support de la DTN, en outre, en cas de doute ne jamais ouvrir les pièces jointes ou cliquer sur les liens en provenance de ces adresses internet d' expéditeurs inconnus.
Merci de votre vigilance.

De : Archives <archives@departement86.fr>
Envoyé : mardi 7 avril 2026 11:51
À : Titouan GUITTON <t-guitton@erg-sa.fr>
Objet : RE: [Archives départementales des Deux-Sèvres et de la Vienne] - Contactez les archives (Vienne)

Bonjour Monsieur,

En réponse à vos demandes, celle de vendredi dernier et celle envoyée ce matin sur le même sujet.

Nous vous invitons avant toute chose, et si vous ne l'avez pas déjà fait, à consulter les ressources mises en ligne par les services de l'Etat en matière d'installations classées, et en particulier les bases de données sur le site Géorisques :

base des installations classées:
https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1

base des sites et sols pollués (BASOL) :
https://www.georisques.gouv.fr/risques/sites-et-sols-pollues/donnees#/

base des anciens sites industriels (BASIAS) :
https://www.georisques.gouv.fr/risques/basias/donnees#/.

Toujours en ligne, vous pouvez aussi vous référer :
aux services d'information géographique de l'Etat en Nouvelle Aquitaine (SIGENA) :
https://www.sigena.fr/accueil

aux ressources disponibles en matière d'installations classées sur le site de la préfecture de la Vienne :
https://www.vienne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Installations-classees.

Si nécessaire, en complément à ces différentes ressources en ligne, nous vous invitons à interroger :
dans un premier temps, le service des installations classées auprès de la DREAL Nouvelle-Aquitaine (formulaire de contact sur leur site) :
https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/

dans un second temps, et si nécessaire, le service Environnement de la préfecture de la Vienne à l'adresse suivante :
pref-courrier@vienne.gouv.fr.

C'est seulement en tout dernier lieu, si le service Environnement de la préfecture vous oriente sur un dossier qu'il nous a versé, qu'il vous sera utile de revenir vers nous, sans omettre de nous préciser le numéro de dossier et sa cote (informations qui vous auront dans ce cas été fournies par le service Environnement de la préfecture).

Nous vous remercions de votre compréhension et nous vous souhaitons bonne réception de ce message.

Bien cordialement,

Archives de la Vienne
30 rue des champs balais 86000 POITIERS
Téléphone : 05.49.03.04.05



Site internet : https://archives-deux-sevres-vienne.fr/
Retrouvez notre programme culturel

Ce message et toutes les pièces jointes (ci-après le "message") sont confidentiels et établis à l'intention exclusive de ses destinataires. Toute utilisation ou diffusion non autorisée est interdite. Tout message électronique est susceptible d'altération. Le Département de la Vienne décline toute responsabilité au titre de ce message s'il a été altéré, déformé ou falsifié. Si vous n'êtes pas destinataire de ce message, merci de le détruire immédiatement et d'en avertir l'expéditeur.

De : archives-vienne@ligeo-archives.com <archives-vienne@ligeo-archives.com>

Envoyé : vendredi 3 avril 2026 12:31
À : Archives <archives@departement86.fr>
Objet : [Archives départementales des Deux-Sèvres et de la Vienne] - Contactez les archives (Vienne)



Votre demande a été prise en compte et sera traitée dans les meilleurs délais.

Identification

- **Identité :** titouan guitton
- **Courriel :** t-guitton@erg-sa.fr
- **Referer :** https://archives-deux-sevres-vienne.fr/n/nous-contacter/n:265
- **Numéro de la demande :** 15483

Vos coordonnées

- **Téléphone :** 0614399868
- **Adresse :** 1, avenue de l'Angevinière – 44800 Saint-Herblain

Votre demande

- **En deux mots : :** Demande d'information historique - DE251285 Joussé
- **En détail : :** N/Réf. : DE251285 Joussé Madame, Monsieur, bonjour, Dans le cadre d'une étude historique que nous réalisons pour le compte de notre client, nous sommes à la recherche d'informations historique sur le site localisé Route de Civray, 86350 Joussé au droit des parcelles 99 et 111 de la section C. Vous trouverez ci-joint des précisions sur la localisation. Les renseignements/documents suivants sont nécessaires à l'étude historique permettant d'évaluer l'état des sols au niveau du terrain et leur impact sur l'environnement : - La liste des entreprises présentes actuellement ou par le passé sur le site, - Des extraits du permis de construire, - Les activités anciennes s'étant succédées sur la zone d'étude, - L'origine cadastrale des terrains ainsi que les éventuels remaniements cadastraux, - Les éventuels accidents ou incidents qui ont pu se produire dans cette zone, Plus en détail, nous recherchons des documents précisant les informations suivantes : - Les éventuelles activités soumises à la réglementation des ICPE, - Renseignements fonciers (cadastre, relevés d'impôts) et actes de propriété, - Les déclarations de cessation d'activité, - Les différents plans d'époque des installations, Du plus d'après les informations recueillies sur Géorisques, 1 site CASIAS est référencé à proximité immédiate, POC8602059 (Société d'Exploitation des Etablissements DUVIVIER-DUREV, fabrique de literie). Tout élément relatif à ce CASIAS est également souhaité. Nous vous saurions gré de bien vouloir nous retourner par e-mail, votre réponse, ainsi qu'une copie des documents en votre possession

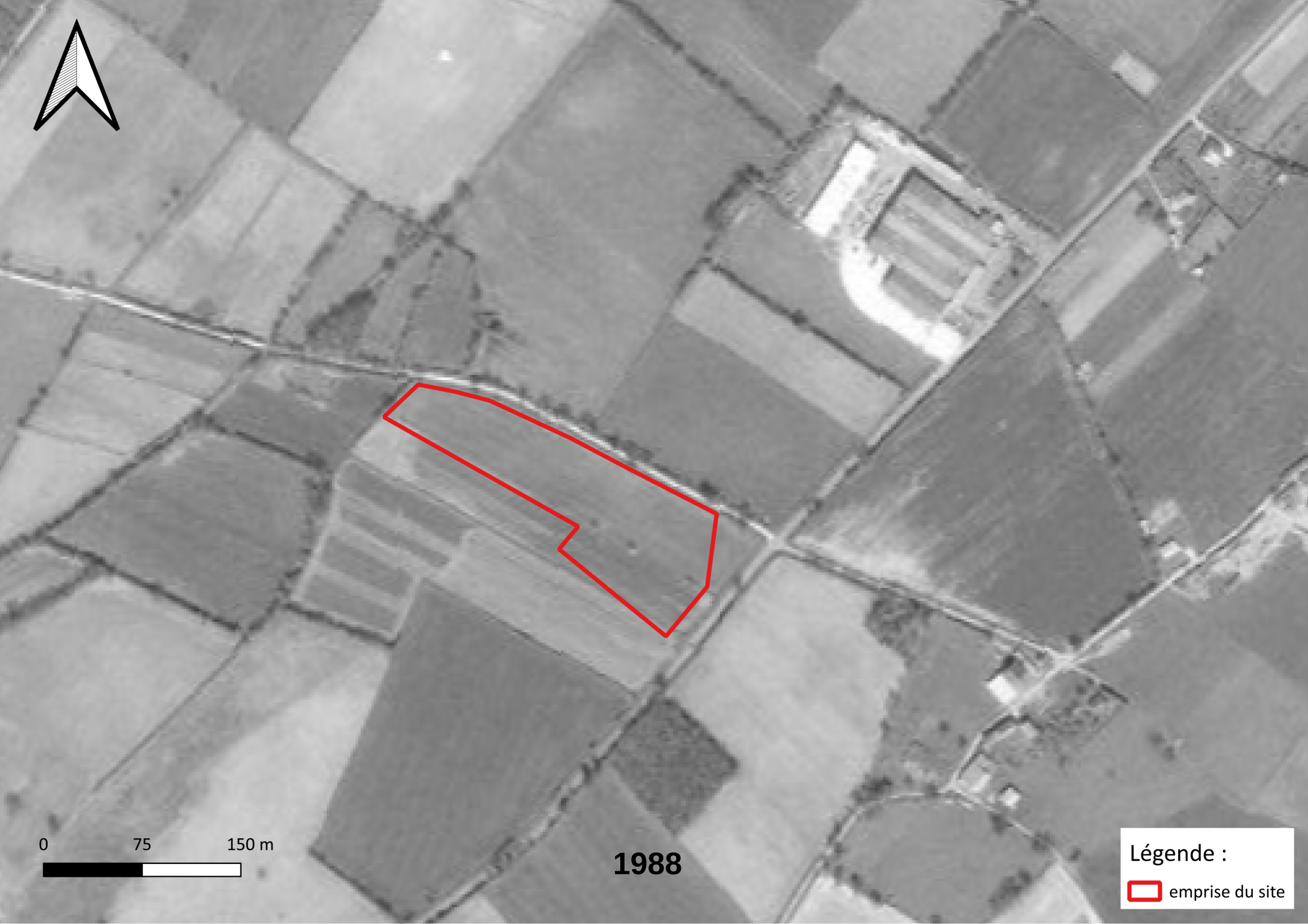
: nous indiquer à défaut si nous devons venir récupérer une copie des documents disponibles aux archives. Dans l'éventualité où vous ne seriez pas en mesure de nous transmettre une réponse positive, nous vous saurions gré de nous le faire savoir rapidement, en nous indiquant les modalités d'obtention de ces documents (délais de transmission, possibilités et dates de consultation dans vos locaux…) Vous remerciant par avance de votre collaboration, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en nos sentiments dévoués. Bonne journée, Titouan GUITTON / Stagiaire Ingénieur Antenne Nantes 1, avenue de l'Angevinière – 44800 Saint-Herblain www.abo-erg.fr Bonne journée,

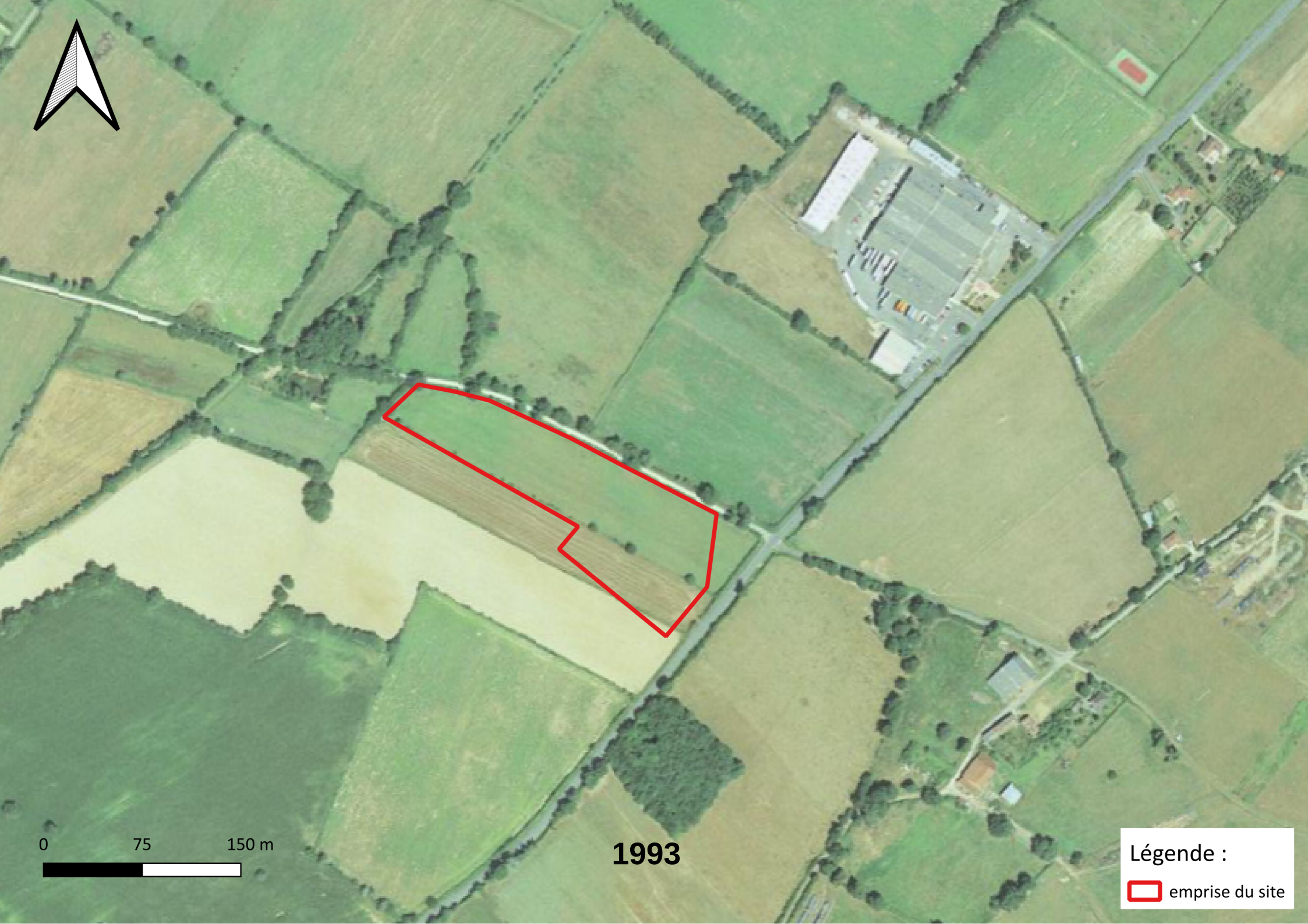
- **Joindre un fichier :** -

A2.2	**Reportage photographie aérienne ancienne**


0
75
150 m
1959
Légende :
emprise du site


0
75
150 m
1972
Légende :
emprise du site


0
75
150 m
1988
Légende :
emprise du site


0
75
150 m
1993
Légende :
emprise du site

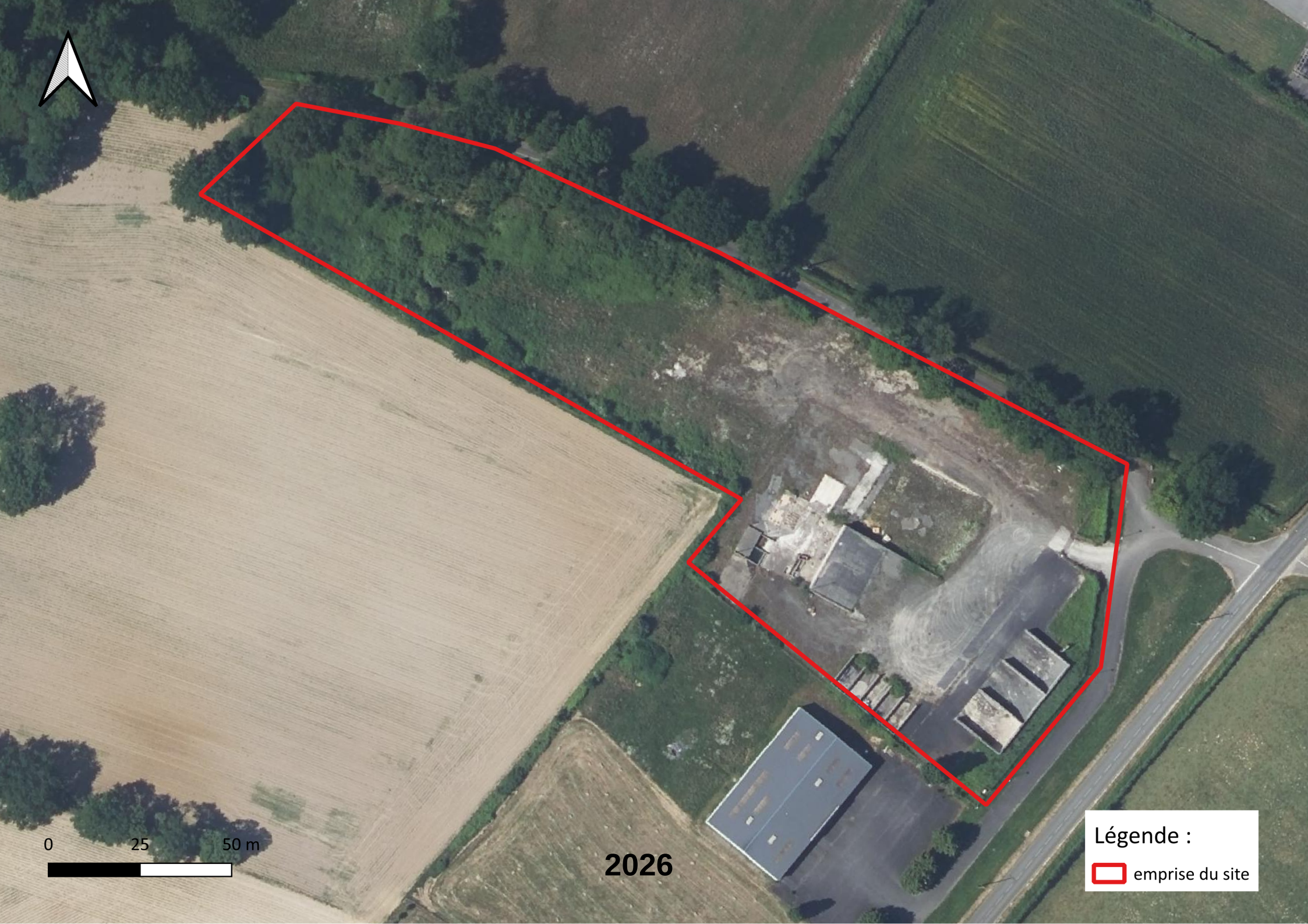

0
75
150 m
2002
Légende :
emprise du site


0
25
50 m
2007
Légende :
emprise du site


0
25
50 m
2011
Légende :
emprise du site


0
25
50 m
2014
Légende :
emprise du site


0
25
50 m
2017
Légende :
emprise du site


0
25
50 m
2026
Légende :
emprise du site

A2.3	**Fiche CASIAS**

SSP426360

Fiche Détaillée

1.- Identification de l'établissement

Date de dernière mise à jour de la fiche 10/04/2026
Nom Usuel BETON SUD VIENNE
Code SIRET 50321675600018
Raison(s) sociale(s) de l'établissement

Nom Raison Sociale
BETON SUD VIENNE

Autre(s) identifiant(s)

Numéro	Organisme ou BD associé
0007207883	GUNEnv

2.- Localisation de l'établissement

Adresse(s) Route de Civray 86350 JOUSSE
Complément d'adresse



Emplacement de l'établissement

Fond de carte PLAN IGN ©

Parcelle(s) concernée(s) Non renseignée(s)

3.- Activités de l'établissement

Etat d'activité En arrêt
Activité principale Non renseignée
Date de début de l'activité Non renseignée
Date de fin de l'activité Non renseignée
Activité(s) secondaire(s)

Activités(s) secondaire(s)
77.32Z - Location et location-bail de machines et équipements pour la construction

Description de l'établissement Non renseignée
Exploitants Non renseigné(s)

4.- Document(s) associé(s)

Document(s) associé(s) Non renseigné(s)
Bibliographie Non renseignée

5.- Historique des action(s) de gestion de la pollution et obligation(s) réglementaire(s) liée(s) aux

parcelles

Lien vers la fiche récapitulative SSP Lien

A2.4	**Documents transmis par mail par la DREAL**

PREFECTURE DE LA VIENNE

Poitiers, le 25 MAI 1999

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

(Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976
Décret n° 77-1133
du 21 septembre 1977)

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE
Dossier suivi par :
Jean-Pierre MERIOT
JPM/CV
☎ 05 49.55.71 24

DOSSIER n° 72-99

Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,
Préfet de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

DONNE RECEPISSE

à la **Société LITERIE DUVIVIER** de sa déclaration en date du 2 avril 2 avril 1999 par laquelle elle fait connaître son intention d'exploiter des bâtiments à usage de stockage de matières premières (tissus, métal, mousse, bois pour fabrication de matelas et sommiers), situés au lieu-dit "Les Grands Champs" sur le territoire de la commune de Joussé , activité figurant à la nomenclature officielle des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique :

N° 1530 : Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues – La quantité stockée étant supérieure à 1.000 m^3, mais inférieure ou égale à 20.000 m^3.

L'intéressé devra se conformer aux prescriptions générales ci-annexées.

Ledit établissement sera placé sous la surveillance de l'Inspecteur des Installations Classées chargé de vérifier si les prescriptions applicables ont été strictement observées.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

La déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai, à l'Inspection des Installations, Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

A chaque changement d'exploitant, le successeur devra en faire la déclaration au service chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation. L'exploitant devra remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité ou la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

Le présent récépissé ne dispense pas le titulaire de l'obtention des autorisations administratives qui peuvent être nécessaires en vertu d'autres réglementations. Il sera affiché pendant une durée d'un mois en Mairie , où les tiers intéressés pourront prendre connaissance des prescriptions imposées.

POITIERS, le 25 MAI 1999

Pour le Préfet,
Le Directeur Délégué,

Bernard TASCHER

Liberté . Égalité . Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA VIENNE

Poitiers, le 11 octobre 2000

Direction des relations avec les collectivités locales et du cadre de vie
Bureau de l'environnement et du cadre de vie
Affaire suivie par Jean-Pierre MERIOT
Tel.: 05 49 55 71 24

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

(Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976
Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977)

DOSSIER n° **2000-127**

Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,
Préfet de la Vienne,

DONNE RECEPISSE

de sa déclaration en date du 21 septembre 2000 à Monsieur le Directeur de la société Literie-Duvivier qui fait connaître son intention d'exploiter, au lieu-dit "Les Grands Champs", commune de Joussé, un dépôt de gaz (12,5 T), activité figurant à la nomenclature officielle des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique:

n° 1412 : Gaz inflammables liquéfiés (Stockage en réservoirs manufacturés de) à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :
Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (Stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.
2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :
- supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t.

L'intéressé devra se conformer aux prescriptions générales ci-annexées.

Ledit établissement sera placé sous la surveillance de l'Inspecteur des Installations Classées chargé de vérifier si les prescriptions applicables ont été strictement observées.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

La déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai, à l'Inspection des Installations, Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

A chaque changement d'exploitant, le successeur devra en faire la déclaration au service chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation. L'exploitant devra remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité ou la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

Le présent récépissé ne dispense pas le titulaire de l'obtention des autorisations administratives qui peuvent être nécessaires en vertu d'autres réglementations. Il sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie où les tiers intéressés pourront prendre connaissance des prescriptions imposées.

POITIERS, le 11 octobre 2000

Pour le Préfet,
Le Directeur Délégué,

Bernard TASCHER

Groupement Opérations
Service Prévision

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA VIENNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Poitiers, le 5 février 2002

Le Chef de Groupement

A

Monsieur MONNIER
Directeur de la SA Literies DUVIVIER
Route de Civray
B.P. N° 5
86350 JOUSSE

Lieutenant HUBERT Agnès
05.49.03.00.60

N° 2002-037/PREVIS/VD

DRIRE Poitou - Charentes
13 FEV. 2002
1ère Subdivision de la Vienne

OBJET : Plan d'intervention

P.J. : Copie de l'avis sur PC N° 11901K0004 du 02.01.02

Monsieur le Directeur,

Mes services ont procédé le 29 janvier 2002 à une visite de votre établissement, afin :

→ d'avoir une meilleure connaissance du site pour instruire la demande d'extension référencée en pièces jointes,
→ de déterminer les moyens concourant à la défense incendie des bâtiments
→ de réaliser un plan d'intervention..

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur MONNIER, directeur du site
- Lieutenant HUBERT, responsable du service prévision départementale
- Adjudant chef MONDEJAR, adjoint au service prévision départementale
- Sergent GATELIER, représentant le centre de secours de Charroux
- Sergent DIHO, représentant le centre de secours d'Usson du Poitou.

DESCRIPTIONS

Le site situé route de Civray est composé de trois bâtiments :

→ le bâtiment central destiné à la fabrication de literie d'une surface de 9400m^2, dispose également d'un sous-sol partiel. Le bâtiment étant ancien, il ne dispose pas de dispositif de désenfumage.

→ un bâtiment de stockage matière première d'environ 4000m^2

→ un bâtiment faisant l'objet d'une future extension destiné au stockage de produits finis, d'une surface d'environ 3000m^2.

Ces deux derniers bâtiments sont reliés au bâtiment principal par des sas d'accès couverts mais ouverts et à l'aire libre sur les façades.

Le site est alimenté au gaz propane, (la citerne de stockage est située à l'arrière de la parcelle).

Une chaufferie fuel demeure en fonctionnement côté façade principale.

DEFENSE INCENDIE

Tout le bâtiment principal est sous extinction automatique. L'alimentation du réseau s'effectue par une réserve d'eau extérieure à ciel ouvert, d'une capacité indéterminée (profondeur non estimée).

Deux poteaux d'incendie dont un situé à l'intérieur de la propriété sont alimentés par le même réseau d'eau potable. Le débit délivré est insatisfaisant car inférieur à $60m^3$/heure.

Une réserve incendie, située à l'arrière des bâtiments d'une capacité supérieure à $600m^3$, complète la protection du site. Toutefois quelques aménagements restent à faire.

PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS

Se reporter à l'avis émis, pour la demande d'extension PC N° 11901K0004.

Le Chef de Groupement

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS ★ 86 VIENNE 86 ★

Commandant Christian JOUVIN

Copies à :
→ Centre de secours de Charroux
→ Centre de secours d'Usson du Poitou
→ DRIRE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA VIENNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Poitiers, le 4 février 2002

Groupement Opérations
Service Prévision

Le Chef de Groupement Opérations-Prévision

A

Direction Départementale de l'Equipement
Subdivision de Civray
Route de Couhé
B.P. 51
86400 CIVRAY

Lieutenant HUBERT Agnès
☎ : *05.49.03.00.60*

N° 2002-033/PREVIS/VD

OBJET : Sécurité contre l'incendie
Construction d'un bâtiment – SA Literie DUVIVIER - Commune de Jousse

V/REF : PC N° 11901K0004 du 02.0102 reçu le 08.01.02

P.J. : Un dossier en retour

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport relatif à l'étude du projet visé en objet.

Le Chef de Groupement

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS 86 VIENNE

Commandant Christian JOUVIN

Copie à :
→ Centre d'incendie et de secours de Charroux
→ DRIRE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA VIENNE

RAPPORT DE SECURITE

TYPE D'ETABLISSEMENT :	Industrie – Installations classées
COMMUNE :	JOUSSE
CONSTRUCTION :	un bâtiment de stockage
ADRESSE :	Route de Civray
N° DOSSIER :	PC N° 11901K0004
AFFAIRE SUIVIE PAR :	Lieutenant HUBERT Agnès

DESCRIPTION

Le projet concerne la réalisation d'un bâtiment de stockage de produits finis d'une surface de 3000m^2. cette extension à ossature métallique sera distante du bâtiment principal existant, d'environ 28 mètres.

Deux sas d'accès avec passage camions permettront à chaque extrémité de la construction d'être reliée au bâtiment principal.

L'accès au site s'effectue par la route de Civray

La défense incendie est assurée par :

→ un poteau d'incendie extérieur et un poteau d'incendie intérieur alimentés par le même canalisation. Le débit inférieur à 60m^3/h est insatisfaisant,

→ une réserve incendie d'une capacité supérieure à 600m^3, à l'arrière du site.

RISQUES LIES AUX INSTALLATIONS

Incendie

CLASSEMENT ET REGLEMENTATION

Le projet présenté semble assujetti aux dispositions du code du travail et notamment le titre III du livre II relatif à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.

Toutefois, les activités exercées dans l'établissement sont susceptibles de relever de la loi du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

PRESCRIPTIONS EN MATIERE D'ACCESSIBILITÉ ET DE DEFENSE INCENDIE

RESERVE INCENDIE

➤ Être accessible par des voies entretenues et praticables dans toutes les circonstances et en toutes saisons.

➤ Faciliter les mises en aspiration en réalisant des aires ou plates-formes d'une superficie au minimum de 32m^2 (8 m x 4 m). A défaut, prévoir au minimum des voies carrossables de la largeur des portails, jusqu'au point d'eau.

➤ Assurer son entretien régulier

➤ A chaque point d'accès (1 à chaque extrémité) être bordée à proximité par un talus de terre ferme, maçonné ou confectionné à l'aide de madriers, afin de garantir la sécurité des engins qui y stationnent.

➤ Prévoir si possible une colonne fixe d'aspiration de 100mm, à chaque accès, munie à sa base d'une crépine d'aspiration, et à son extrémité supérieure d'un demi- raccord symétrique orientable conforme aux normes NFS 61-703 et NFS 61-705, situé à environ 0,60 mètre du sol.

➤ Être signalé(es) par des pancartes très visibles précisant leur destination et leur capacité en m^3 (cf. modèles normalisés ci-joints.)

Informer le service prévision départemental, de la réalisation des travaux afin d'effectuer un essai de mise en aspiration et de recenser le point d'eau

RECOMMANDATIONS EN MATIERE DE SECURITE INCENDIE

Les propositions énumérées ci-dessous ne portent pas préjudice à l'application d'autres réglementations imposant des règles plus sévères.

S'assurer, en matière d'évacuation que les itinéraires de dégagements ne comportent pas de cul de sac supérieur à 10 mètres.

Mettre en place une signalisation indiquant le chemin vers la sortie la plus proche.

Permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie des locaux situés au rez-de-chaussée et au 1er étage de plus de 300 m^2, les locaux aveugles et ceux situés en sous-sol de plus de 100m^2 par l'installation :

→ soit de dispositifs naturels en partie basse et haute. La surface totale des sections d'évacuation des fumées doit être supérieure au 1/100ème de la superficie du local desservi avec un minimum de 1m^2. Le dispositif d'ouverture sera facilement manœuvrable et ramené près des sorties ou issues de secours.

→ soit de désenfumage mécanique, le débit d'extraction doit être calculé sur la base d'1m^3/seconde par 100m^2.

Isoler les locaux présentant des risques particuliers d'incendie associés à un potentiel calorifique moyen des autres locaux et dégagements par des murs et planchers au moins coupe-feu de degré 1 heure, les portes seront au moins coupe-feu ½ heure avec ferme-portes.

Respecter l'application des règlements relatifs :

→ aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau. (arrêté du 23 juin 1978)

→ aux installations et au stockage de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés (arrêté du 2 août 1977 - arrêté du 30 juillet 1979)

→ au stockage et à l'utilisation des produits pétroliers (arrêtés des 21 mars 1968 et 26 février 1974)

Assurer l'évacuation des personnes, en cas d'interruption accidentelle de l'éclairage normal au moyen d'un éclairage de sécurité conforme à la réglementation en vigueur.
Réaliser les installations électriques conformément au décret N° 88.1056 du 14 novembre 1988.

Assurer la défense incendie par :

→ des extincteurs à eau pulvérisée de six litres au minimum pour 200m^2 avec un minimum d'un appareil par niveau

→ des extincteurs à dioxyde de carbone (CO_2) près des appareils électriques

→ des extincteurs appropriés aux risques d'incendie particuliers (ex : extincteurs à poudre de 6 kg ou 9 kg).

Former le personnel sur le maniement des moyens de secours. Des exercices et essais périodiques de matériel doivent avoir lieu au moins tous les 6 mois.

Communiquer au service prévision du SDIS :

→ copie des plans d'évacuation afin de réaliser un plan d'intervention

→ l'emplacement de la coupure générale eau du site.

PROPOSITION D'AVIS

Avis favorable

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA VIENNE

Poitiers, le 16 mai 2008

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau du Cadre de Vie et de l'Environnement
Affaire suivie par : J-PIERRE MERIOT
Téléphone: 05 49 55 71 24
Télécopie: 05 49 55 71 20
Mèl:Jean-Pierre.MERIOT@vienne.pref.gouv.fr

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

(Code de l'environnement-Livre V-Titre I

DOSSIER n° **2008035**

Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,
Préfet de la Vienne,

DONNE RECEPISSE

de sa déclaration en date du 6 mai 2008 à Monsieur le Directeur de la société Béton Sud Vienne qui fait connaître son intention d'exploiter, route de Civray à Joussé, une centrale à béton (135 Kw), activité figurant à la nomenclature officielle des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique :

n° 2522 : Matériel vibrant (emploi de) pour la fabrication de matériaux tels que béton, agglomérés, etc., la puissance installée du matériel vibrant étant :
2.Supérieure à 40 KW, mais inférieure ou égale à 200 KW.

L'intéressé devra se conformer aux prescriptions générales ci-annexées.

Ledit établissement sera placé sous la surveillance de l'Inspecteur des Installations Classées chargé de vérifier si les prescriptions applicables ont été strictement observées.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

La déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai, à l'Inspection des Installations, Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

A chaque changement d'exploitant, le successeur devra en faire la déclaration au service chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation. L'exploitant devra remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité ou la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

Le présent récépissé ne dispense pas le titulaire de l'obtention des autorisations administratives qui peuvent être nécessaires en vertu d'autres réglementations. Il sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie où les tiers intéressés pourront prendre connaissance des prescriptions imposées.

POITIERS, le 16 mai 2008

Pour le préfet,
Le Directeur délégué

Patrick Duverger

Département :
VIENNE

Commune :
JOUSSE

Section : C

Échelle d'origine : 1/2500

Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 06/05/2008
(fuseau horaire de Paris)

©2007 Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

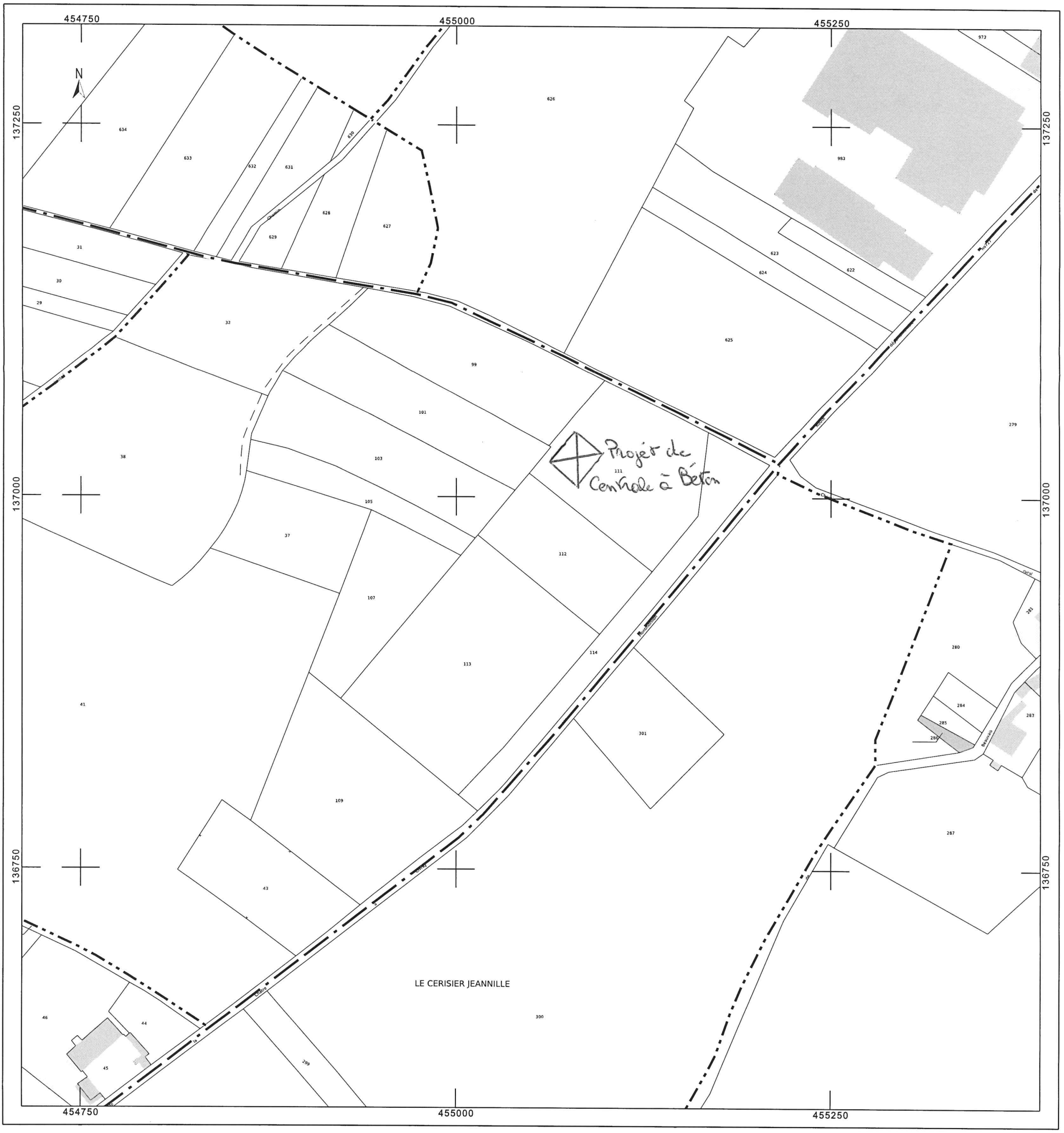
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL



Preuve de dépôt

Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant le projet Centrale à Béton de JOUSSE 86 sur la commune principale de l'AIOT 12 Route de Civray 86350 Joussé.

La référence de votre dossier est A-6-F0X7TXS23 et concerne une demande de type "une déclaration de cessation d'activité"

Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.

Votre dossier a été transmis le 03/04/2026 à 09h33 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

1 - Type de déclaration

Identification et orientation de la demande

Votre demande concerne : **une déclaration de cessation d'activité**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Service instructeur : **La D(R)EAL ou la DRIEAT**

Conditions d'engagement du déclarant

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site https://aida.ineris.fr/**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure.**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments ainsi que les pièces de procédures (attestation de mise en sécurité, …) sur Service-public.fr**

2 - Déclarant

Déclarant

Pétitionnaire ou mandataire : **Déclarant**

Personne morale

N° SIRET **42498985300025**

Raison sociale **GARANDEAU BETONS**

Forme juridique **Société à responsabilité limitée (sans autre indication)**

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'applic ation du d) de l'article L311-5 du code des relations entre le public et l'administration.

Adresse en France

2 ROUTE DES ETANGS

16370 VAL DE COGNAC

Signataire

Nom : **SOUCARET**

Prénom : **Ann**

Qualité : **Gérante**

Adresse électronique : **contact@groupegarandeau.com**

Téléphone fixe : **+(33) 545832411**

Référent

Nom : **LENOIR**

Prénom : **David**

Fonction : **Responsable Foncier et Environnement**

Adresse électronique : **david.lenoir@groupegarandeau.com**

Téléphone portable : **+(33) 685236421**

Adresse électronique d'échange avec l'administration

Adresse électronique : **david.lenoir@groupegarandeau.com**

3 - Description de l'installation

Nom de l'installation : **Centrale à Béton de JOUSSE 86**

4 - Localisation

Localisation de l'installation

Adresse **12 Route de Civray 86350 Joussé**

X : 504158

Y : 6571810

Projection : Lambert 93

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100m

- Un plan d’ensemble à jour à l’échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l’installation et indiquant l’affectation, jusqu’à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d’ eau, canaux, cours d’eau et réseaux enterrés (un plan jusqu’au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

5 - Activité du site

Les informations de cette étape ne sont pas nécessaires pour cette démarche.

6 - Cessation d'activité

Information concernant la cessation d'activité

Sur le site de l'installation, le déclarant exploite (ou a exploité par la passé) déjà au moins :

- Une installation classée relevant du régime d'autorisation : **Non**

- Une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **Non**

Date de mise à l'arrêt de l'installation : **01/01/2018**

Il s'agit d'une : **Cessation totale de l'activité**

Parcelles concernées par la cessation d'activité :

- Parcelle 1 : **Joussé 86350 (000 , 0C , 0111)**
- Parcelle 2 : **Joussé 86350 (000 , 0C , 0099)**

Rubriques des installations classées concernées par la cessation :

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Régime
2518	2518-b	Production de béton prêt à l'emploi	D

Mesures prises ou prévues pour assurer la sécurité du site

Evacuation des produits dangereux et gestion des déchets présents sur le site, en précisant le calendrier prévisionnel : **Les produits utilisés ont été évacués du site. La centrale à béton a été intégralement démontée et revendue. Il ne reste sur site que la plateforme stabilisée et quelques aménagements en béton (rampes d'accès, casiers à granulat).**

Interdictions ou limitations d'accès au site, en précisant le calendrier prévisionnel : **La parcelle est clôturée et un portail interdit l'accès.**

Suppression des risques d'incendie et d'explosion, en précisant le calendrier prévisionnel : **Seuls des aménagements en béton (rampes, casiers) sont présents sur site et ne présente aucun risque d'incendie ou d'explosion.**

Surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux, en précisant le calendrier : **Le site est actuellement une plateforme stabilisée, sans aucune activité depuis l'arrêt de la centrale à béton.**

Mesures destinées à placer les terrains de l'installation dans un état permettant un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation : **Le terrain est actuellement une plateforme stabilisée. Les acquéreurs envisagent d'installer une activité de Box de stockage en libre service.**

Engagement du déclarant

Je confirme avoir informé par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme

A2.5	**Origine de propriété**

ORIGINE DE PROPRIETE

Concernant le bien cédé par la Société dénommée SAS SVS CONSTRUCTIONS :

Les biens immobiliers objet des présentes appartiennent à la SAS SVS CONTRUCTIONS, susnommée, par suite des faits et actes suivants :

Originairement :

I – Acquisition par la SA CONSTRUCTIONS PETIT :

Ledit bien appartenait à :

La société dénommée CONSTRUCTIONS PETIT, société anonyme au capital de 250.000,00 FRF, ayant son siège social à JOUSSE (Vienne), « Bonnivet », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Poitiers sous le numéro 397 669 508 ; ladite société absorbée depuis, ainsi qu'il sera expliqué ci-après,

Par suite de l'acquisition faite de :

1/ Madame Marie Josèphe Yvonne Radégonde Bérangère d'HEMERY, veuve de Monsieur Charles Louis Marie de la VILLE DE FEROLLES des DORIDES, demeurant à POITIERS, 10 rue Saint Hilaire.

Née à BIOUSSAC (Charente) le 13 septembre 1906.

2/ Madame Anne Marguerite Marie Joseph Radégonde de la VILLE de FEROLLES des DORIDES, épouse de Monsieur Hugues Marie Charles Camille ROULLET de la BOUILLERIE, demeurant à JOUSSE (Vienne) au Château de Moiseau,

Née à POITIERS (Vienne) le 8 mars 1929.

Mariée sous le régime de la séparation de biens pure et simple, aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître CHAUVET, Notaire à POITIERS, le 22 août 1949, préalable à leur union célébrée à la Mairie de MISSE SUR THOUET le 22 août 1949.

Suivant acte reçu par Maître Philippe ROBINEAUD, Notaire à VERRIERES (Vienne) le 20 mai 2000

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de CINQUANTE MILLE FRANCS 50.000,00 FRS

Cette somme a été payée comptant par l'acquéreur au vendeur en dehors de la comptabilité du Notaire et quittancée dans l'acte sans deniers d'emprunt.

Audit acte LE VENDEUR a déclaré qu'il n'était frappé d'aucune mesure restreignant son pouvoir de disposer librement du BIEN vendu.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de POITIERS le 28 juin 2000, volume 2000 P, numéro 5656, suivi d'une attestation rectificative établie par Maître ROBINAUD Notaire susnommé, en date du 11 septembre 2000, publié le 22 septembre 2000, volume 2000 P, numéro 8578.

II – Dépôts de pièces

A/ Aux termes d'un acte reçu par Maître Isabelle BRAASTAD-TIFFON, Notaire soussignée, en date du 23 juin 2010, en cours de publication à la Conservation des hypothèques de POITIERS,

- Monsieur Jacques, Fernand BEAU, agissant en qualité d'ancien gérant de la Société CONSTRUCTIONS PETIT.

- Et Madame Nadine, Marie ROUFFIGNAT épouse de Monsieur Jacques, Fernand BEAU, agissant en qualité d'ancien gérant de la Société BEAU INVEST

Ont déposé au rang des minutes de Maître Isabelle BRAASTAD-TIFFON, les pièces suivantes :

1/ Copie du projet de fusion-absorption entre les Sociétés CONSTRUCTIONS PETIT et BEAU-INVEST en date du 1er août 2003,

2/ Copie certifiée conforme par le gérant du procès-verbal d'assemblée générale des associés de la Société BEAU-INVEST en date du 30 septembre 2003,

3/ Copie certifiée conforme par le gérant du procès-verbal d'assemblée générale des associés de la Société SARL CONSTRUCTIONS PETIT en date du 17 janvier 2005,

Afin que lesdites pièces acquièrent tous les effets d'un acte authentique, et notamment, en ce qui concerne les biens immobiliers, en vue de l'accomplissement des formalités de publicité foncière, conformément au décret du 4 janvier 1955,

Aussi, à l'issu de ce dépôt de pièces, le bien immobilier ci-dessous désigné figurera à la côte de la Société par actions simplifiée CONSTRUCTIONS PETIT au capital de 350.000,00 € ayant son siège social à JOUSSE (86350), « Les Sogours », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de POITIERS sous le numéro 412 454 670.

Une copie authentique dudit acte sera publiée à la Conservation des Hypothèques de POITIERS préalablement aux présentes.

B/ Aux termes d'un acte reçu par Maître Isabelle BRAASTAD-TIFFON, Notaire soussignée, le 23 juillet 2010, qui sera publiée à la Conservation des hypothèques de POITIERS préalablement aux présentes,

Messieurs Pierre LORGERON et Stéphane PEYRILLE, agissant en leur qualité de co-gérants de la société dénommée SUD VIENNE BATIMENT,

La société SUD VIENNE BATIMENT, elle-même Président de la société dénommée S.V.S. CONSTRUCTION, vendeur susnommé,

Ont déposé au rang des minutes de Maître Isabelle BRAASTAD-TIFFON, les pièces suivantes :

1/ Copie certifiée conforme par le gérant du procès-verbal d'assemblée générale des associés de la SARL CONSTRUCTIONS PETIT en date du 1er février 2005,

2/ Copie certifiée conforme par le gérant du procès-verbal d'assemblée générale des associés de la SAS SVS CONSTRUCTION en date du 19 Février 2007,

3/ Copie de l'annonce légale parue dans le journal dénommé « le Courrier Français de Vienne – Deux Sèvres » en date du 16 mars 2007 portant mention de ses modifications.

4/ Copie certifiée conforme par le gérant du K bis de la Société dénommée SAS S.V.S. CONSTRUCTION en date du

Afin que lesdites pièces acquièrent tous les effets d'un acte authentique, et notamment, en ce qui concerne les biens immobiliers, en vue de l'accomplissement des formalités de publicité foncière, conformément au décret du 4 janvier 1955,

Aussi, à l'issu de ce dépôt de pièces, le bien immobilier ci-dessous désigné figurera à la côte de la Société par actions simplifiée SAS S.V.S. CONSTRUCTION, vendeur susnommé.

Une copie authentique dudit acte sera publiée à la Conservation des Hypothèques de POITIERS préalablement aux présentes.

Antérieurement :

Ledit bien appartenait en nue-propriété à Madame Anne Marguerite Joseph Radégonde de la VILLE de FERROLLES des DORIDES, épouse de Monsieur Hugues ROULLET de la BOUILLERIE, susnommée,

Pour avoir composé, avec d'autres biens, le lot a elle destiné, aux termes d'un acte reçu par Maître DEDOUVRE, Notaire à POITIERS, le 31 mars 1973, contenant donation-partage par Monsieur Charles Louis Marie de la VILLE DE FERROLLES des DORIDES et Madame Marie Josèphe Yvonne Radégonde Bérangère d'HEMERY au profit de leurs quatre enfants . au nombre desquels Madame ROULLET de la BOUILLERIE, susnommée,

Aux termes de cet acte, les donateurs ont fait diverses réserves, notamment l'usufruit dudit immeuble, le droit de retour et l'interdiction d'aliéner et d'hypothéquer.

Ledit acte a été publié au bureau des hypothèques de POITIERS le 14 janvier 1974 volume 5404 numéro 6.

Il est ici précisé que Monsieur Charles de la VILLE DE FERROLLES des DORIDES est décédé à POITIERS le 30 juin 1985.

Concernant le bien cédé par la Société dénommée SCI LES VALLEES :

Les biens immobiliers objet des présentes appartiennent à la SCI LES VALLEES par suite des faits et actes suivants, savoir :

- Le terrain :

Pour l'avoir acquis de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS CHARLOIS, identifiée sous le numéro SIREN 248 600 504, ayant son siège à CHARROUX (86250), 4 route de Chatain.

Suivant acte reçu par Maître Eric GILBERT, Notaire à CIVRAY (Vienne) le 21 décembre 2006

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de SOIXANTE DIX NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE EUROS QUATRE-VINGT-QUINZE CENTIMES (79.994,95 EUR) TTC soit un prix HORS TAXE de SOIXANTE-SIX MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-CINQ EUROS ET QUARANTE-ET-UN CENTIMES (66.885,41 EUR) auquel s'ajoute la TVA de TREIZE MILLE CENT NEUF EUROS ET CINQUANTE-QUATRE CENTIMES (13.109,54 €).

Cette somme a été payée comptant et quittancée dans l'acte sans deniers d'emprunt.

Audit acte LE VENDEUR a déclaré qu'il n'était frappé d'aucune mesure restreignant son pouvoir de disposer librement du BIEN vendu.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de POITIERS le 26 janvier 2007, volume 2007 P, numéro 1020.

- Et les constructions, appartenant à la SARL BETON SUD VIENNE :

Pour les avoir faites édifier par la SARL BETON SUD VIENNE, suivant permis de construire délivré par la Mairie de JOUSSE le 12 juin 2008, sous le numéro PC0861190850001, achevées en date du 28 février 2009, suivant déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux délivrée par la Mairie de JOUSSE le 9 avril 2009 n'ayant fait l'objet d'aucun recours.

Observation étant ici faite que la SARL BETON SUD VIENNE était alors preneur dudit bien en vertu d'un bail commercial établi entre elle et la société SCI LES VALLEES, VENDEUR susnommé, suivant acte sous seing privé en date à JOUSSE du 1er mars 2009 ; ledit bail commercial ayant été conclu pour une durée de 9 années entières et consécutives ayant commencé à courir rétroactivement le1er novembre 2008 pour se terminer le 31 octobre 2017.

Originairement :

Acquisition suivant acte reçu par Maître Eric GILBERT, Notaire à CIVRAY en date du 18 décembre 2000, dont une copie authentique a été publiée à la Conservation des Hypothèques de POITIERS le 29 janvier 2001, volume 2001 P numéro 976.

Attestation rectificative reçue par Maître Eric GILBERT, Notaire à CIVRAY en date du 12 avril 2001, dont une copie authentique a été publiée à la Conservation des Hypothèques de POITIERS le 17 avril 2001 volume 2001 P numéro 3690.

PUBLICITE FONCIERE

Cet acte sera soumis par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au bureau des hypothèques compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires et aux frais de L'ACQUEREUR.

A2.6	**Documents consultés DREAL et Archives**

AICT : 0007207883

JOUSSE

BETON SUD VIENNE

Route de Civray

86350 – JOUSSE

Activité : centrale à béton

REDMI NOTE 12 21/04/2026 10:09

BETON SUD VIENNE SARL

DECLARATION D'UNE CENTRALE A BETON

REDMI NOTE 12 21/04/2026 10:10

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA VIENNE

Poitiers, le 16 mai 2008

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau du Cadre de Vie et de l'Environnement
Affaire suivie par : J-PIERRE MERIOT
Téléphone: 05 49 55 71 24
Télécopie: 05 49 55 71 20
Mèl:Jean-Pierre.MERIOT@vienne.pref.gouv.fr

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

(Code de l'environnement-Livre V-Titre I

DOSSIER n° **2008035**

Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,
Préfet de la Vienne,

DONNE RECEPISSE

de sa déclaration en date du 6 mai 2008 à Monsieur le Directeur de la société Béton Sud Vienne qui fait connaître son intention d'exploiter, route de Civray à Joussé, une centrale à béton (135 Kw), activité figurant à la nomenclature officielle des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique :

n° 2522 : Matériel vibrant (emploi de) pour la fabrication de matériaux tels que béton, agglomérés, etc., la puissance installée du matériel vibrant étant :
2.Supérieure à 40 KW, mais inférieure ou égale à 200 KW.

L'intéressé devra se conformer aux prescriptions générales ci-annexées.

Ledit établissement sera placé sous la surveillance de l'Inspecteur des Installations Classées chargé de vérifier si les prescriptions applicables ont été strictement observées.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

La déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai, à l'Inspection des Installations, Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

REDMI NOTE 12 21/04/2026 10:10

A chaque changement d'exploitant, le successeur devra en faire la déclaration au service chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation. L'exploitant devra remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité ou la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

Le présent récépissé ne dispense pas le titulaire de l'obtention des autorisations administratives qui peuvent être nécessaires en vertu d'autres réglementations. Il sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie où les tiers intéressés pourront prendre connaissance des prescriptions imposées.

POITIERS, le 16 mai 2008

Pour le préfet,
Le Directeur délégué

Patrick Duverger

Place Aristide Briand - B.P. 589 - 86021 POITIERS CEDEX
Téléphone : 05 49 55 70 00 - Télécopie : 05 49 88 25 34 - Serveur vocal : 05 49 55 70 70 - Internet : www.vienne.pref.gouv.fr
Standard ouvert de 8 h 45 à 15 h 15 (et sur rendez-vous jusqu'à 17h) - Autres services ouverts de 8 h 45 à 12 h

REDMI NOTE 12 21/04/2026 10:11

A créer dossier papier

PREFECTURE DE LA VIENNE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Poitiers, le 16 mai 2008

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau du Cadre de Vie et de l'Environnement
Affaire suivie par : J-PIERRE MERIOT
Téléphone: 05 49 55 71 24
Télécopie: 05 49 55 71 20
Mèl.Jean-Pierre.MERIOT@vienne.pref.gouv.fr

D.R.I.R.E.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

NOMBRE DE PIECES	DESIGNATION
1	**récépissé n° 2008035 délivré à Monsieur le Directeur de la société Béton Sud Vienne pour l'exploitation d'une centrale à béton (135 Kw) route de Civray à JOUSSE.**

DRIRE Poitou-Charentes
21 MAI 2008
Subdivision de la Vienne

DRIRE
20 MAI 2008
POITOU-CHARENTES

Activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

- POUR INFORMATION -

Pour le préfet,
Le Directeur délégué

Patrick Duverger

21/04/2026 10:11
REDMI NOTE 12

SARL BÉTON SUD VIENNE
Route de Civray
86350 JOUSSE

N° SIRET 503 216 756 00018

Tél. : 05.49.87.37.19

Préfecture de la Vienne
1, Place Aristide Briand
86000 POITIERS

Joussé le 5 mai 2008

Monsieur Le Préfet,

Je, soussigné, Stéphane PEYRILLE, gérant de la société SARL BÉTON SUD VIENNE, dont le siège social est situé route de Civray à JOUSSE, demande l'autorisation d'exploiter une centrale à béton, installation dépendant de la rubrique 2522 (emploi de matériel vibrant) dans la nomenclature des installations classées. En effet, la puissance totale installée de 135 kw (suivant documents techniques fournis en annexe), est comprise entre 40 et 200 kW, plage soumise à déclaration.

Cette centrale à béton sera mise en place sur les parcelles 99 et 111 section C de la commune de Joussé.

Elle produira du béton prêt à l'emploi avec un volume prévisionnel d'environ 12 000 m3 par an.

Cette unité de fabrication est composée de cinq trémies de stockage des agrégats, de quatre silos à ciments de 50 T de capacité unitaire, d'un tapis peseur, d'un skip de transport et d'un malaxeur de 2 250 litres.

Un bungalow type ALGECO fait office de poste de commande. Les adjuvants (nécessaires à la fabrication de béton) seront stockés dans un local équipé d'un bac de rétention étanche.

Les eaux de lavage de la centrale seront canalisées vers des bacs de décantation à côté desquels sera installée une unité de recyclage des déchets de béton frais émanant du nettoyage des cuves des camions. Les agrégats ainsi récupérés sont destinés à un réemploi comme matériau de remblai inerte et les eaux chargées en ciment sont réutilisées dans la fabrication du béton et pour le nettoyage des cuves des camions.

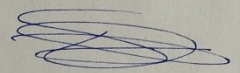
Tous les silos sont équipés de filtres pour éviter toute émission de poussière lors du remplissage.

REDMI NOTE 12 21/04/2026 10:12

La seule construction se situant à moins de 35 mètres du projet est un atelier appartenant à la Communauté de Commune du Pays Charlois installé sur la parcelle 112.

Un atelier de fabrication d'éléments en béton armé est prévu à proximité de la centrale en 2009.

Espérant que cette déclaration vous satisfasse, veuillez agréer, Monsieur Le Préfet, mes sincères salutations.



Stéphane PEYRILLE

Gérant

21/04/2026 10:13

REDMI NOTE 12

LIEBHERR

Liebherr
Malaxage & Techniques SAS

Bétonnières portées et tapis convoyeurs
Centrales à béton
Malaxeurs
Recyclage du béton

Liebherr Malaxage & Techniques SAS • B.P. 45 • F-68127 Niederhergheim

BETON SUD VIENNE

Route de Civray

86350 JOUSSE

Téléphone direct :	V/Réf. :	N/Réf. :	Niederhergheim, e :
03.89.86.32.07.	05.49.87.37.19.	AJ/3G/4CE	29 avril 2008

A l'attention de Monsieur Stéphane PEYRILLE

Concerne : **Installation de recyclage Liebherr type LRT 622**
Site de Joussé
N/Réf. S2 / 5 1632 / LRT1

Monsieur,

Dans le cadre de l'affaire précitée, suite à votre dernier entretien avec notre responsable de secteur Monsieur Boutin, nous vous remettons ci-joint notre proposition de prix portant sur une installation de recyclage de béton frais.

1 INSTALLATION LIEBHERR DE RECYCLAGE DE BETON FRAIS

AVEC CUVE DE LAVAGE

TYPE LRT 622

Bassins à réaliser en béton par vos soins :

- bassin en pente pour récupérer l'eau de ruissellement venant de la centrale à béton
- bassin de décantation, à la suite, permettant de stocker l'eau en surverse des bassins en pente
- 1 bassin d'agitation de section largeur 4 m / longueur 4 m / profondeur 4 m

Liebherr Malaxage & Techniques SAS
Zone d'activité - CD 1bis
F-68 127 Niederhergheim
Téléphone : 03 89 86 32 03
Télécopie : 03 89 36 32 00
www.liebherr.com

SAS au capital de 500.000,- €
RCS Colmar 98 B 499
SIRET 420 466 690 - 00021
Code APE : 518 C
Code IC. TVA : FR 54 420 466 690
Lieu de juridiction : Colmar

21/04/2026 10:15
REDMI NOTE 12

1 AGITATEUR COMPLET avec une traverse de fixation largeur 1,00 m, platelage en tôles à lames ép. 6/8 mm pour la maintenance du moto réducteur, et deux garde-corps de part et d'autre de la traverse protégeant la personne d'une éventuelle chute dans le bassin.

Exécution galvanisée.

Puissance d'entraînement : 5,5 kW.

Alimentation : 400 V / 50 Hz / triphasé.

Ecartement entre les pales de l'agitateur et le fond du bassin : ≈ 300 mm.

Diamètre de l'hélice : 1300 mm.

1 POMPE IMMERGEE pour l'alimentation en eaux chargées des bétonnières portées. Elle est protégée par une cage contre tout déplacement dans le bassin.

Conduite souple de raccordement (DN 80) entre bassin et la potence d'alimentation avec raccords et fixations (longueur ≈ 15 m).

Treuil de relevage manuel de chaque pompe, **exécution galvanisée.**

Débit : ≈ 25 m^3 / h

Hauteur de refoulement : 6 m

Puissance : 1,8 kW

Exécution pour eau résiduelle.

1 POTENCE DE LAVAGE montée au centre de la trémie d'alimentation permettant le remplissage en eaux chargées des bétonnières portées.

Exécution galvanisée.

1 POMPE IMMERGEE pour l'alimentation de la bascule à eau en eau chargée. Elle est protégée par une cage contre tout déplacement dans le bassin.

Conduite souple de raccordement (DN 80) entre bassin d'agitation et bascule à eau avec câble acier d'accrochage (longueur ≈ 30 m).

Treuil de relevage manuel de la pompe, **exécution galvanisée.**

Débit ≈ 36 m^3 / h

Hauteur de refoulement : 12 m

Puissance : 5,5 kW

Exécution pour eau résiduelle.

1 POMPE IMMERGEE de transfert entre le bassin d'eau décantée et le bassin d'agitation.

Conduite souple de raccordement DN 50 (longueur ≈ 10 m).

Treuil de relevage manuel de la pompe, **exécution galvanisée**.

Débit ≈ 18 m^3/h

Hauteur de refoulement : 8 m

Puissance 1,3 kW.

21/04/2026 10:15
REDMI NOTE 12

21/04/2026 10:16

1 COMMANDE ELECTRIQUE DE L'INSTALLATION comprenant :
⇒ câbles et câblage électrique de tous les entraînements, contacteurs et électrovannes.
⇒ une armoire de commande avec un élément vitré ouvrant / fermant à clé.

Elle regroupe :

- les éléments de commande et d'asservissement,
- un sélecteur de fonctionnement pour mode manuel ou automatique,
- la commande de l'électrovanne sur la conduite d'amenée d'eau claire à la charge du client,
- les témoins lumineux,
- les boutons poussoirs avec témoins lumineux intégrés,
- une touche départ lavage automatique,
- arrêt d'urgence,
- un automate programmable,
- un disjoncteur,
- un interrupteur supplémentaire pour la vis de lavage,
- un interrupteur pour l'agitateur,
- un coffret de signalisation avec 2 témoins lumineux (implantation dans la cabine de commande de la centrale à béton),
- un support pour l'armoire de commande.

☞ **Nota :**

L'alimentation électrique sera ramenée jusqu'à l'armoire de commande par vos soins.

ECLAIRAGE de l'installation par 1 projecteur halogène de 500 W.

La fourniture comprend toutes les conduites nécessaires entre les différents organes de l'installation, leur câblage électrique.

1 DENSIMETRE DU TYPE CUS 41-A2

- pour déterminer la teneur instantanée de l'eau chargée en matières solides (détection optique)
- avec la possibilité de piloter grâce aux deux seuils programmables, le démarrage et l'arrêt automatique d'un dispositif auxiliaire (filtre presse, cyclone ou apport d'eau claire par une électrovanne).
- avec dispositif de fixation de la sonde sur le bassin,
- avec convertisseur de mesure,
- avec protection contre les surtensions,
- y compris alarme,
- afficheur à deux lignes (247 x 170 x 115 mm).
- calibrage direct par touches.
- affichage sur le poste de commande de la centrale à béton

Intervention de l'automaticien pour l'adaptation de votre automate type RSAI non comprise.

REDMI NOTE 12

21/04/2026 10:16

1 POMPE IMMERGEE pour l'alimentation de la cuve de lavage du béton. Elle est protégée par une cage contre tout déplacement dans le bassin.
Conduite souple de raccordement DN 80 (longueur ≈ 10 m).
Treuil de relevage manuel de la pompe. **Exécution galvanisée**
Débit : ≈ 25 m^3/h
Hauteur de refoulement : 9 m
Puissance : 1,8 kW.
Exécution pour eau résiduelle.

CONDUITE D'ALIMENTATION EN EAU CLAIRE DN 50 (Longueur ≈ 30 m) y compris vanne d'arrêt, clapet électrovanne pour la commande de l'eau claire.
Réseau à la charge de l'exploitant.

1 SONDE DE NIVEAU ULTRASON pour détection des niveaux d'eau mini et normal dans le bassin d'eau chargée, ainsi qu'un interrupteur à flotteur de sécurité pour la position maximum.

1 CENTRALE DE RECYCLAGE LRT 622 AVEC CUVE DE LAVAGE,
Exécution galvanisée
Débit horaire en matières solides : ≈ 20 m^3 / h.
Granulométrie maximum : 35 mm.
Séparation / évacuation des particules solides supérieures à 0.25 mm.
Diamètre de la cuve : 2200 mm.
Longueur de la cuve : 7050 mm.
Puissance d'entraînement : 11 kW
Hauteur de sortie des matériaux lavés : 2000 mm.
L'appareil comprend :

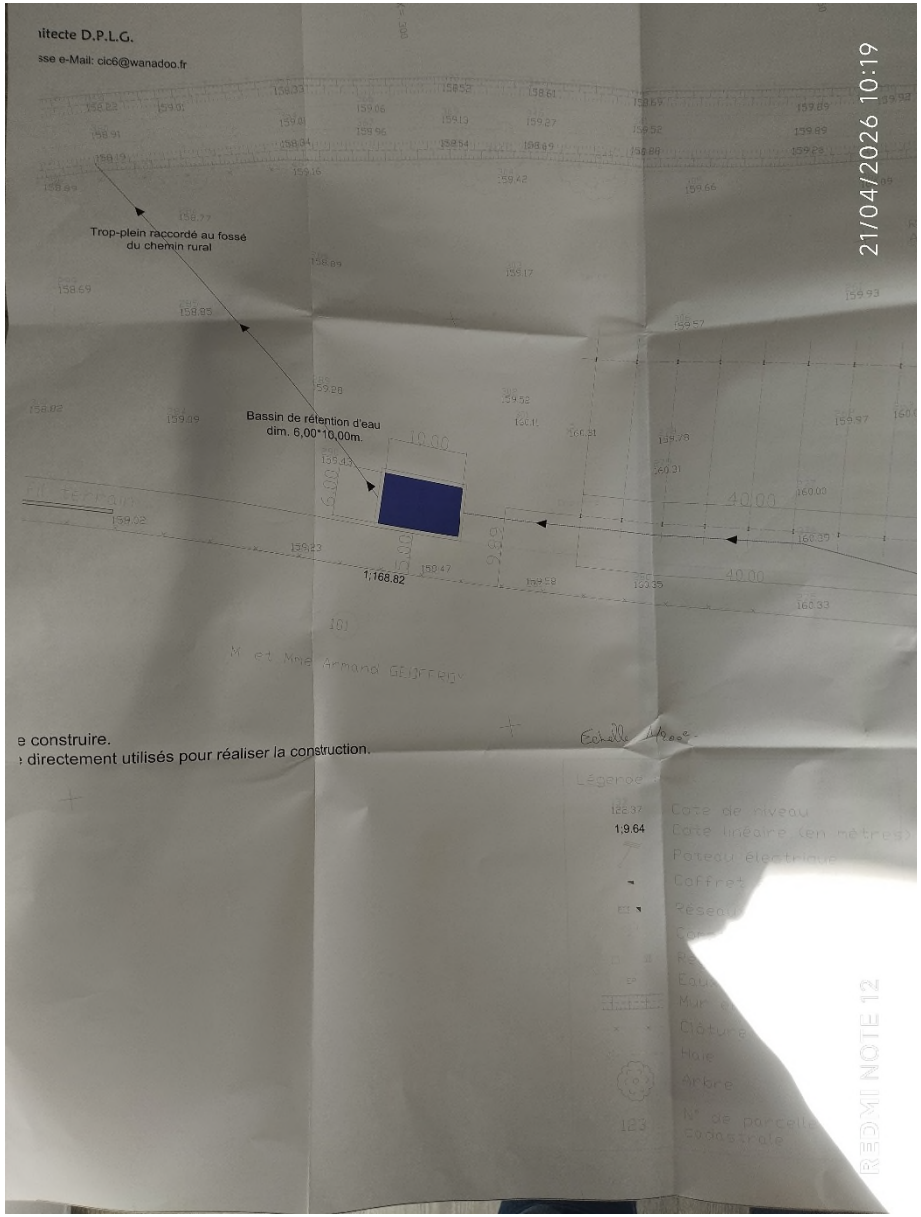
- Cuve en exécution conique avec élément supérieur démontable
- Vis avec paliers à l'extérieur et au-dessus du niveau de l'eau
- Réducteur
- Réservoir d'eau avec trop plein et écoulement de l'eau résiduelle
- Grille de protection à l'entrée
- Support
- Dispositif de signalisation de démarrage avec avertisseur sonore et phare couleur jaune

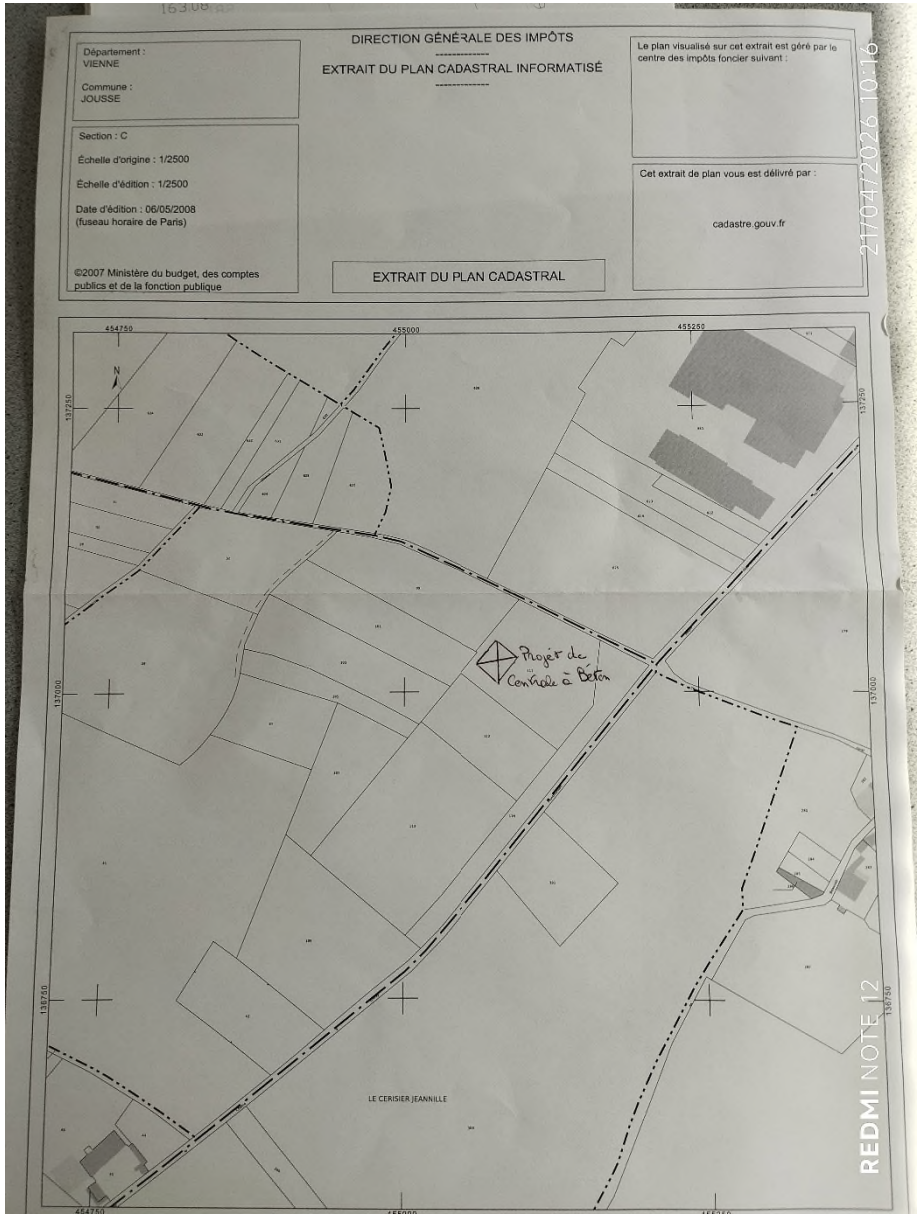
1 TREMIE D'ALIMENTATION DE LA CUVE, exécution galvanisée, largeur 3 m, posée au sol, permettant le positionnement centré deux bétonnières portées

1 DISPOSITIF DE RECHAUFFAGE de la cuve de lavage pour fonctionnement en hiver, se déclenche dès que la sonde intégrée dans l'armoire de commande, détecte une température de +5°C.

1 MAT pour suspendre la conduite de dosage vers la bascule à eau de la centrale à béton, y compris câble en acier et colliers de serrage.

REDMI NOTE 12


ıitecte D.P.L.G.
sse e-Mail: cic6@wanadoo.fr
Trop-plein raccordé au fossé du chemin rural
Bassin de rétention d'eau dim. 6,00*10,00m.
1:166.82
M et Mme Armand GEIGREIN
e construire.
directement utilisés pour réaliser la construction.
1:9.64
21/04/2026 10:19
REDMI NOTE 12


DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ
Département : VIENNE
Commune : JOUSSE
Section : C
Échelle d'origine : 1/2500
Échelle d'édition : 1/2500
Date d'édition : 06/05/2008 (fuseau horaire de Paris)
©2007 Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique
Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Cet extrait de plan vous est délivré par :
cadastre.gouv.fr
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL
Projet de Centrale à Béton
LE CERISIER JEANNILLE
21/04/2026 10:19
REDMI NOTE 12

PROJET

CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE A BETON

NB: L'ATELIER DE FABRICATION accompagné de la partie "Bureaux & vestaires" et "Menuiserie" ne font pas l'objet c
Cet autre projet permet d'apréhender le site futur... Il fera l'objet d'une autre demande de permis de construire.

Atelier de fabrication

Accès à la propriété

1.47.00

1.55.95

1:105.09

REDMI NOTE 12

21/04/2026 10:20

PROJET

CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE A BETON

NB: L'ATELIER DE FABRICATION accompagné de la partie "Bureaux & ve
Cet autre projet permet d'apréhender le site futur... Il fera l'objet d'une autre

Atelier de fabrication

1.23.95

1:105.09

REDMI NOTE 12

21/04/2026 10:20

PRÉFECTURE DE LA VIENNE

INSTALLATIONS CLASSÉES

DOSSIER N° 2008-035

CLASSEMENT : D.

Nature de l'Etablissement : Centrale à Béton (135 kW).

Situation de l'Etablissement : Route de Civray
Jousse

Nom de l'exploitant : Sté Béton Sud Vienne

Date ~~de l'arrêté ou~~ du récépissé : 16 MAI 2008

REDMI NOTE 12 21/04/2026 11:01

Mairie de Joussé

PRÉFECTURE DE LA RÉGION POITOU CHARENTES
15 JUIL. 2008
PRÉFECTURE DE LA VIENNE

PRÉFECTURE DE LA VIENNE
16 JUIL. 2008
Direction des Relations avec les Collectivités Locales

Le Maire de JOUSSE

à

Monsieur le Préfet de la Région
POITOU-CHARENTES
Préfet de la Vienne
Direction des relations avec les Collectivités Locales
Bureau du Cadre de Vie et de l'Environnement
B.P. 589
86021 POITIERS CEDEX

Objet : Récépissé d'affichage – Dossier d' installations classées n° 2008035

Monsieur le Préfet,

Par la présente, j'atteste que le récépissé de déclaration, par laquelle Monsieur le Directeur de la Société Béton Sud Vienne fait part de son intention d'exploiter une centrale à béton (135Kw) à Joussé, a fait l'objet d'un affichage au public du 23 mai au 22 juin 2008.

Je vous prie, d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations respectueuses.

A JOUSSE, le 23 juin 2008

MAIRIE DE JOUSSE

Le Maire

Lydie NOIRAULT

Mairie de Joussé – Le Bourg – 86350 Joussé
Tél. 05.49.87.81.03 – Fax 05.49.87.59.82 – E-mail : jousse@cg86.fr

21/04/2025 11:01
REDMI NOTE 12

PREFECTURE DE LA VIENNE

Poitiers, le 16 mai 2008

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau du Cadre de Vie et de l'Environnement
Affaire suivie par : J-PIERRE MERIOT
Téléphone: 05 49 55 71 24
Télécopie: 05 49 55 71 20
Mél:Jean-Pierre.MERIOT@vienne.pref.gouv.fr

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

(Code de l'environnement-Livre V-Titre I

DOSSIER n° **2008035**

Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,
Préfet de la Vienne,

DONNE RECEPISSE

de sa déclaration en date du 6 mai 2008 à Monsieur le Directeur de la société Béton Sud Vienne qui fait connaître son intention d'exploiter, route de Civray à Joussé, une centrale à béton (135 Kw), activité figurant à la nomenclature officielle des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique :

n° 2522 : Matériel vibrant (emploi de) pour la fabrication de matériaux tels que béton, agglomérés, etc., la puissance installée du matériel vibrant étant :
2.Supérieure à 40 KW, mais inférieure ou égale à 200 KW.

L'intéressé devra se conformer aux prescriptions générales ci-annexées.

Ledit établissement sera placé sous la surveillance de l'Inspecteur des Installations Classées chargé de vérifier si les prescriptions applicables ont été strictement observées.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

La déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai, à l'Inspection des Installations, Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

21/04/2026 11:02
REDMI NOTE 12

A chaque changement d'exploitant, le successeur devra en faire la déclaration au service chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation. L'exploitant devra remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité ou la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments.

Le présent récépissé ne dispense pas le titulaire de l'obtention des autorisations administratives qui peuvent être nécessaires en vertu d'autres réglementations. Il sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie où les tiers intéressés pourront prendre connaissance des prescriptions imposées.

POITIERS, le 16 mai 2008

Pour le préfet,
Le Directeur délégué

Patrick Duverger

Place Aristide Briand - B.P. 589 – 86021 POITIERS CEDEX
Téléphone : 05 49 55 70 00 – Télécopie : 05 49 88 25 34 Serveur vocal : 05 49 55 70 70 – Internet : www.vienne.pref.gouv.fr
Guichets ouverts de 8 h 45 à 15 h 15 (et sur rendez-vous jusqu'à 17h) – Autres services ouverts de 8 h 45 à 17 h

21/04/2026 11:02
REDMI NOTE 12

REDMI NOTE 12 21/04/2026 11:02

Arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2522 (Matériel vibrant [emploi de] pour la fabrication de matériaux tels que béton, agglomérés, etc.)

NOR : *ATEP9760294A*

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 10-1 ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des installations classées,

Arrête :

Art. 1er. – Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2522 (Matériel vibrant [emploi de] pour la fabrication de matériaux tels que béton, agglomérés, etc.), la puissance installée du matériel vibrant étant supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW, sont soumises aux dispositions de l'annexe I (1). Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.

Art. 2. – Les dispositions de l'annexe I sont applicables :

- aux installations nouvelles (déclarées à partir du 1er octobre 1997) à partir du 1er octobre 1997 ;
- aux installations existantes (déclarées avant le 1er octobre 1997) selon les délais mentionnés à l'annexe II (1).

Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de ces prescriptions.

Art. 3. – Le préfet peut, pour une installation donnée, modifier par arrêté les dispositions des annexes I et II dans les conditions prévues aux articles 11 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et 30 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisés.

Art. 4. – Le directeur de la prévention des pollutions et des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juin 1997.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la prévention des pollutions et des risques,
P. VESSERON

(1) L'arrêté et ses annexes seront publiés au *Bulletin officiel* du ministère de l'équipement, des transports et du logement.

PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES LOCALES
Bureau du Cadre de Vie et de l'Environnement
Affaire suivie par : J-PIERRE MERIOT
Téléphone. 05 49 55 71 24
Télécopie: 05 49 52 22 21
Mèl:Jean-Pierre.MERIOT@vienne.pref.gouv.fr

Le Préfet de la région Poitou-Charentes,
Préfet de la Vienne

ATTESTE

qu'il a été déposé le 7 mai 2008

par la société Béton Sud Vienne

un projet relatif à l'exploitation d'une centrale à béton (puissance :135 Kw)

à Joussé, route de Civray

activité relevant de la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Le projet est soumis à DECLARATION

La présente attestation ne vaut pas autorisation et ne dispense pas des formalités d'obtention du permis de construire.

Fait à Poitiers, le 7 mai 2008

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau Délégué,

Ingrid Memeteau

21/04/2026 11:03
REDMI NOTE 12

SARL BÉTON SUD VIENNE
Route de Civray
86350 JOUSSE

N° SIRET 503 216 756 00018

Tél. : 05.49.87.37.19

Préfecture de la Vienne
1, Place Aristide Briand

86000 POITIERS

Joussé, le 6 mai 2008

Monsieur Le Préfet,

Veuillez trouver, ci-joint, en 3 exemplaires la déclaration de l'installation d'une centrale à béton sur la commune de Joussé.

Vous en souhaitant bonne réception,

Veuillez agréer, Monsieur Le Préfet, mes salutations distinguées.

Stéphane PEYRILLE

21/04/2026 11:03
REDMI NOTE 12

Accusé Réception de Commune

21/04/2026 11:03

SARL BÉTON SUD VIENNE
Route de Civray
86350 JOUSSE

N° SIRET 503 216 756 00018

Tél. : 05.49.87.37.19

Préfecture de la Vienne
1, Place Aristide Briand
86000 POITIERS

Joussé le 5 mai 2008

Monsieur Le Préfet,

Je, soussigné, Stéphane PEYRILLE, gérant de la société SARL BÉTON SUD VIENNE, dont le siège social est situé route de Civray à JOUSSE, demande l'autorisation d'exploiter une centrale à béton, installation dépendant de la rubrique 2522 (emploi de matériel vibrant) dans la nomenclature des installations classées. En effet, la puissance totale installée de 135 kw (suivant documents techniques fournis en annexe), est comprise entre 40 et 200 kW, plage soumise à déclaration.

Cette centrale à béton sera mise en place sur les parcelles 99 et 111 section C de la commune de Joussé.

Elle produira du béton prêt à l'emploi avec un volume prévisionnel d'environ 12 000 m3 par an.

Cette unité de fabrication est composée de cinq trémies de stockage des agrégats, de quatre silos à ciments de 50 T de capacité unitaire, d'un tapis peseur, d'un skip de transport et d'un malaxeur de 2 250 litres.

Un bungalow type ALGECO fait office de poste de commande. Les adjuvants (nécessaires à la fabrication de béton) seront stockés dans un local équipé d'un bac de rétention étanche.

Les eaux de lavage de la centrale seront canalisées vers des bacs de décantation à côté desquels sera installée une unité de recyclage des déchets de béton frais émanant du nettoyage des cuves des camions. Les agrégats ainsi récupérés sont destinés à un réemploi comme matériau de remblai inerte et les eaux chargées en ciment sont réutilisées dans la fabrication du béton et pour le nettoyage des cuves des camions.

Tous les silos sont équipés de filtres pour éviter toute émission de poussière lors du remplissage.

REDMI NOTE 12

La seule construction se situant à moins de 35 mètres du projet est un atelier appartenant à la Communauté de Commune du Pays Charlois installé sur la parcelle 112.

Un atelier de fabrication d'éléments en béton armé est prévu à proximité de la centrale en 2009.

Espérant que cette déclaration vous satisfasse, veuillez agréer, Monsieur Le Préfet, mes sincères salutations.

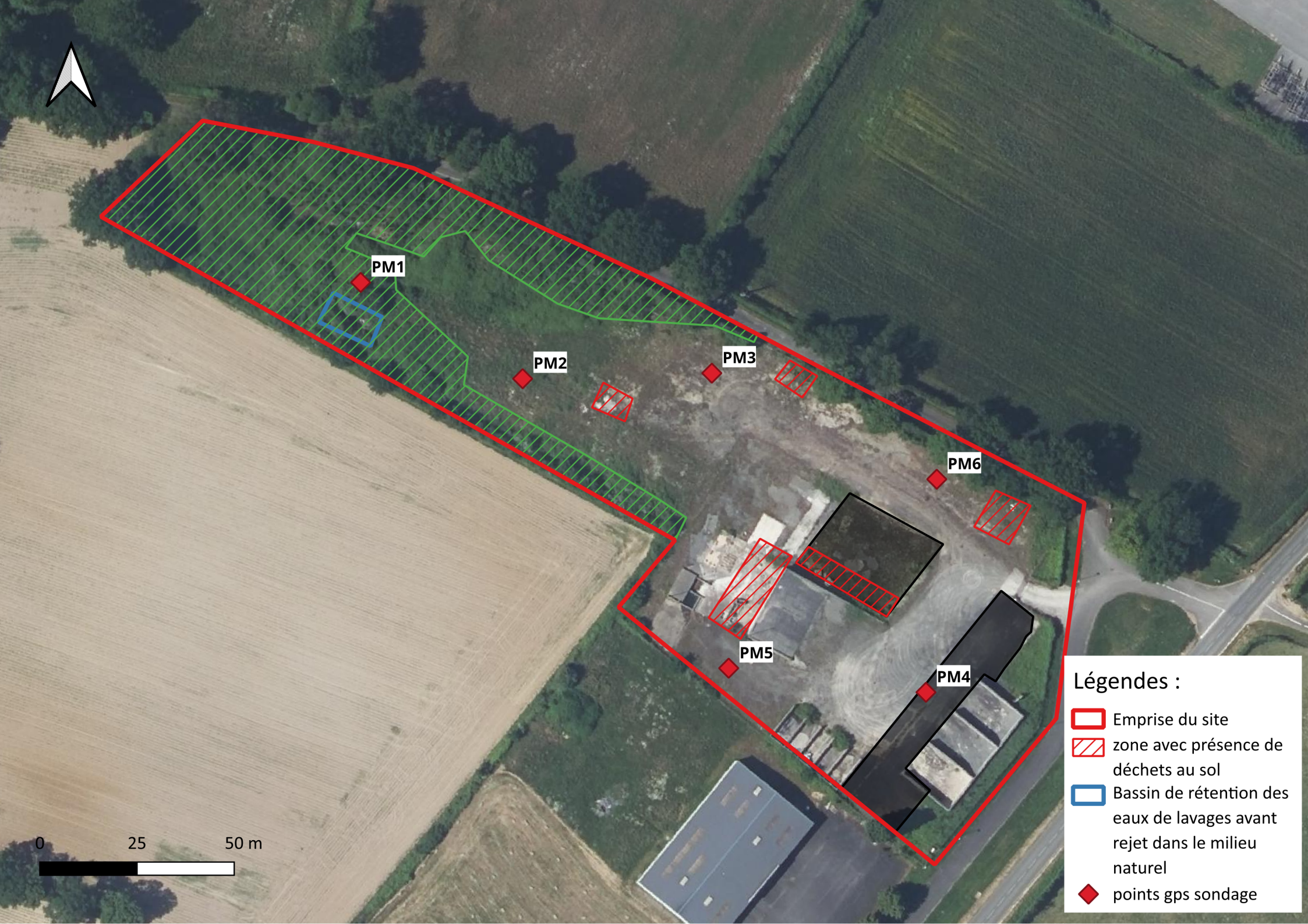
Stéphane PEYRILLE

Gérant

21/04/2026 11:03
REDMI NOTE 12

A3	**DIAGNOSTIC SOL**

A3.1	**Plan d'implantation des sondages SOL**


PM1
PM2
PM3
PM4
PM5
PM6
0
25
50 m
Légendes :
Emprise du site
zone avec présence de déchets au sol
Bassin de rétention des eaux de lavages avant rejet dans le milieu naturel
points gps sondage

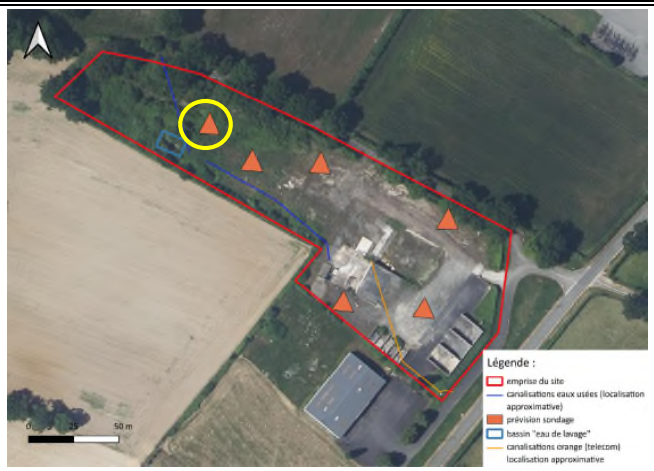
A3.2	**Coupes SOL**

FICHE DE SONDAGE / FICHE DE PRELEVEMENT DE SOL

NUMERO DU SONDAGE :	PM1
NOM AFFAIRE :	DIAG RESOTAINER JOUSSE
ADRESSE SITE :	Route de Civray
VILLE :	JOUSSE (86)
NUMERO DOSSIER :	2026BES0014Aa
RESPONSABLE TERRAIN :	ABA
INGENIEUR	YCC
DATE INTERVENTION :	30/04/2026
HEURE DE PRELEVEMENT :	11h35

PROFONDEUR (m/TN)		GEOLOGIE/COULEUR	Réf PID (Hilti ou N° série si loc) : 11355043		ENVOI LABO
De	*à*		Mesure PID (ppm)	N° ECH.	
0	2	Limons marron avec 10% de graves centimétriques	0	PM1 (0-2)	oui
2	2,5	calcaire altéré ocre à bariolé avec 15% de graves centimétriques	0	PM1 (2-2,5)	oui
		Arrivée d'eau à 2,20m			
	2,5	**Arrêt contractuel**			

plan de localisation du sondage



photographie du sondage



Coordonnées :	X :	Y :	Système de coordonnées :
	0,4567299	46,2184220	WGS 84

Echantillons	Analyses	Conditionnement/ Volume	Date envoi	Conditions de transport	Laboratoire
PM1 (0-2)	**Bilan ISDI + 8 ETM + COHV**	sceau PET 1l	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins
PM1 (2-2,5)	**HCT C5-C40, BTEXN, HAP + 8 ETM + COHV + PCB**	Verre 300 ml	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins

DIVERS

Engin : pelle mécanique

largeur Godet / diam. Foration : 1000mm

Environnement Sondage : terrain en friche

Prof. Niveau eau (m/TN) : 2,20

Le mode de gestion des cuttings et du rebouchage a consisté à :

- ☑ Réemployer sur chaque sondage effectué les matériaux extraits dans leur ordre inverse de sortie, en privilégiant de remettre en place les sols dits « pollués ».
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, déposés ultérieurement dans une benne étanche sur une agence ABO-ERG, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée (décharge d'inertes dans le cas de matériaux dits inertes).
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, laissés sur site, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée, selon les dispositions contractuelles.

FICHE DE SONDAGE / FICHE DE PRELEVEMENT DE SOL

NUMERO DU SONDAGE :	**PM2**
NOM AFFAIRE :	**DIAG RESOTAINER JOUSSE**
ADRESSE SITE :	**Route de Civray**
VILLE :	**JOUSSE (86)**
NUMERO DOSSIER :	**2026BES0014Aa**
RESPONSABLE TERRAIN :	**ABA**
INGENIEUR	**YCC**
DATE INTERVENTION :	**30/04/2026**
HEURE DE PRELEVEMENT :	**11h18**

ABO ERG ENVIRONNEMENT

PROFONDEUR (m/TN)		GEOLOGIE/COULEUR	Réf PID (Hilti ou N° série si loc) : 11355043		ENVOI LABO
De	*à*		Mesure PID (ppm)	N° ECH.	
0	0,7	Limons marron avec 10% de graves centimétriques	0	PM2 (0-0,7)	oui
0,7	2,5	calcaire altéré ocre à bariolé avec 15% de graves centimétriques	0	PM2 (0,7-2,5)	oui
	2,5	**Arrêt contractuel**			

plan de localisation du sondage



photographie du sondage



Coordonnées :	X :	Y :	Système de coordonnées :
	0,4572801	46,2182111	WGS 84

Echantillons	Analyses	Conditionnement/ Volume	Date envoi	Conditions de transport	Laboratoire
PM2 (0-0,7)	**Bilan ISDI + 8 ETM + COHV**	sceau PET 1l	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins
PM2 (0,7-2,5)	**HCT C5-C40, BTEXN, HAP + 8 ETM + COHV + PCB**	Verre 300 ml	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins

DIVERS

Engin : pelle mécanique

largeur Godet / diam. Foration : 1000mm

Environnement Sondage : terrain en friche

Prof. Niveau eau (m/TN) : N.D

Le mode de gestion des cuttings et du rebouchage a consisté à :

- ☑ Réemployer sur chaque sondage effectué les matériaux extraits dans leur ordre inverse de sortie, en privilégiant de remettre en place les sols dits « pollués ».
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, déposés ultérieurement dans une benne étanche sur une agence ABO-ERG, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée (décharge d'inertes dans le cas de matériaux dits inertes).
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, laissés sur site, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée, selon les dispositions contractuelles.

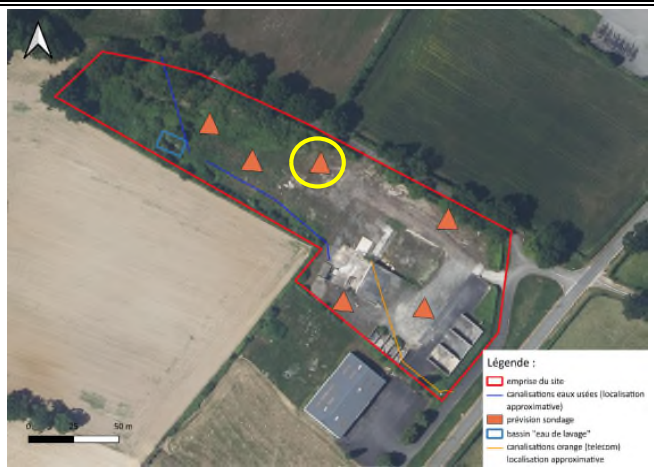
FICHE DE SONDAGE / FICHE DE PRELEVEMENT DE SOL

NUMERO DU SONDAGE :	**PM3**
NOM AFFAIRE :	**DIAG RESOTAINER JOUSSE**
ADRESSE SITE :	**Route de Civray**
VILLE :	**JOUSSE (86)**
NUMERO DOSSIER :	**2026BES0014Aa**
RESPONSABLE TERRAIN :	**ABA**
INGENIEUR	**YCC**
DATE INTERVENTION :	**30/04/2026**
HEURE DE PRELEVEMENT :	**10h40**

ABO ERG ENVIRONNEMENT

PROFONDEUR (m/TN)		GEOLOGIE/COULEUR	Réf PID (Hilti ou N° série si loc) : 11355043		ENVOI LABO
De	*à*		Mesure PID (ppm)	N° ECH.	
0	0,4	Remblais calcaire beige fragmenté	0	PM3 (0-0,4)	oui
0,4	2,5	calcaire altéré brun avec traces rougeâtres à tendence limono-sableuse et 15% de graves centimétriques et des passages grisâtres	0	PM3 (0,4-2,5)	oui
		couche de géotextile à 0,4m			
	2,5	**Arrêt contractuel**			

plan de localisation du sondage



photographie du sondage



Coordonnées :	X :	Y :	Système de coordonnées :
	0,4579101	46,2182380	WGS 84

Echantillons	Analyses	Conditionnement/ Volume	Date envoi	Conditions de transport	Laboratoire
PM3 (0-0,4)	**Bilan ISDI + 8 ETM + COHV**	sceau PET 1l	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins
PM3 (0,4-2,5)	**HCT C5-C40, BTEXN, HAP + 8 ETM + COHV + PCB**	Verre 300 ml	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins

DIVERS

Engin : pelle mécanique

largeur Godet / diam. Foration : 1000mm

Environnement Sondage : terrain en friche

Prof. Niveau eau (m/TN) : N.D

Le mode de gestion des cuttings et du rebouchage a consisté à :

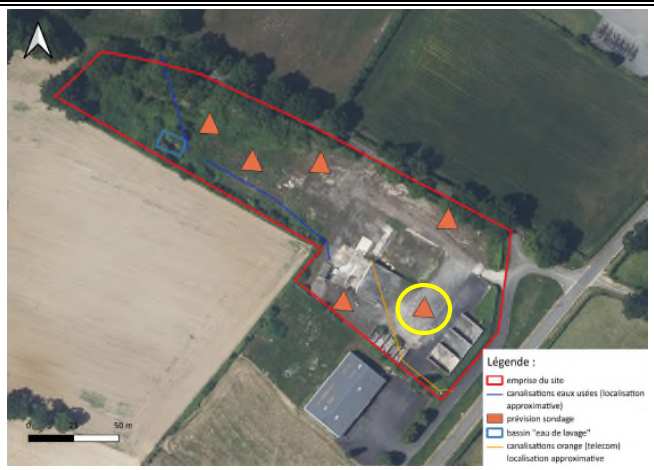
- ☑ Réemployer sur chaque sondage effectué les matériaux extraits dans leur ordre inverse de sortie, en privilégiant de remettre en place les sols dits « pollués ».
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, déposés ultérieurement dans une benne étanche sur une agence ABO-ERG, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée (décharge d'inertes dans le cas de matériaux dits inertes).
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, laissés sur site, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée, selon les dispositions contractuelles.

FICHE DE SONDAGE / FICHE DE PRELEVEMENT DE SOL

NUMERO DU SONDAGE :	PM4
NOM AFFAIRE :	DIAG RESOTAINER JOUSSE
ADRESSE SITE :	Route de Civray
VILLE :	JOUSSE (86)
NUMERO DOSSIER :	2026BES0014Aa
RESPONSABLE TERRAIN :	ABA
INGENIEUR	YCC
DATE INTERVENTION :	30/04/2026
HEURE DE PRELEVEMENT :	9h50

PROFONDEUR (m/TN)		GEOLOGIE/COULEUR	Réf PID (Hilti ou N° série si loc) : 11355043		ENVOI LABO
De	*à*		Mesure PID (ppm)	N° ECH.	
0	0,12	Enrobé		PM4 (0-0,6)	oui
0,12	0,32	couche de forme calcaire beige	0	PM4 (0-0,6)	oui
0,32	0,6	calcaire fracturé beige	0	PM4 (0-0,6)	oui
0,6	2,5	calcaire altéré brun rouge à tendence argileuse	0	PM4 (0,6-2,5)	oui
	2,5	**Arrêt contractuel**			

plan de localisation du sondage



photographie du sondage



Coordonnées :	X :	Y :	Système de coordonnées :
	0,4586581	46,2175149	WGS 84

Echantillons	Analyses	Conditionnement/ Volume	Date envoi	Conditions de transport	Laboratoire
PM4 (0-0,6)	**Bilan ISDI + 8 ETM + COHV**	sceau PET 1l	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins
PM4 (0,6-2,5)	**HCT C5-C40, BTEXN, HAP + 8 ETM + COHV + PCB**	Verre 300 ml	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins

DIVERS

Engin : pelle mécanique

largeur Godet / diam. Foration : 1000mm

Environnement Sondage : terrain en friche

Prof. Niveau eau (m/TN) : N.D

Le mode de gestion des cuttings et du rebouchage a consisté à :

- ☑ Réemployer sur chaque sondage effectué les matériaux extraits dans leur ordre inverse de sortie, en privilégiant de remettre en place les sols dits « pollués ».
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, déposés ultérieurement dans une benne étanche sur une agence ABO-ERG, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée (décharge d'inertes dans le cas de matériaux dits inertes).
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, laissés sur site, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée, selon les dispositions contractuelles.

FICHE DE SONDAGE / FICHE DE PRELEVEMENT DE SOL

NUMERO DU SONDAGE :	**PM5**
NOM AFFAIRE :	**DIAG RESOTAINER JOUSSE**
ADRESSE SITE :	**Route de Civray**
VILLE :	**JOUSSE (86)**
NUMERO DOSSIER :	**2026BES0014Aa**
RESPONSABLE TERRAIN :	**ABA**
INGENIEUR	**YCC**
DATE INTERVENTION :	**30/04/2026**
HEURE DE PRELEVEMENT :	**9h30**

ABO ERG ENVIRONNEMENT

PROFONDEUR (m/TN)		GEOLOGIE/COULEUR	Réf PID (Hilti ou N° série si loc) : 11355043		ENVOI LABO
De	*à*		Mesure PID (ppm)	N° ECH.	
0	0,3	Remblais calcaire graveleux avec sables grisâtres	0,5	PM5 (0-0,5)	oui
0,3	0,5	Calcaire fracturé	0,3	PM5 (0-0,5)	oui
0,5	2,5	Argiles calcaires bariolées avec passages sableux et 20% de graves centimétriques	0,2	PM5 (0,5-2,5)	oui
	2,5	**Arrêt contractuel**			

plan de localisation du sondage



photographie du sondage



Coordonnées :	X :	Y :	Système de coordonnées :
	0,4579979	46,2175560	WGS 84

Echantillons	Analyses	Conditionnement/ Volume	Date envoi	Conditions de transport	Laboratoire
PM5 (0-0,5)	**Bilan ISDI + 8 ETM + COHV**	sceau PET 1l	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins
PM5 (0,5-2,5)	**HCT C5-C40, BTEXN, HAP + 8 ETM + COHV + PCB**	Verre 300 ml	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins

DIVERS

Engin : pelle mécanique

largeur Godet / diam. Foration : 1000mm

Environnement Sondage : terrain en friche

Prof. Niveau eau (m/TN) : N.D

Le mode de gestion des cuttings et du rebouchage a consisté à :

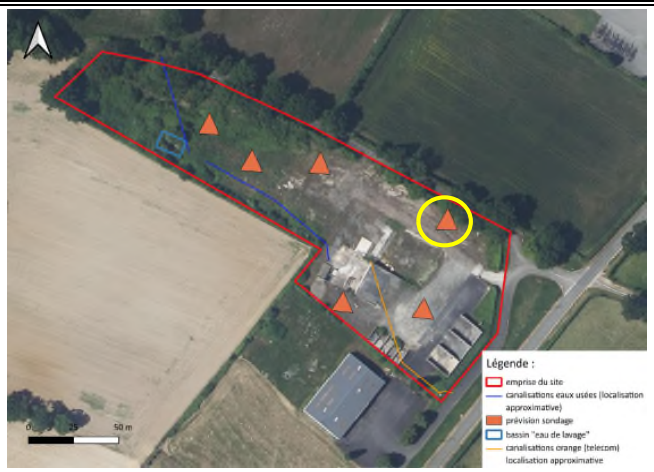
- ☑ Réemployer sur chaque sondage effectué les matériaux extraits dans leur ordre inverse de sortie, en privilégiant de remettre en place les sols dits « pollués ».
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, déposés ultérieurement dans une benne étanche sur une agence ABO-ERG, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée (décharge d'inertes dans le cas de matériaux dits inertes).
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, laissés sur site, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée, selon les dispositions contractuelles.

FICHE DE SONDAGE / FICHE DE PRELEVEMENT DE SOL

NUMERO DU SONDAGE :	PM6
NOM AFFAIRE :	DIAG RESOTAINER JOUSSE
ADRESSE SITE :	Route de Civray
VILLE :	JOUSSE (86)
NUMERO DOSSIER :	2026BES0014Aa
RESPONSABLE TERRAIN :	ABA
INGENIEUR	YCC
DATE INTERVENTION :	30/04/2026
HEURE DE PRELEVEMENT :	10h20

PROFONDEUR (m/TN)		GEOLOGIE/COULEUR	Réf PID (Hilti ou N° série si loc) : 11355043		ENVOI LABO
De	*à*		Mesure PID (ppm)	N° ECH.	
0	0,5	couche de forme calcaire graveleuse beige	0	PM6 (0-0,7)	oui
0,5	0,7	Remblais calcaire beige	0	PM6 (0-0,7)	oui
0,7	2,5	calcaire altéré brun avec traces rougeâtres à tendence limoneuse et 15% de graves centimétriques	0	PM6 (0,7-2,5)	oui
		couche de géotextile à 0,7m			
	2,5	**Arrêt contractuel**			

plan de localisation du sondage



photographie du sondage



Coordonnées :	X :	Y :	Système de coordonnées :
	0,4586712	46,2180091	WGS 84

Echantillons	Analyses	Conditionnement/ Volume	Date envoi	Conditions de transport	Laboratoire
PM6 (0-0,7)	**Bilan ISDI + 8 ETM + COHV**	sceau PET 1l	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins
PM6 (0,7-2,5)	**HCT C5-C40, BTEXN, HAP + 8 ETM + COHV + PCB**	Verre 300 ml	30/04/2026	glacière avec plaques eutectiques, transport express	Eurofins

DIVERS

Engin : pelle mécanique

largeur Godet / diam. Foration : 1000mm

Environnement Sondage : terrain en friche

Prof. Niveau eau (m/TN) : N.D

Le mode de gestion des cuttings et du rebouchage a consisté à :

- ☑ Réemployer sur chaque sondage effectué les matériaux extraits dans leur ordre inverse de sortie, en privilégiant de remettre en place les sols dits « pollués ».
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, déposés ultérieurement dans une benne étanche sur une agence ABO-ERG, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée (décharge d'inertes dans le cas de matériaux dits inertes).
- ☐ Stocker les surplus dans des sacs étanches, laissés sur site, dans l'attente d'une évacuation en filière adaptée, selon les dispositions contractuelles.

A3.3	**Critères de comparaison SOL**

Critères de comparaison retenus dans le cadre d'une approche environnementale

A l'heure actuelle, aucune valeur réglementaire n'existe concernant l'interprétation des données relatives au milieu « Sol » sur le plan environnemental. L'établissement d'un bruit de fond pertinent (pouvant servir d'éléments de comparaison) est recommandé mais souvent délicat à réaliser et ne permet pas, dans bien des cas, de conclure de manière définitive sur les résultats obtenus.

Dans ces conditions, nous proposons ici une approche cohérente avec les grands principes de la méthodologie nationale relative aux sites et sols pollués, les valeurs indicatives disponibles au moment de notre offre technique et commerciale, de la typologie des polluants et de notre retour d'expérience.

❖ Approche relative aux Eléments Traces Métalliques

Il est important de replacer dans leur contexte les teneurs mesurées lors du diagnostic en ayant recours à des valeurs de comparaison. Les éléments traces métalliques présents dans les sols peuvent en effet être d'origine naturelle, même s'ils sont présents en teneurs très élevées (c'est par exemple le cas de l'arsenic dans le Massif Central). L'interprétation des analyses de éléments traces métalliques dans les sols aboutit par conséquent à comparer les teneurs mesurées par rapport aux milieux naturels. Pour cela, il est nécessaire de connaître les fonds géochimiques naturels, et notamment les anomalies géochimiques.

En ce qui concerne les éléments traces métalliques, l'INRA a élaboré une base de données regroupant les gammes de valeurs couramment observées dans les sols ordinaires. Ces données, issues du programme ASPITET de l'INRA, sont présentées dans le tableau ci-après.

Les gammes de valeurs présentées correspondent à divers horizons de sols, pas seulement les horizons de surface labourés. Les teneurs sont exprimées en mg/kg de "terre fine" (< 2 mm). Les numéros entre parenthèses renvoient à des types de sols effectivement analysés, succinctement décrits et localisés en page suivante.

Tableau 1 : Teneurs totales en éléments traces dans les sols (France) – Gamme de valeurs « ordinaires » et d'anomalies naturelles

	Gamme de valeurs couramment observées dans les sols "ordinaires" de toutes granulométries (en mg/kg de terre fine)	Gamme de valeurs observées dans le cas d'anomalies naturelles modérées (en mg/kg de terre fine)	Gamme de valeurs observées dans le cas de fortes anomalies naturelles (en mg/kg de terre fine)
As	1,0 à 25,0	30 à 60 (1)	60 à 284 (1)
Cd	0,05 à 0,45	0,70 à 2,0 (1)(2)(3)(4)	2,0 à 46,3 (1)(2)(4)
Cr	10 à 90	90 à 150 (1)(2)(3)(4)(5)	150 à 3180 (1)(2)(3)(4)(5)(8)(9)
Cu	2 à 20	20 à 62 (1)(4)(5)(8)	65 à 160 (8)
Hg	0,02 à 0,10	0,15 à 2,3	
Ni	2 à 60	60 à 130 (1)(3)(4)(5)	130 à 2076 (1)(4)(5)(8)(9)
Pb	9 à 50	60 à 90 (1)(2)(3)(4)	100 à 10180 (1)(3)
Zn	10 à 100	100 à 250 (1)(2)	250 à 11426 (1)(3)

(1) zones de "métallotectes" à fortes minéralisations (à plomb, zinc, barytine, fluor, pyrite, antimoine) au contact entre bassins sédimentaires et massifs cristallins. Notamment roches liasiques et sols associés de la bordure nord et nord-est du Morvan (Yonne, Côte d'Or).
(2) sols argileux développés sur certains calcaires durs du Jurassique moyen et supérieur (Bourgogne, Jura).
(3) paléosols ferralitiques du Poitou ("terres rouges").
(4) sols développés dans des "argiles à chailles" (Nièvre, Yonne, Indre).
(5) sols limono-sableux du Pays de Gex (Ain) et du Plateau Suisse.
(6) "bornais" de la région de Poitiers (horizons profonds argileux).
(7) sols tropicaux de Guadeloupe.
(8) sols d'altération d'amphibolites (région de La Châtre - Indre).
(9) matériaux d'altération d'amphibolites (région de La Châtre - Indre)

Sauf si le département dans lequel se trouve le site étudié fait partie des départements dans lesquels des anomalies naturelles ont été recensées en l'état des études actuelles (ce qui n'est pas le cas du site étudié), les teneurs mesurées sur le site seront comparées à la gamme

de valeurs pour les sols « ordinaires », à l'exception du mercure, élément pour lequel des anomalies naturelles modérées peuvent être rencontrées sur l'ensemble du territoire français. Elles seront, dans un second temps, comparées à la gamme des valeurs observées dans le cas d'anomalie naturelles modérées.

Une recherche complémentaire sur le bruit de fond géochimique a été menée sur la base de données RMQS (base de données INDIQUASOL - Réseau de Mesures de la Qualité des Sols de l'INRA), basé sur le suivi de 2200 sites répartis uniformément sur le territoire français, selon une maille carrée de 16 km de côté) de GISSOL-INRA. Les valeurs de comparaison utilisées sont les seuils de détection d'anomalies du RMQS ou vibrisses pour l'horizon de sol 0-30 cm et pour ceux de l'horizon de sol 30-50 cm. Ces vibrisses jouent un rôle d'indicateur de tendance régionale prenant en compte à la fois le bruit de fond géochimique et les apports d'origine anthropique. Elles correspondent à la teneur limite au-delà de laquelle une valeur peut être considérée comme anomalique. Elles permettent de détecter les anomalies ponctuelles tout en s'affranchissant d'anomalies étendues.

Les valeurs définies dans les sols sur la zone de Clermont-Ferrand (cellule de surveillance n°1425) sont les suivantes :

Tableau 2 : Teneurs totales en éléments traces dans les sols (cellule 1288 – Base de données RMQS)

Paramètres	Unités	Horizon 0-30 cm	Horizon 30-50 cm
Arsenic	mg/kg MS	83.3	-
Cadmium	mg/kg MS	1.95	1.34
Chrome	mg/kg MS	134	161
Cuivre	mg/kg MS	49.38	49.7
Nickel	mg/kg MS	73.6	106
Plomb	mg/kg MS	79.1	87.3
Zinc	mg/kg MS	312	212
Mercure	mg/kg MS	0.104	-

Lorsqu'elles sont définies, les valeurs du RMQS sont retenues prioritairement à celles du programme de l'ASPITET.

Dans le cas de l'arsenic et du mercure, les valeurs retenues pour l'interprétation des résultats sont celles définies par l'ASPITET dans le cas des sols ordinaires pour l'arsenic et dans le cas d'anomalies naturelles modérées pour le mercure, pour les échantillons de sols supérieurs à 30 cm de profondeur.

- **Approche sanitaire pour certains métaux**

Le Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP) a mené des travaux pour définir des valeurs repères pour les contaminants des sols pollués. Ces travaux ont notamment concerné le plomb, le mercure, le cadmium et l'arsenic.
Le HCSP a ainsi défini :

- Un niveau de vigilance, déclenchant une évaluation des risques sanitaires et/ou des analyses spécifiques sur les végétaux en cas de dépassement :
- Une valeur d'action rapide, déclenchant un dépistage biométrologique.

Les valeurs fixées par le HCSP sont précisées dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Valeurs repères fixées par le HCSP pour les teneurs en certains métaux dans les sols

Composé	Niveau de vigilance	Valeur d'action rapide
Plomb	100 mg/Kg MS	300 mg/Kg MS
Mercure (total)	1 mg/kg MS (valeur abaissée à 0,5 mg/kg MS dans le cas d'une autoconsommation de 100%)	5 mg/kg MS (valeur abaissée à 3 mg/kg MS dans le cas d'une autoconsommation de 100% de végétaux)
Cadmium	1 mg/kg MS (valeur abaissée à 0,5 mg/kg MS dans le cas d'une autoconsommation de 100%)	5 mg/kg MS pour les enfants de moins de 7 ans (valeur abaissée à 2 mg/kg MS dans le cas d'une autoconsommation de 100% de végétaux), et 10 mg/kg MS pour le reste de la population
Arsenic	25 mg/Kg MS	70 mg/Kg MS

Critères de comparaison des résultats d'analyses de sols dans le cadre d'une approche de gestion de déblais

❖ Critères retenus pour les filières de type ISDI

Sur la base d'une décision du Conseil du 13 décembre 2002 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges, conformément à l'article 16 et à l'Annexe II de la directive 1999/31/CE., le Ministère en Charge de l'Environnement a établi un arrêté pratique d'orientation des déchets inertes avec des critères d'admission basés notamment sur des tests de lixiviation. Les références de ce texte sont :

- Annexe 1 de l'Arrêté Ministériel du 12/12/2014 fixant la liste des déchets admissibles dans les ISDI sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable
- Annexe 2 fixant les critères à respecter pour l'admission des terres provenant de sites contaminés.

L'Annexe 1 de l'arrêté précise notamment que les « terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses », sont compatibles avec une évacuation en ISDI. Sont exclus de cette catégorie tous sols provenant de site contaminé.

Dès lors, l'Annexe 2 de l'arrêté s'applique. Le tableau suivant reprend les valeurs de références de l'Annexe 2 de l'Arrêté du 12/12/2014 à ne pas dépasser pour une éventuelle acceptation en Installation de Stockage de déchets inertes (ISDI).

Tableau 4 : Seuils d'acceptation en ISDI selon l'annexe 2 de l'arrêté du 12 décembre 2014

Paramètres	Seuils (en mg/kg de matières sèches)
Analyses sur éluats après test de lixiviation normalisé NF EN 12457-2	
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Chlorures (1)	800
Fluorures	10
Sulfates (1)	1 000 (2)
Indice phénols	1
COT (3)	500
Fraction soluble (1)	4 000
Analyses sur sols bruts	
COT (3)	30 000
BTEX	6
PCB (7)	1
HCT (C10 – C40)	500
16 HAP	50
(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble. (2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local. (3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.	

À noter que si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

Au-delà de ces valeurs, les précautions suivantes seront à respecter :

- Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.
- Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant de l'installation de stockage de déchets inertes un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

- En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur arrivée dans l'installation de stockage, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets en installation de stockage de déchets inertes.

Cette acceptation préalable contient à minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'Annexe II du présent Arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. (…) Seuls les déchets respectant les critères définis en Annexe II peuvent être admis.
Dans le cas de terres provenant de sites contaminés et avant leur arrivée dans l'installation de stockage, le producteur des déchets effectue la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 10.

❖ **Critères retenus pour les filières de type ISDND et ISDD**

En cas de dépassement des seuils d'admissibilité en ISDI de l'arrêté du 12/12/2014, il est important de pouvoir donner une première orientation des matériaux vers une autre filière d'acceptation.
Pour ce faire, les résultats analytiques obtenus sur lixiviat seront comparés aux seuils définis par la décision n°2003/33/CE du 19/12/02 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges, conformément à l'article 16 et à l'annexe 2 de la directive 1999/31/CE.

Tableau 5 : Critères d'acceptation en ISDD et ISDND sur lixiviat

Analyses sur Lixiviat	Unité	Valeur limite pour acceptation en ISDND	Valeur limite pour acceptation en ISDD	
FS	mg/kg	60 000	100 000	* Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le COT sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 800 mg/kg ** Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le COT sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 1000 mg/kg
COT	mg/kg	800*	1 000**	
Sb	mg/kg	0,7	5	
As	mg/kg	2	25	
Ba	mg/kg	100	300	
Cd	mg/kg	1	5	
Cr	mg/kg	10	70	
Cu	mg/kg	50	100	
Hg	mg/kg	0,2	2	
Mo	mg/kg	10	30	
Ni	mg/kg	10	40	
Pb	mg/kg	10	50	
Se	mg/kg	0,5	7	
Zn	mg/kg	50	200	
Cl-	mg/kg	15 000	25 000	
F	mg/kg	150	500	
SO_4^{2-}	mg/kg	20 000	50 000	

Notons que les délais d'admission et le montage des certificats d'acceptation préalable peuvent s'avérer longs et contraignants.

Enfin, toute exportation de matériaux réputés comme pollués devra faire l'objet de l'établissement d'un BSD. Les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) sont des formulaires CERFA permettant de contrôler les filières d'élimination des différents déchets (Arrêté du 29 juillet 2005). Ils sont visés par les différents acteurs de celles-ci (producteur, transporteur, collecteur, éliminateur du déchet). Le bordereau de suivi permet d'attester que le déchet a bien été pris en charge.

A3.4	**Résultats d'analyse SOL**

Paramètres	Unités	RMQS cellule 1288	HCSP	ISDI	26E078878-001	26E078878-002	26E078878-003	26E078878-004	26E078878-005	26E078878-006	26E078878-007	26E078878-008	26E078878-009
					PM1 (0-2)	PM1 (2-2,5)	PM2 (0-0,7)	PM2 (0,7-2,5)	PM3 (0-0,4)	PM3 (0,4-2,5)	PM4 (0-0,6)	PM4 (0,6-2,5)	PM5 (0-0,5)
					30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Métaux													
Arsenic (As)	mg/kg M.S.	83,3	25		11,6	12,2	5,96	17,7	6,09	11,7	5,77	14,7	11,1
Cadmium (Cd)	mg/kg M.S.	1,34 - 1,95	1		< 0,4	< 0,4	< 0,4	< 0,4	1,44	< 0,4	< 0,4	< 0,4	< 0,4
Chrome (Cr)	mg/kg M.S.	134 - 161			20,1	21	13,7	27,7	13,5	24,3	8,72	63,2	22,9
Cuivre (Cu)	mg/kg M.S.	49,4 - 49,7			< 5	6,34	< 5	< 5	**126**	< 5	5,53	12,9	11,5
Mercure (Hg)	mg/kg M.S.	0,104	1		< 0,1	< 0,1	< 0,1	< 0,1	< 0,1	< 0,1	**0,11**	< 0,1	< 0,1
Nickel (Ni)	mg/kg M.S.	73,6 - 106			6,44	7,52	5,04	5,9	15,4	4,71	10,1	1,69	15,3
Plomb (Pb)	mg/kg M.S.	79,1 - 87,3	100		24,1	16,9	19,1	17,5	14,9	24,2	6,39	31,5	7,96
Zinc (Zn)	mg/kg M.S.	212 - 312			30,4	24	17,9	11,5	74,1	9,43	20,9	6,15	34
Hydrocarbures totaux (C10-C40)													
Indice Hydrocarbures (C10-C40)	mg/kg M.S.			500	< 15	< 15	28,5	34,4	24,4	53,5	36,8	29,5	< 15
BTEX													
Somme des BTEX	mg/kg M.S.			6	< 0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,05	< 0,05
16HAP													
Somme 15 HAP + Naphtalène (volatil)	mg/kg M.S.			50	< 0,05		< 0,05		1,68		1,07		1,23
Somme des HAP	mg/kg M.S.			50		0,87		0,52		1,3		1,3	
POLYCHLOROBIPHENYLES (PCB)													
SOMME PCB (7)	mg/kg M.S.			1	< 0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,01
COHV													
Somme des 19 COHV	mg/kg M.S.				< 0,2	< 0,2	< 0,2	< 0,2	< 0,2	< 0,2	< 0,2	< 0,2	< 0,2
Analyses sur éluat													
Carbone Organique par oxydation (COT)	mg/kg M.S.			500	< 50		100		< 51		< 51		< 50
Résidus secs à 105 °C	mg/kg M.S.			4000	< 2000		< 2000		< 2000		< 2000		< 2000
Chlorures (calcul mg/kg)	mg/kg M.S.			800	< 20		< 20		< 20		< 20		< 20
Fluorures (calcul en mg/kg MS)	mg/kg M.S.			10	< 5		7,96		< 5		< 5		< 5
Sulfates (calcul mg/kg)	mg/kg M.S.			1000	97		97,5		< 50,9		< 50,7		< 50,5
Indice phénol (calcul mg/kg)	mg/kg M.S.			1	< 0,5		< 0,5		< 0,5		< 0,5		< 0,5
Antimoine (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.06	< 0,01		< 0,01		< 0,01		< 0,01		< 0,01
Arsenic (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.5	< 0,1		< 0,101		< 0,102		< 0,101		< 0,101
Baryum (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			20	< 0,1		0,105		< 0,102		< 0,101		< 0,101
Cadmium (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.04	< 0,002		< 0,002		< 0,002		< 0,002		< 0,002
Chrome (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.5	< 0,1		< 0,1		< 0,1		< 0,1		< 0,1
Cuivre (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			2	< 0,1		< 0,101		< 0,102		< 0,101		< 0,101
Molybdène (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.5	< 0,01		0,019		< 0,01		< 0,01		< 0,01
Nickel (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.4	< 0,1		< 0,101		< 0,102		< 0,101		< 0,101
Plomb (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.5	< 0,1		< 0,101		< 0,102		< 0,101		< 0,101
Selenium (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.1	< 0,01		0,016		< 0,01		< 0,01		< 0,01
Zinc (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			4	< 0,1		< 0,101		< 0,102		< 0,101		< 0,101
Mercure (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.01	< 0,001		< 0,001		< 0,001		< 0,001		< 0,001
Autres paramètres sur brut													
Matière sèche	% P.B./No unit				89,4	87	88,8	86,4	93,5	89,7	93	84,6	95,6
Carbone Organique Total par Combustion	mg C/kg M.S.			30000	10000		9890		19500		20300		**43400**
Autres paramètres du rapport													
C5-C10 Total	mg/kg M.S.					< 1		< 1		< 1		< 1	
>C8-C10 Aliphatiques	mg/kg M.S.					< 1		< 1		< 1		< 1	
>C6-C8 Aliphatiques	mg/kg M.S.					< 1		< 1		< 1		< 1	
C5-C6 Aliphatiques	mg/kg M.S.					< 1		< 1		< 1		< 1	
C6-C9 Aromatiques	mg/kg M.S.					< 1		< 1		< 1		< 1	
>C9-C10 Aromatiques	mg/kg M.S.					< 1		< 1		< 1		< 1	
C5-C8 Total	mg/kg M.S.					< 1		< 1		< 1		< 1	

Paramètres	Unités	RMQS cellule 1288	HCSP	ISDI	26E078878-010 PM5 (0,5-2,5) 30/04/2026	26E078878-011 PM6 (0-0,7) 30/04/2026	26E078878-012 PM6 (0,7-2,5) 30/04/2026
Métaux							
Arsenic (As)	mg/kg M.S.	83,3	25		8,77	6,62	**66,9**
Cadmium (Cd)	mg/kg M.S.	1,34 - 1,95	1		< 0,4	< 0,4	< 0,4
Chrome (Cr)	mg/kg M.S.	134 - 161			16,3	7,07	55,9
Cuivre (Cu)	mg/kg M.S.	49,4 - 49,7			< 5	10,1	9,9
Mercure (Hg)	mg/kg M.S.	0,104	1		< 0,1	< 0,1	< 0,1
Nickel (Ni)	mg/kg M.S.	73,6 - 106			6,39	7,94	8,9
Plomb (Pb)	mg/kg M.S.	79,1 - 87,3	100		15,1	11,3	21,4
Zinc (Zn)	mg/kg M.S.	212 - 312			17	28,3	14,5
Hydrocarbures totaux (C10-C40)							
Indice Hydrocarbures (C10-C40)	mg/kg M.S.			500	< 15	20,1	34,9
BTEX							
Somme des BTEX	mg/kg M.S.			6	< 0,05	< 0,05	< 0,05
16HAP							
Somme 15 HAP + Naphtalène (volatil)	mg/kg M.S.			50		0,688	
Somme des HAP	mg/kg M.S.			50	0,92		1,4
POLYCHLOROBIPHENYLES (PCB)							
SOMME PCB (7)	mg/kg M.S.			1	< 0,01	< 0,01	< 0,01
COHV							
Somme des 19 COHV	mg/kg M.S.				< 0,2	< 0,2	< 0,2
Analyses sur éluat							
Carbone Organique par oxydation (COT)	mg/kg M.S.			500		< 50	
Résidus secs à 105 °C	mg/kg M.S.			4000		< 2000	
Chlorures (calcul mg/kg)	mg/kg M.S.			800		< 20	
Fluorures (calcul en mg/kg MS)	mg/kg M.S.			10		< 5	
Sulfates (calcul mg/kg)	mg/kg M.S.			1000		< 50,1	
Indice phénol (calcul mg/kg)	mg/kg M.S.			1		< 0,5	
Antimoine (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.06		< 0,01	
Arsenic (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.5		< 0,1	
Baryum (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			20		< 0,1	
Cadmium (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.04		< 0,002	
Chrome (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.5		< 0,1	
Cuivre (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			2		< 0,1	
Molybdène (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.5		< 0,01	
Nickel (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.4		< 0,1	
Plomb (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.5		< 0,1	
Selenium (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.1		< 0,01	
Zinc (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			4		< 0,1	
Mercure (Calcul mg/kg après lixiviation)	mg/kg M.S.			0.01		< 0,001	
Autres paramètres sur brut							
Matière sèche	% P.B./No unit				87,3	95	81,4
Carbone Organique Total par Combustion	mg C/kg M.S.			30000		19900	
Autres paramètres du rapport							
C5-C10 Total	mg/kg M.S.				< 1		< 1
>C8-C10 Aliphatiques	mg/kg M.S.				< 1		< 1
>C6-C8 Aliphatiques	mg/kg M.S.				< 1		< 1
C5-C6 Aliphatiques	mg/kg M.S.				< 1		< 1
C6-C9 Aromatiques	mg/kg M.S.				< 1		< 1
>C9-C10 Aromatiques	mg/kg M.S.				< 1		< 1
C5-C8 Total	mg/kg M.S.				< 1		< 1

A3.5	**Bordereaux analytiques SOL**

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

ABO-ERG ENVIRONNEMENT
Monsieur Yvan Coic
14 Draille des Tribales
Bâtiment E
13127 VITROLLES

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026
Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

Coordinateur de Projets Clients : Gilles LACROIX / Gilles.Lacroix@ETFR.eurofins.com / +33 3 88 91 19 11

N° Ech	Matrice		Référence échantillon
001	Sol	(SOL)	PM1 (0-2)
002	Sol	(SOL)	PM1 (2-2,5)
003	Sol	(SOL)	PM2 (0-0,7)
004	Sol	(SOL)	PM2 (0,7-2,5)
005	Sol	(SOL)	PM3 (0-0,4)
006	Sol	(SOL)	PM3 (0,4-2,5)
007	Sol	(SOL)	PM4 (0-0,6)
008	Sol	(SOL)	PM4 (0,6-2,5)
009	Sol	(SOL)	PM5 (0-0,5)
010	Sol	(SOL)	PM5 (0,5-2,5)
011	Sol	(SOL)	PM6 (0-0,7)
012	Sol	(SOL)	PM6 (0,7-2,5)

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		001	002	003	004	005	006
Référence client :		PM1 (0-2)	PM1 (2-2,5)	PM2 (0-0,7)	PM2 (0,7-2,5)	PM3 (0-0,4)	PM3 (0,4-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Préparation Physico-Chimique							
ZS00U : **Prétraitement et séchage à 40°C**		* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait
LS896 : **Matière sèche**	% P.B.	* 89.4	* 87.0	* 88.8	* 86.4	* 93.5	* 89.7
Indices de pollution							
LS08X : **Carbone Organique Total (COT)**	mg C/kg M.S.	* 10000		* 9890		* 19500	
Métaux							
XXS01 : **Minéralisation eau régale - Bloc chauffant**		* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait
LS865 : **Arsenic (As)**	mg/kg M.S.	* 11.6	* 12.2	* 5.96	* 17.7	* 6.09	* 11.7
LS870 : **Cadmium (Cd)**	mg/kg M.S.	* <0.40	* <0.40	* <0.40	* <0.40	* 1.44	* <0.40
LS872 : **Chrome (Cr)**	mg/kg M.S.	* 20.1	* 21.0	* 13.7	* 27.7	* 13.5	* 24.3
LS874 : **Cuivre (Cu)**	mg/kg M.S.	* <5.00	* 6.34	* <5.00	* <5.00	* 126	* <5.00
LS881 : **Nickel (Ni)**	mg/kg M.S.	* 6.44	* 7.52	* 5.04	* 5.90	* 15.4	* 4.71
LS883 : **Plomb (Pb)**	mg/kg M.S.	* 24.1	* 16.9	* 19.1	* 17.5	* 14.9	* 24.2
LS894 : **Zinc (Zn)**	mg/kg M.S.	* 30.4	* 24.0	* 17.9	* 11.5	* 74.1	* 9.43
LSA09 : **Mercure (Hg)**	mg/kg M.S.	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10
Hydrocarbures totaux							
LS919 : **Hydrocarbures totaux (4 tranches) (C10-C40)**							
Indice Hydrocarbures (C10-C40)	mg/kg M.S.	* <15.0	* <15.0	* 28.5	* 34.4	* 24.4	* 53.5
HCT (nC10 - nC16) (Calcul)	mg/kg M.S.	<4.00	<4.00	2.47	17.6	1.65	22.8
HCT (>nC16 - nC22) (Calcul)	mg/kg M.S.	<4.00	<4.00	3.15	4.96	3.93	7.89
HCT (>nC22 - nC30) (Calcul)	mg/kg M.S.	<4.00	<4.00	10.4	4.01	8.20	9.72
HCT (>nC30 - nC40) (Calcul)	mg/kg M.S.	<4.00	<4.00	12.5	7.84	10.6	13.1

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		001	002	003	004	005	006
Référence client :		PM1 (0-2)	PM1 (2-2,5)	PM2 (0-0,7)	PM2 (0,7-2,5)	PM3 (0-0,4)	PM3 (0,4-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Hydrocarbures totaux							
ZS0DY : **Découpage 8 tranches HCT-CPG nC10 à nC40**							
> C10 - C12 inclus (%)	%	-	-	0.30	4.70	0.65	4.95
> C12 - C16 inclus (%)	%	-	-	8.37	46.47	6.12	37.61
> C16 - C20 inclus (%)	%	-	-	7.54	12.21	8.98	13.27
> C20 - C24 inclus (%)	%	-	-	6.03	3.85	7.13	3.60
> C24 - C28 inclus (%)	%	-	-	11.97	3.92	22.89	7.41
> C28 - C32 inclus (%)	%	-	-	36.78	16.83	22.52	21.90
> C32 - C36 inclus (%)	%	-	-	22.83	10.20	19.31	10.63
> C36 - C40 exclus (%)	%	-	-	6.18	1.83	12.39	0.62
> C10 - C12 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	0.09	1.62	0.16	2.65
> C12 - C16 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	2.39	16.00	1.49	20.14
> C16 - C20 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	2.15	4.20	2.19	7.11
> C20 - C24 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	1.72	1.33	1.74	1.93
> C24 - C28 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	3.41	1.35	5.58	3.97
> C28 - C32 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	10.48	5.79	5.49	11.73
> C32 - C36 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	6.51	3.51	4.71	5.69
> C36 - C40 exclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	1.76	0.63	3.02	0.33
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)							
LSRHU : **Naphtalène**	mg/kg M.S.	* 0.72		* 0.45		* 0.81	
LSRHI : **Fluorène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* 0.092	* <0.05	* 0.07	* <0.05	* 0.23
LSRHJ : **Phénanthrène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* 0.058	* <0.05	* <0.05	* 0.095	* 0.14
LSRHM : **Pyrène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.32	* <0.05
LSRHN : **Benzo-(a)-anthracène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.15	* <0.05
LSRHP : **Chrysène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.17	* <0.05
LSRHS : **Indeno (1,2,3-cd) Pyrène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LSRHT : **Dibenzo(a,h)anthracène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		001	002	003	004	005	006
Référence client :		PM1 (0-2)	PM1 (2-2,5)	PM2 (0-0,7)	PM2 (0,7-2,5)	PM3 (0-0,4)	PM3 (0,4-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)							
LSRHV : **Acénaphthylène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LSRHW : **Acénaphtène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.083
LSRHK : **Anthracène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.068	* <0.05
LSRHL : **Fluoranthène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.34	* <0.05
LSRHQ : **Benzo(b)fluoranthène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.2	* <0.05
LSRHR : **Benzo(k)fluoranthène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.069	* <0.05
LSRHH : **Benzo(a)pyrène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.16	* <0.05
LSRHX : **Benzo(ghi)Pérylène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.11	* <0.05
LSFF9 : **Somme des HAP**	mg/kg M.S.		0.87		0.52		1.3
ZS04B : **Somme 15 HAP + Naphtalène (Volatils)**	mg/kg M.S.	<0.05		<0.05		1.68	
Polychlorobiphényles (PCBs)							
LS3U7 : **PCB 28**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3UB : **PCB 52**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3U8 : **PCB 101**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3U6 : **PCB 118**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3U9 : **PCB 138**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3UA : **PCB 153**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3UC : **PCB 180**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LSFEH : **Somme PCB (7)**	mg/kg M.S.	<0.010	<0.010	<0.010	<0.010	<0.010	<0.010
Composés Volatils							
ZS0BX : **Indice hydrocarbures volatils (C5-C10)**							
C5-C6 Aliphatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
>C6-C8 Aliphatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
>C8-C10 Aliphatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
C6-C9 Aromatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

ABO-ERG ENVIRONNEMENT
Monsieur Yvan Coic
14 Draille des Tribales
Bâtiment E
13127 VITROLLES

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026
Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

Coordinateur de Projets Clients : Gilles LACROIX / Gilles.Lacroix@ETFR.eurofins.com / +33 3 88 91 19 11

N° Ech	Matrice		Référence échantillon
001	Sol	(SOL)	PM1 (0-2)
002	Sol	(SOL)	PM1 (2-2,5)
003	Sol	(SOL)	PM2 (0-0,7)
004	Sol	(SOL)	PM2 (0,7-2,5)
005	Sol	(SOL)	PM3 (0-0,4)
006	Sol	(SOL)	PM3 (0,4-2,5)
007	Sol	(SOL)	PM4 (0-0,6)
008	Sol	(SOL)	PM4 (0,6-2,5)
009	Sol	(SOL)	PM5 (0-0,5)
010	Sol	(SOL)	PM5 (0,5-2,5)
011	Sol	(SOL)	PM6 (0-0,7)
012	Sol	(SOL)	PM6 (0,7-2,5)

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		001	002	003	004	005	006
Référence client :		PM1 (0-2)	PM1 (2-2,5)	PM2 (0-0,7)	PM2 (0,7-2,5)	PM3 (0-0,4)	PM3 (0,4-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Préparation Physico-Chimique							
ZS00U : **Prétraitement et séchage à 40°C**		* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait
LS896 : **Matière sèche**	% P.B.	* 89.4	* 87.0	* 88.8	* 86.4	* 93.5	* 89.7
Indices de pollution							
LS08X : **Carbone Organique Total (COT)**	mg C/kg M.S.	* 10000		* 9890		* 19500	
Métaux							
XXS01 : **Minéralisation eau régale - Bloc chauffant**		* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait
LS865 : **Arsenic (As)**	mg/kg M.S.	* 11.6	* 12.2	* 5.96	* 17.7	* 6.09	* 11.7
LS870 : **Cadmium (Cd)**	mg/kg M.S.	* <0.40	* <0.40	* <0.40	* <0.40	* 1.44	* <0.40
LS872 : **Chrome (Cr)**	mg/kg M.S.	* 20.1	* 21.0	* 13.7	* 27.7	* 13.5	* 24.3
LS874 : **Cuivre (Cu)**	mg/kg M.S.	* <5.00	* 6.34	* <5.00	* <5.00	* 126	* <5.00
LS881 : **Nickel (Ni)**	mg/kg M.S.	* 6.44	* 7.52	* 5.04	* 5.90	* 15.4	* 4.71
LS883 : **Plomb (Pb)**	mg/kg M.S.	* 24.1	* 16.9	* 19.1	* 17.5	* 14.9	* 24.2
LS894 : **Zinc (Zn)**	mg/kg M.S.	* 30.4	* 24.0	* 17.9	* 11.5	* 74.1	* 9.43
LSA09 : **Mercure (Hg)**	mg/kg M.S.	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10
Hydrocarbures totaux							
LS919 : **Hydrocarbures totaux (4 tranches) (C10-C40)**							
Indice Hydrocarbures (C10-C40)	mg/kg M.S.	* <15.0	* <15.0	* 28.5	* 34.4	* 24.4	* 53.5
HCT (nC10 - nC16) (Calcul)	mg/kg M.S.	<4.00	<4.00	2.47	17.6	1.65	22.8
HCT (>nC16 - nC22) (Calcul)	mg/kg M.S.	<4.00	<4.00	3.15	4.96	3.93	7.89
HCT (>nC22 - nC30) (Calcul)	mg/kg M.S.	<4.00	<4.00	10.4	4.01	8.20	9.72
HCT (>nC30 - nC40) (Calcul)	mg/kg M.S.	<4.00	<4.00	12.5	7.84	10.6	13.1

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		001	002	003	004	005	006
Référence client :		PM1 (0-2)	PM1 (2-2,5)	PM2 (0-0,7)	PM2 (0,7-2,5)	PM3 (0-0,4)	PM3 (0,4-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Hydrocarbures totaux							
ZS0DY : **Découpage 8 tranches HCT-CPG nC10 à nC40**							
> C10 - C12 inclus (%)	%	-	-	0.30	4.70	0.65	4.95
> C12 - C16 inclus (%)	%	-	-	8.37	46.47	6.12	37.61
> C16 - C20 inclus (%)	%	-	-	7.54	12.21	8.98	13.27
> C20 - C24 inclus (%)	%	-	-	6.03	3.85	7.13	3.60
> C24 - C28 inclus (%)	%	-	-	11.97	3.92	22.89	7.41
> C28 - C32 inclus (%)	%	-	-	36.78	16.83	22.52	21.90
> C32 - C36 inclus (%)	%	-	-	22.83	10.20	19.31	10.63
> C36 - C40 exclus (%)	%	-	-	6.18	1.83	12.39	0.62
> C10 - C12 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	0.09	1.62	0.16	2.65
> C12 - C16 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	2.39	16.00	1.49	20.14
> C16 - C20 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	2.15	4.20	2.19	7.11
> C20 - C24 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	1.72	1.33	1.74	1.93
> C24 - C28 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	3.41	1.35	5.58	3.97
> C28 - C32 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	10.48	5.79	5.49	11.73
> C32 - C36 inclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	6.51	3.51	4.71	5.69
> C36 - C40 exclus	mg/kg M.S.	<2.000	<2.000	1.76	0.63	3.02	0.33
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)							
LSRHU : **Naphtalène**	mg/kg M.S.	* 0.72		* 0.45		* 0.81	
LSRHI : **Fluorène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* 0.092	* <0.05	* 0.07	* <0.05	* 0.23
LSRHJ : **Phénanthrène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* 0.058	* <0.05	* <0.05	* 0.095	* 0.14
LSRHM : **Pyrène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.32	* <0.05
LSRHN : **Benzo-(a)-anthracène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.15	* <0.05
LSRHP : **Chrysène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.17	* <0.05
LSRHS : **Indeno (1,2,3-cd) Pyrène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LSRHT : **Dibenzo(a,h)anthracène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		001	002	003	004	005	006
Référence client :		PM1 (0-2)	PM1 (2-2,5)	PM2 (0-0,7)	PM2 (0,7-2,5)	PM3 (0-0,4)	PM3 (0,4-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)							
LSRHV : **Acénaphthylène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LSRHW : **Acénaphtène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.083
LSRHK : **Anthracène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.068	* <0.05
LSRHL : **Fluoranthène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.34	* <0.05
LSRHQ : **Benzo(b)fluoranthène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.2	* <0.05
LSRHR : **Benzo(k)fluoranthène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.069	* <0.05
LSRHH : **Benzo(a)pyrène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.16	* <0.05
LSRHX : **Benzo(ghi)Pérylène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* 0.11	* <0.05
LSFF9 : **Somme des HAP**	mg/kg M.S.		0.87		0.52		1.3
ZS04B : **Somme 15 HAP + Naphtalène (Volatils)**	mg/kg M.S.	<0.05		<0.05		1.68	
Polychlorobiphényles (PCBs)							
LS3U7 : **PCB 28**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3UB : **PCB 52**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3U8 : **PCB 101**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3U6 : **PCB 118**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3U9 : **PCB 138**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3UA : **PCB 153**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3UC : **PCB 180**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LSFEH : **Somme PCB (7)**	mg/kg M.S.	<0.010	<0.010	<0.010	<0.010	<0.010	<0.010
Composés Volatils							
ZS0BX : **Indice hydrocarbures volatils (C5-C10)**							
C5-C6 Aliphatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
>C6-C8 Aliphatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
>C8-C10 Aliphatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
C6-C9 Aromatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		001		002		003		004		005		006	
Référence client :		PM1 (0-2)		PM1 (2-2,5)		PM2 (0-0,7)		PM2 (0,7-2,5)		PM3 (0-0,4)		PM3 (0,4-2,5)	
Matrice :		SOL		SOL		SOL		SOL		SOL		SOL	
Date de prélèvement :		30/04/2026		30/04/2026		30/04/2026		30/04/2026		30/04/2026		30/04/2026	
Date de début d'analyse :		05/05/2026		05/05/2026		05/05/2026		05/05/2026		05/05/2026		05/05/2026	
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C		19.3°C		19.3°C		19.3°C		19.3°C		19.3°C	
Composés Volatils													
ZS0BX : **Indice hydrocarbures volatils (C5-C10)**													
>C9-C10 Aromatiques	mg/kg M.S.			<1.00				<1.00				<1.00	
C5-C10 Total	mg/kg M.S.			<1.00				<1.00				<1.00	
C5-C8 Total	mg/kg M.S.			<1.00				<1.00				<1.00	
LS32C : **Naphtalène**	mg/kg M.S.	*	<0.05			*	<0.05			*	<0.05		
LS0Y1 : **Dichlorométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05
LS0XT : **Chlorure de vinyle**	mg/kg M.S.	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02
LS0YP : **1,1-Dichloroéthylène**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0YQ : **Trans-1,2-dichloroéthylène**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0YR : **cis 1,2-Dichloroéthylène**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0YS : **Chloroforme**	mg/kg M.S.	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02
LS0Y2 : **Tetrachlorométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02
LS0YN : **1,1-Dichloroéthane**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0XY : **1,2-Dichloroéthane**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05
LS0YL : **1,1,1-Trichloroéthane**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0YZ : **1,1,2-Trichloroéthane**	mg/kg M.S.	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20
LS0Y0 : **Trichloroéthylène**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05
LS0XZ : **Tetrachloroéthylène**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05
LS0Z1 : **Bromochlorométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20
LS0Z0 : **Dibromométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20
LS0XX : **1,2-Dibromoéthane**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05
LS0YY : **Bromoforme (tribromométhane)**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0Z2 : **Bromodichlorométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20
LS0Z3 : **Dibromochlorométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20
LS32P : **Somme des 19 COHV**	mg/kg M.S.		<0.20		<0.20		<0.20		<0.20		<0.20		<0.20
LS0XU : **Benzène**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		001		002		003		004		005		006	
Référence client :		PM1 (0-2)		PM1 (2-2,5)		PM2 (0-0,7)		PM2 (0,7-2,5)		PM3 (0-0,4)		PM3 (0,4-2,5)	
Matrice :		SOL		SOL		SOL		SOL		SOL		SOL	
Date de prélèvement :		30/04/2026		30/04/2026		30/04/2026		30/04/2026		30/04/2026		30/04/2026	
Date de début d'analyse :		05/05/2026		05/05/2026		05/05/2026		05/05/2026		05/05/2026		05/05/2026	
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C		19.3°C		19.3°C		19.3°C		19.3°C		19.3°C	
Composés Volatils													
ZS0BX : **Indice hydrocarbures volatils (C5-C10)**													
>C9-C10 Aromatiques	mg/kg M.S.			<1.00				<1.00				<1.00	
C5-C10 Total	mg/kg M.S.			<1.00				<1.00				<1.00	
C5-C8 Total	mg/kg M.S.			<1.00				<1.00				<1.00	
LS32C : **Naphtalène**	mg/kg M.S.	*	<0.05			*	<0.05			*	<0.05		
LS0Y1 : **Dichlorométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05
LS0XT : **Chlorure de vinyle**	mg/kg M.S.	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02
LS0YP : **1,1-Dichloroéthylène**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0YQ : **Trans-1,2-dichloroéthylène**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0YR : **cis 1,2-Dichloroéthylène**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0YS : **Chloroforme**	mg/kg M.S.	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02
LS0Y2 : **Tetrachlorométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02	*	<0.02
LS0YN : **1,1-Dichloroéthane**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0XY : **1,2-Dichloroéthane**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05
LS0YL : **1,1,1-Trichloroéthane**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0YZ : **1,1,2-Trichloroéthane**	mg/kg M.S.	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20
LS0Y0 : **Trichloroéthylène**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05
LS0XZ : **Tetrachloroéthylène**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05
LS0Z1 : **Bromochlorométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20
LS0Z0 : **Dibromométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20
LS0XX : **1,2-Dibromoéthane**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05
LS0YY : **Bromoforme (tribromométhane)**	mg/kg M.S.	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10	*	<0.10
LS0Z2 : **Bromodichlorométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20
LS0Z3 : **Dibromochlorométhane**	mg/kg M.S.	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20	*	<0.20
LS32P : **Somme des 19 COHV**	mg/kg M.S.		<0.20		<0.20		<0.20		<0.20		<0.20		<0.20
LS0XU : **Benzène**	mg/kg M.S.	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05	*	<0.05

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		001	002	003	004	005	006
Référence client :		PM1 (0-2)	PM1 (2-2,5)	PM2 (0-0,7)	PM2 (0,7-2,5)	PM3 (0-0,4)	PM3 (0,4-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Composés Volatils							
LS0Y4 : **Toluène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0XW : **Ethylbenzène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0Y6 : **o-Xylène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0Y5 : **m+p-Xylène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0IK : **Somme des BTEX**	mg/kg M.S.	<0.0500	<0.0500	<0.0500	<0.0500	<0.0500	<0.0500
Lixiviation							
LSA36 : **Lixiviation 1x24 heures**							
Masse d'échantillon utilisée	g	* 2325.0		* 2588.0		* 2738.0	
Lixiviation 1x24 heures		* Fait		* Fait		* Fait	
Refus pondéral à 4 mm	%	* 41.8		* 66.8		* 84.2	
XXS4D : **Pesée échantillon lixiviation**							
Volume de lixiviant ajouté	ml	* 950		* 950		* 950	
Masse de la prise d'essai	g	* 95.6		* 94.7		* 93.5	
Analyses immédiates sur éluat							
LSQ13 : **Mesure du pH sur éluat**							
pH (Potentiel d'Hydrogène)		* 6.8		* 8.1		* 8.5	
Température	°C	20		20		20	
LSQ02 : **Conductivité à 25°C sur éluat**							
Conductivité corrigée automatiquement à 25°C	µS/cm	* 43		* 105		* 87	
Température de mesure de la conductivité	°C	20.3		19.9		20.1	
LSM46 : **Résidu sec à 105°C (Fraction soluble) sur éluat**							
Résidus secs à 105 °C	mg/kg M.S.	* <2000		* <2000		* <2000	
Résidus secs à 105°C (calcul)	% MS	* <0.2		* <0.2		* <0.2	
Indices de pollution sur éluat							

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		001	002	003	004	005	006
Référence client :		PM1 (0-2)	PM1 (2-2,5)	PM2 (0-0,7)	PM2 (0,7-2,5)	PM3 (0-0,4)	PM3 (0,4-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Indices de pollution sur éluat							
LSM68 : **Carbone Organique par oxydation (COT) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <50		* 100		* <51	
LS04Y : **Chlorures sur éluat**	mg/kg M.S.	* <20.0		* <20.0		* <20.0	
LSN71 : **Fluorures sur éluat**	mg/kg M.S.	* <5.00		* 7.96		* <5.00	
LS04Z : **Sulfates sur éluat**	mg/kg M.S.	* 97.0		* 97.5		* <50.9	
LSM90 : **Indice phénol sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.50		* <0.50		* <0.50	
Métaux sur éluat							
LSM97 : **Antimoine (Sb) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.01		* <0.01		* <0.01	
LSM99 : **Arsenic (As) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.100		* <0.101		* <0.102	
LSN01 : **Baryum (Ba) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.100		* 0.105		* <0.102	
LSN05 : **Cadmium (Cd) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.002		* <0.002		* <0.002	
LSN08 : **Chrome (Cr) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.10		* <0.10		* <0.10	
LSN10 : **Cuivre (Cu) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.100		* <0.101		* <0.102	
LSN26 : **Molybdène (Mo) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.01		* 0.019		* <0.010	
LSN28 : **Nickel (Ni) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.100		* <0.101		* <0.102	
LSN33 : **Plomb (Pb) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.100		* <0.101		* <0.102	
LSN41 : **Sélénium (Se) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.01		* 0.016		* <0.01	
LSN53 : **Zinc (Zn) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.100		* <0.101		* <0.102	
LS04W : **Mercure (Hg) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.001		* <0.001		* <0.001	

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		007	008	009	010	011	012
Référence client :		PM4 (0-0,6)	PM4 (0,6-2,5)	PM5 (0-0,5)	PM5 (0,5-2,5)	PM6 (0-0,7)	PM6 (0,7-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Préparation Physico-Chimique							
ZS00U : **Prétraitement et séchage à 40°C**		* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait
LS896 : **Matière sèche**	% P.B.	* 93.0	* 84.6	* 95.6	* 87.3	* 95.0	* 81.4
Indices de pollution							
LS08X : **Carbone Organique Total (COT)**	mg C/kg M.S.	* 20300		* 43400		* 19900	
Métaux							
XXS01 : **Minéralisation eau régale - Bloc chauffant**		* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait	* Fait
LS865 : **Arsenic (As)**	mg/kg M.S.	* 5.77	* 14.7	* 11.1	* 8.77	* 6.62	* 66.9
LS870 : **Cadmium (Cd)**	mg/kg M.S.	* <0.40	* <0.40	* <0.40	* <0.40	* <0.40	* <0.40
LS872 : **Chrome (Cr)**	mg/kg M.S.	* 8.72	* 63.2	* 22.9	* 16.3	* 7.07	* 55.9
LS874 : **Cuivre (Cu)**	mg/kg M.S.	* 5.53	* 12.9	* 11.5	* <5.00	* 10.1	* 9.90
LS881 : **Nickel (Ni)**	mg/kg M.S.	* 10.1	* 1.69	* 15.3	* 6.39	* 7.94	* 8.90
LS883 : **Plomb (Pb)**	mg/kg M.S.	* 6.39	* 31.5	* 7.96	* 15.1	* 11.3	* 21.4
LS894 : **Zinc (Zn)**	mg/kg M.S.	* 20.9	* 6.15	* 34.0	* 17.0	* 28.3	* 14.5
LSA09 : **Mercure (Hg)**	mg/kg M.S.	* 0.11	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10
Hydrocarbures totaux							
LS919 : **Hydrocarbures totaux (4 tranches) (C10-C40)**							
Indice Hydrocarbures (C10-C40)	mg/kg M.S.	* 36.8	* 29.5	* <15.0	* <15.0	* 20.1	* 34.9
HCT (nC10 - nC16) (Calcul)	mg/kg M.S.	6.56	14.4	<4.00	<4.00	1.13	19.0
HCT (>nC16 - nC22) (Calcul)	mg/kg M.S.	0.83	6.66	<4.00	<4.00	1.77	4.24
HCT (>nC22 - nC30) (Calcul)	mg/kg M.S.	8.35	3.07	<4.00	<4.00	5.68	3.13
HCT (>nC30 - nC40) (Calcul)	mg/kg M.S.	21.1	5.43	<4.00	<4.00	11.5	8.51

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		007	008	009	010	011	012
Référence client :		PM4 (0-0,6)	PM4 (0,6-2,5)	PM5 (0-0,5)	PM5 (0,5-2,5)	PM6 (0-0,7)	PM6 (0,7-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Hydrocarbures totaux							
ZS0DY : **Découpage 8 tranches HCT-CPG nC10 à nC40**							
> C10 - C12 inclus (%)	%	1.55	5.49	-	-	2.28	7.68
> C12 - C16 inclus (%)	%	16.26	43.14	-	-	3.36	46.82
> C16 - C20 inclus (%)	%	0.08	20.56	-	-	5.19	11.46
> C20 - C24 inclus (%)	%	4.29	4.33	-	-	7.21	1.26
> C24 - C28 inclus (%)	%	12.51	2.62	-	-	14.60	1.59
> C28 - C32 inclus (%)	%	16.06	16.00	-	-	19.06	20.43
> C32 - C36 inclus (%)	%	24.91	7.79	-	-	43.88	10.49
> C36 - C40 exclus (%)	%	24.35	0.07	-	-	4.41	0.27
> C10 - C12 inclus	mg/kg M.S.	0.57	1.62	<2.000	<2.000	0.46	2.68
> C12 - C16 inclus	mg/kg M.S.	5.99	12.73	<2.000	<2.000	0.67	16.34
> C16 - C20 inclus	mg/kg M.S.	0.03	6.07	<2.000	<2.000	1.04	4.000
> C20 - C24 inclus	mg/kg M.S.	1.58	1.28	<2.000	<2.000	1.45	0.44
> C24 - C28 inclus	mg/kg M.S.	4.61	0.77	<2.000	<2.000	2.93	0.55
> C28 - C32 inclus	mg/kg M.S.	5.91	4.72	<2.000	<2.000	3.82	7.13
> C32 - C36 inclus	mg/kg M.S.	9.17	2.30	<2.000	<2.000	8.80	3.66
> C36 - C40 exclus	mg/kg M.S.	8.96	0.02	<2.000	<2.000	0.88	0.09
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)							
LSRHU : **Naphtalène**	mg/kg M.S.		* 0.8		* 0.64		* 1.1
LSRHI : **Fluorène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* 0.23	* <0.05	* 0.13	* <0.05	* 0.18
LSRHJ : **Phénanthrène**	mg/kg M.S.	* 0.088	* 0.14	* <0.05	* 0.069	* 0.051	* 0.1
LSRHM : **Pyrène**	mg/kg M.S.	* 0.15	* <0.05	* 0.21	* <0.05	* 0.095	* <0.05
LSRHN : **Benzo-(a)-anthracène**	mg/kg M.S.	* 0.1	* <0.05	* 0.12	* <0.05	* 0.08	* <0.05
LSRHP : **Chrysène**	mg/kg M.S.	* 0.11	* <0.05	* 0.12	* <0.05	* 0.092	* <0.05
LSRHS : **Indeno (1,2,3-cd) Pyrène**	mg/kg M.S.	* 0.084	* <0.05	* 0.1	* <0.05	* 0.053	* <0.05
LSRHT : **Dibenzo(a,h)anthracène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		007	008	009	010	011	012
Référence client :		PM4 (0-0,6)	PM4 (0,6-2,5)	PM5 (0-0,5)	PM5 (0,5-2,5)	PM6 (0-0,7)	PM6 (0,7-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs)							
LSRHV : **Acénaphthylène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LSRHW : **Acénaphtène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* 0.095	* <0.05	* 0.077	* <0.05	* 0.058
LSRHK : **Anthracène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LSRHL : **Fluoranthène**	mg/kg M.S.	* 0.16	* <0.05	* 0.21	* <0.05	* 0.1	* <0.05
LSRHQ : **Benzo(b)fluoranthène**	mg/kg M.S.	* 0.12	* <0.05	* 0.15	* <0.05	* 0.1	* <0.05
LSRHR : **Benzo(k)fluoranthène**	mg/kg M.S.	* 0.051	* <0.05	* 0.066	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LSRHH : **Benzo(a)pyrène**	mg/kg M.S.	* 0.11	* <0.05	* 0.14	* <0.05	* 0.062	* <0.05
LSRHX : **Benzo(ghi)Pérylène**	mg/kg M.S.	* 0.093	* <0.05	* 0.11	* <0.05	* 0.055	* <0.05
LSFF9 : **Somme des HAP**	mg/kg M.S.		1.3		0.92		1.4
ZS04B : **Somme 15 HAP + Naphtalène (Volatils)**	mg/kg M.S.	1.07		1.23		0.688	
Polychlorobiphényles (PCBs)							
LS3U7 : **PCB 28**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3UB : **PCB 52**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3U8 : **PCB 101**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3U6 : **PCB 118**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3U9 : **PCB 138**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3UA : **PCB 153**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LS3UC : **PCB 180**	mg/kg M.S.	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01	* <0.01
LSFEH : **Somme PCB (7)**	mg/kg M.S.	<0.010	<0.010	<0.010	<0.010	<0.010	<0.010
Composés Volatils							
ZS0BX : **Indice hydrocarbures volatils (C5-C10)**							
C5-C6 Aliphatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
>C6-C8 Aliphatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
>C8-C10 Aliphatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
C6-C9 Aromatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		007	008	009	010	011	012
Référence client :		PM4 (0-0,6)	PM4 (0,6-2,5)	PM5 (0-0,5)	PM5 (0,5-2,5)	PM6 (0-0,7)	PM6 (0,7-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Composés Volatils							
ZS0BX : **Indice hydrocarbures volatils (C5-C10)**							
>C9-C10 Aromatiques	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
C5-C10 Total	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
C5-C8 Total	mg/kg M.S.		<1.00		<1.00		<1.00
LS32C : **Naphtalène**	mg/kg M.S.	* <0.05		* <0.05		* <0.05	
LS0Y1 : **Dichlorométhane**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0XT : **Chlorure de vinyle**	mg/kg M.S.	* <0.02	* <0.02	* <0.02	* <0.02	* <0.02	* <0.02
LS0YP : **1,1-Dichloroéthylène**	mg/kg M.S.	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10
LS0YQ : **Trans-1,2-dichloroéthylène**	mg/kg M.S.	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10
LS0YR : **cis 1,2-Dichloroéthylène**	mg/kg M.S.	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10
LS0YS : **Chloroforme**	mg/kg M.S.	* <0.02	* <0.02	* <0.02	* <0.02	* <0.02	* <0.02
LS0Y2 : **Tetrachlorométhane**	mg/kg M.S.	* <0.02	* <0.02	* <0.02	* <0.02	* <0.02	* <0.02
LS0YN : **1,1-Dichloroéthane**	mg/kg M.S.	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10
LS0XY : **1,2-Dichloroéthane**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0YL : **1,1,1-Trichloroéthane**	mg/kg M.S.	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10
LS0YZ : **1,1,2-Trichloroéthane**	mg/kg M.S.	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20
LS0Y0 : **Trichloroéthylène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0XZ : **Tetrachloroéthylène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0Z1 : **Bromochlorométhane**	mg/kg M.S.	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20
LS0Z0 : **Dibromométhane**	mg/kg M.S.	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20
LS0XX : **1,2-Dibromoéthane**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0YY : **Bromoforme (tribromométhane)**	mg/kg M.S.	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10	* <0.10
LS0Z2 : **Bromodichlorométhane**	mg/kg M.S.	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20
LS0Z3 : **Dibromochlorométhane**	mg/kg M.S.	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20	* <0.20
LS32P : **Somme des 19 COHV**	mg/kg M.S.	<0.20	<0.20	<0.20	<0.20	<0.20	<0.20
LS0XU : **Benzène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		007	008	009	010	011	012
Référence client :		PM4 (0-0,6)	PM4 (0,6-2,5)	PM5 (0-0,5)	PM5 (0,5-2,5)	PM6 (0-0,7)	PM6 (0,7-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Composés Volatils							
LS0Y4 : **Toluène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0XW : **Ethylbenzène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0Y6 : **o-Xylène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0Y5 : **m+p-Xylène**	mg/kg M.S.	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05	* <0.05
LS0IK : **Somme des BTEX**	mg/kg M.S.	<0.0500	<0.0500	<0.0500	<0.0500	<0.0500	<0.0500
Lixiviation							
LSA36 : **Lixiviation 1x24 heures**							
Masse d'échantillon utilisée	g	* 2809.0		* 2719.0		* 2849.0	
Lixiviation 1x24 heures		* Fait		* Fait		* Fait	
Refus pondéral à 4 mm	%	* 80.7		* 57.9		* 61.5	
XXS4D : **Pesée échantillon lixiviation**							
Volume de lixiviant ajouté	ml	* 950		* 950		* 950	
Masse de la prise d'essai	g	* 93.8		* 94.3		* 94.8	
Analyses immédiates sur éluat							
LSQ13 : **Mesure du pH sur éluat**							
pH (Potentiel d'Hydrogène)		* 9.3		* 7.9		* 8.2	
Température	°C	20		20		21	
LSQ02 : **Conductivité à 25°C sur éluat**							
Conductivité corrigée automatiquement à 25°C	µS/cm	* 63		* 63		* 78	
Température de mesure de la conductivité	°C	19.8		20.5		20.8	
LSM46 : **Résidu sec à 105°C (Fraction soluble) sur éluat**							
Résidus secs à 105 °C	mg/kg M.S.	* <2000		* <2000		* <2000	
Résidus secs à 105°C (calcul)	% MS	* <0.2		* <0.2		* <0.2	
Indices de pollution sur éluat							

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

N° Echantillon		007	008	009	010	011	012
Référence client :		PM4 (0-0,6)	PM4 (0,6-2,5)	PM5 (0-0,5)	PM5 (0,5-2,5)	PM6 (0-0,7)	PM6 (0,7-2,5)
Matrice :		SOL	SOL	SOL	SOL	SOL	SOL
Date de prélèvement :		30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026	30/04/2026
Date de début d'analyse :		05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026	05/05/2026
Température de l'air de l'enceinte :		19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C	19.3°C
Indices de pollution sur éluat							
LSM68 : **Carbone Organique par oxydation (COT) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <51		* <50		* <50	
LS04Y : **Chlorures sur éluat**	mg/kg M.S.	* <20.0		* <20.0		* <20.0	
LSN71 : **Fluorures sur éluat**	mg/kg M.S.	* <5.00		* <5.00		* <5.00	
LS04Z : **Sulfates sur éluat**	mg/kg M.S.	* <50.7		* <50.5		* <50.1	
LSM90 : **Indice phénol sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.50		* <0.50		* <0.50	
Métaux sur éluat							
LSM97 : **Antimoine (Sb) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.01		* <0.01		* <0.01	
LSM99 : **Arsenic (As) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.101		* <0.101		* <0.100	
LSN01 : **Baryum (Ba) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.101		* <0.101		* <0.100	
LSN05 : **Cadmium (Cd) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.002		* <0.002		* <0.002	
LSN08 : **Chrome (Cr) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.10		* <0.10		* <0.10	
LSN10 : **Cuivre (Cu) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.101		* <0.101		* <0.100	
LSN26 : **Molybdène (Mo) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.010		* <0.010		* <0.01	
LSN28 : **Nickel (Ni) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.101		* <0.101		* <0.100	
LSN33 : **Plomb (Pb) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.101		* <0.101		* <0.100	
LSN41 : **Sélénium (Se) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.01		* <0.01		* <0.01	
LSN53 : **Zinc (Zn) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.101		* <0.101		* <0.100	
LS04W : **Mercure (Hg) sur éluat**	mg/kg M.S.	* <0.001		* <0.001		* <0.001	

ACCREDITATION
N° 1- 1488
Portée disponible sur
www.cofrac.fr

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT
FRANCE SAS

RAPPORT D'ANALYSE

Dossier N° : 26E078878

Version du : 15/05/2026

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Date de réception technique : 04/05/2026

Première date de réception physique : 04/05/2026 16:10:47

Référence Dossier : N° Projet : 2026BES0014Aa
Nom Projet : COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86
Référence Commande : 2026BES0014Aa

Observations	N° d'échantillon	Référence client
La conformité relative à la température relevée à réception des échantillons n'est pas remplie.	(001) (002) (003) (004) (005) (006) (007) (008) (009) (010) (011) (012)	PM1 (0-2) / PM1 (2-2,5) / PM2 (0-0,7) / PM2 (0,7-2,5) / PM3 (0-0,4) / PM3 (0,4-2,5) / PM4 (0-0,6) / PM4 (0,6-2,5) / PM5 (0-0,5) / PM5 (0,5-2,5) / PM6 (0-0,7) / PM6 (0,7-2,5) /
Spectrophotométrie visible automatisée : le pH de l'échantillon n'étant pas compris dans le domaine d'application (5 < pH < 9), l'échantillon a été stabilisé avant sa mise en analyse.	(007)	PM4 (0-0,6)



Marie DIEBOLT
Coordinateur(rice) Projets Clients

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 19 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Les résultats et conclusions éventuelles s'appliquent à l'échantillon tel qu'il a été reçu. Les données transmises par le client pouvant affecter la validité des résultats (la date de prélèvement, la matrice, la référence échantillon et autres informations identifiées comme provenant du client), ne sauraient engager la responsabilité du laboratoire.
Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Les résultats précédés du signe < correspondent aux limites de quantification, elles sont la responsabilité du laboratoire et fonction de la matrice.

Tous les éléments de traçabilité et incertitude (déterminée avec k = 2) sont disponibles sur demande.

Laboratoire agréé par le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement – Détail disponible sur demande

Le résultat d'une somme de paramètres est soumis à une méthodologie spécifique développée par notre laboratoire. Celle-ci peut dépendre de la LQ règlementaire du ou des paramètres sommés. Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter votre chargé d'affaires ou votre coordinateur de projet client.

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

Annexe technique

Dossier N° :26E078878

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Emetteur : M Yvan COIC

Commande EOL : 006-10514-1462207

Nom projet : N° Projet : 2026BES0014Aa
COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86

Référence commande : 2026BES0014Aa

Sol

Code	Analyse	Principe et référence de la méthode	LQI	Incertitude à la LQ	Unité	Prestation réalisée sur le site de :
LS04W	Mercure (Hg) sur éluat	ICP/MS - NF EN ISO 17294-2	0.001	50%	mg/kg M.S.	Eurofins Analyses pour l'Environnemen France
LS04Y	Chlorures sur éluat	Spectrophotométrie (UV/VIS) [Spectrométrie visible automatisée] - NF EN ISO 15923-1	20	23%	mg/kg M.S.	
LS04Z	Sulfates sur éluat		50	20%	mg/kg M.S.	
LS08X	Carbone Organique Total (COT)	Combustion [sèche] - NF ISO 10694 - Détermination directe	1000	40%	mg C/kg M.S.	
LS0IK	Somme des BTEX	Calcul - Calcul			mg/kg M.S.	
LS0XT	Chlorure de vinyle	HS - GC/MS [Extraction méthanolique] - NF EN ISO 22155	0.02	46%	mg/kg M.S.	
LS0XU	Benzène		0.05	40%	mg/kg M.S.	
LS0XW	Ethylbenzène		0.05	47%	mg/kg M.S.	
LS0XX	1,2-Dibromoéthane		0.05	77%	mg/kg M.S.	
LS0XY	1,2-Dichloroéthane		0.05	55%	mg/kg M.S.	
LS0XZ	Tetrachloroéthylène		0.05	55%	mg/kg M.S.	
LS0Y0	Trichloroéthylène		0.05	45%	mg/kg M.S.	
LS0Y1	Dichlorométhane		0.05	50%	mg/kg M.S.	
LS0Y2	Tetrachlorométhane		0.02	41%	mg/kg M.S.	
LS0Y4	Toluène		0.05	47%	mg/kg M.S.	
LS0Y5	m+p-Xylène		0.05	47%	mg/kg M.S.	
LS0Y6	o-Xylène		0.05	45%	mg/kg M.S.	
LS0YL	1,1,1-Trichloroéthane		0.1	40%	mg/kg M.S.	
LS0YN	1,1-Dichloroéthane		0.1	40%	mg/kg M.S.	
LS0YP	1,1-Dichloroéthylène		0.1	35%	mg/kg M.S.	
LS0YQ	Trans-1,2-dichloroéthylène		0.1	45%	mg/kg M.S.	
LS0YR	cis 1,2-Dichloroéthylène		0.1	50%	mg/kg M.S.	
LS0YS	Chloroforme		0.02	40%	mg/kg M.S.	
LS0YY	Bromoforme (tribromométhane)		0.1	55%	mg/kg M.S.	
LS0YZ	1,1,2-Trichloroéthane		0.2	55%	mg/kg M.S.	
LS0Z0	Dibromométhane		0.2	55%	mg/kg M.S.	
LS0Z1	Bromochlorométhane		0.2	50%	mg/kg M.S.	
LS0Z2	Bromodichlorométhane		0.2	45%	mg/kg M.S.	
LS0Z3	Dibromochlorométhane		0.2	45%	mg/kg M.S.	
LS32C	Naphtalène		0.05	36%	mg/kg M.S.	
LS32P	Somme des 19 COHV	HS - GC/MS [Extraction méthanolique] - Calcul			mg/kg M.S.	

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

Annexe technique

Dossier N° :26E078878

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Emetteur : M Yvan COIC

Commande EOL : 006-10514-1462207

Nom projet : N° Projet : 2026BES0014Aa
COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86

Référence commande : 2026BES0014Aa

Sol

Code	Analyse	Principe et référence de la méthode	LQI	Incertitude à la LQ	Unité	Prestation réalisée sur le site de :
LS3U6	PCB 118	GC/MS/MS [ou GC/ECD - Extraction Hexane / Acétone] - NF EN ISO 18475	0.01	37%	mg/kg M.S.	
LS3U7	PCB 28		0.01	32%	mg/kg M.S.	
LS3U8	PCB 101		0.01	39%	mg/kg M.S.	
LS3U9	PCB 138		0.01	37%	mg/kg M.S.	
LS3UA	PCB 153		0.01	32%	mg/kg M.S.	
LS3UB	PCB 52		0.01	30%	mg/kg M.S.	
LS3UC	PCB 180		0.01	34%	mg/kg M.S.	
LS865	Arsenic (As)	ICP/AES [Minéralisation à l'eau régale] - NF EN ISO 11885 - NF EN ISO 54321	1	40%	mg/kg M.S.	
LS870	Cadmium (Cd)		0.4	40%	mg/kg M.S.	
LS872	Chrome (Cr)		5	35%	mg/kg M.S.	
LS874	Cuivre (Cu)		5	45%	mg/kg M.S.	
LS881	Nickel (Ni)		1	40%	mg/kg M.S.	
LS883	Plomb (Pb)		5	35%	mg/kg M.S.	
LS894	Zinc (Zn)		5	50%	mg/kg M.S.	
LS896	Matière sèche	Gravimétrie - NF ISO 11465	0.1	5%	% P.B.	
LS919	Hydrocarbures totaux (4 tranches) (C10-C40)	GC/FID [Extraction Hexane / Acétone] - NF EN ISO 16703				
	Indice Hydrocarbures (C10-C40)		15	45%	mg/kg M.S.	
	HCT (nC10 - nC16) (Calcul)				mg/kg M.S.	
	HCT (>nC16 - nC22) (Calcul)				mg/kg M.S.	
	HCT (>nC22 - nC30) (Calcul)				mg/kg M.S.	
	HCT (>nC30 - nC40) (Calcul)				mg/kg M.S.	
LSA09	Mercure (Hg)	SFA / vapeurs froides (CV-AAS) [Minéralisation à l'eau régale] - NF EN ISO 54321 - NF ISO 16772	0.1	40%	mg/kg M.S.	
LSA36	Lixiviation 1x24 heures	Lixiviation [Ratio L/S = 10 l/kg - Broyage par concasseur à mâchoires] - NF EN 12457-2				
	Masse d'échantillon utilisée				g	
	Lixiviation 1x24 heures					
	Refus pondéral à 4 mm		0.1		%	
LSFEH	Somme PCB (7)	Calcul - Calcul			mg/kg M.S.	
LSFF9	Somme des HAP				mg/kg M.S.	
LSM46	Résidu sec à 105°C (Fraction soluble) sur éluat	Gravimétrie - NF T 90-029				
	Résidus secs à 105 °C		2000	20%	mg/kg M.S.	
	Résidus secs à 105°C (calcul)		0.2		% MS	

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

Annexe technique

Dossier N° :26E078878

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Emetteur : M Yvan COIC

Commande EOL : 006-10514-1462207

Nom projet : N° Projet : 2026BES0014Aa
COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86

Référence commande : 2026BES0014Aa

Sol

Code	Analyse	Principe et référence de la méthode	LQI	Incertitude à la LQ	Unité	Prestation réalisée sur le site de :
LSM68	Carbone Organique par oxydation (COT) sur éluat	Spectrophotométrie (IR) [Oxydation à chaud en milieu acide] - NF EN 1484	50	45%	mg/kg M.S.	
LSM90	Indice phénol sur éluat	Flux continu - NF EN ISO 14402 (adaptée sur sédiment,boue)	0.5	43%	mg/kg M.S.	
LSM97	Antimoine (Sb) sur éluat	ICP/MS - NF EN ISO 17294-2	0.01	25%	mg/kg M.S.	
LSM99	Arsenic (As) sur éluat		0.1	25%	mg/kg M.S.	
LSN01	Baryum (Ba) sur éluat		0.1	25%	mg/kg M.S.	
LSN05	Cadmium (Cd) sur éluat		0.002	30%	mg/kg M.S.	
LSN08	Chrome (Cr) sur éluat		0.1	25%	mg/kg M.S.	
LSN10	Cuivre (Cu) sur éluat		0.1	15%	mg/kg M.S.	
LSN26	Molybdène (Mo) sur éluat		0.01	25%	mg/kg M.S.	
LSN28	Nickel (Ni) sur éluat		0.1	20%	mg/kg M.S.	
LSN33	Plomb (Pb) sur éluat		0.1	20%	mg/kg M.S.	
LSN41	Sélénium (Se) sur éluat		0.01	35%	mg/kg M.S.	
LSN53	Zinc (Zn) sur éluat		0.1	28%	mg/kg M.S.	
LSN71	Fluorures sur éluat	Electrométrie [Potentiometrie] - NF T 90-004	5	14%	mg/kg M.S.	
LSQ02	Conductivité à 25°C sur éluat Conductivité corrigée automatiquement à 25°C Température de mesure de la conductivité	Potentiométrie [Méthode à la sonde] - NF EN 27888	15	30%	µS/cm °C	
LSQ13	Mesure du pH sur éluat pH (Potentiel d'Hydrogène) Température	Potentiométrie - NF EN ISO 10523			 °C	
LSRHH	Benzo(a)pyrène	GC/MS/MS [Extraction Hexane / Acétone] - NF ISO 18287	0.05	37%	mg/kg M.S.	
LSRHI	Fluorène		0.05	32%	mg/kg M.S.	
LSRHJ	Phénanthrène		0.05	31%	mg/kg M.S.	
LSRHK	Anthracène		0.05	28%	mg/kg M.S.	
LSRHL	Fluoranthène		0.05	34%	mg/kg M.S.	
LSRHM	Pyrène		0.05	34%	mg/kg M.S.	
LSRHN	Benzo-(a)-anthracène		0.05	29%	mg/kg M.S.	
LSRHP	Chrysène		0.05	33%	mg/kg M.S.	
LSRHQ	Benzo(b)fluoranthène		0.05	36%	mg/kg M.S.	
LSRHR	Benzo(k)fluoranthène		0.05	41%	mg/kg M.S.	
LSRHS	Indeno (1,2,3-cd) Pyrène		0.05	43%	mg/kg M.S.	
LSRHT	Dibenzo(a,h)anthracène		0.05	43%	mg/kg M.S.	
LSRHU	Naphtalène		0.05	32%	mg/kg M.S.	

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

Annexe technique

Dossier N° :26E078878

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Emetteur : M Yvan COIC

Commande EOL : 006-10514-1462207

Nom projet : N° Projet : 2026BES0014Aa
COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86

Référence commande : 2026BES0014Aa

Sol

Code	Analyse	Principe et référence de la méthode	LQI	Incertitude à la LQ	Unité	Prestation réalisée sur le site de :
LSRHV	Acénaphthylène		0.05	30%	mg/kg M.S.	
LSRHW	Acénaphtène		0.05	25%	mg/kg M.S.	
LSRHX	Benzo(ghi)Pérylène		0.05	43%	mg/kg M.S.	
XXS01	Minéralisation eau régale - Bloc chauffant	Digestion acide -				
XXS4D	Pesée échantillon lixiviation	Gravimétrie - NF EN 12457-2				
	Volume de lixiviant ajouté				ml	
	Masse de la prise d'essai				g	
ZS00U	Prétraitement et séchage à 40°C	Séchage [sur la totalité de l'échantillon sauf mention contraire] - NF EN 16179				
ZS04B	Somme 15 HAP + Naphtalène (Volatils)	Calcul -			mg/kg M.S.	
ZS0BX	Indice hydrocarbures volatils (C5-C10)	HS - GC/MS - NF EN ISO 16558-1				
	C5-C6 Aliphatiques		1		mg/kg M.S.	
	>C6-C8 Aliphatiques		1		mg/kg M.S.	
	>C8-C10 Aliphatiques		1		mg/kg M.S.	
	C6-C9 Aromatiques		1		mg/kg M.S.	
	>C9-C10 Aromatiques		1		mg/kg M.S.	
	C5-C10 Total		1		mg/kg M.S.	
	C5-C8 Total		1		mg/kg M.S.	
ZS0DY	Découpage 8 tranches HCT-CPG nC10 à nC40	Calcul - Méthode interne				
	> C10 - C12 inclus (%)				%	
	> C12 - C16 inclus (%)				%	
	> C16 - C20 inclus (%)				%	
	> C20 - C24 inclus (%)				%	
	> C24 - C28 inclus (%)				%	
	> C28 - C32 inclus (%)				%	
	> C32 - C36 inclus (%)				%	
	> C36 - C40 exclus (%)				%	
	> C10 - C12 inclus				mg/kg M.S.	
	> C12 - C16 inclus				mg/kg M.S.	
	> C16 - C20 inclus				mg/kg M.S.	
	> C20 - C24 inclus				mg/kg M.S.	
	> C24 - C28 inclus				mg/kg M.S.	
	> C28 - C32 inclus				mg/kg M.S.	
	> C32 - C36 inclus				mg/kg M.S.	
	> C36 - C40 exclus				mg/kg M.S.	

EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE SAS

Annexe de traçabilité des échantillons

Cette traçabilité recense les flaconnages des échantillons scannés dans EOL sur le terrain avant envoi au laboratoire

Dossier N° : 26E078878

N° de rapport d'analyse : AR-26-LK-088437-01

Emetteur :

Commande EOL : 006-10514-1462207

Nom projet : N° Projet : 2026BES0014Aa
COÏC Yvan
Nom Commande : 2026BES0014Aa_RESOTAINER_DIAG_JOUSSE 86

Référence commande : 2026BES0014Aa

Sol

N° Ech	Référence Client	Date & Heure Prélèvement	Date de Réception Physique (1)	Date de Réception Technique (2)	Code-Barre	Nom Flacon
001	PM1 (0-2)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	P09734584	Seau Lixi
002	PM1 (2-2,5)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	V05A0571421	374mL verre (sol)
003	PM2 (0-0,7)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	P09734583	Seau Lixi
004	PM2 (0,7-2,5)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	V05A0571425	374mL verre (sol)
005	PM3 (0-0,4)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	P09734582	Seau Lixi
006	PM3 (0,4-2,5)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	V05A0571242	374mL verre (sol)
007	PM4 (0-0,6)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	P09734586	Seau Lixi
008	PM4 (0,6-2,5)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	V05A0571423	374mL verre (sol)
009	PM5 (0-0,5)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	P09734594	Seau Lixi
010	PM5 (0,5-2,5)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	V05A0571417	374mL verre (sol)
011	PM6 (0-0,7)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	P09734585	Seau Lixi
012	PM6 (0,7-2,5)	30/04/2026 14:00:00	04/05/2026 16:10:47	04/05/2026	V05A0571247	374mL verre (sol)

(1) : Date à laquelle l'échantillon a été réceptionné au laboratoire.
Lorsque l'information n'a pas pu être récupérée, cela est signalé par la mention N/A (non applicable).

(2) : Date à laquelle le laboratoire disposait de toutes les informations nécessaires pour finaliser l'enregistrement de l'échantillon.

A4	**CONDITIONS GENERALES DE L'OFFRE TECHNICO-COMMERCIALE**

CONDITIONS GENERALES

1. Avertissement, préambule

Toute commande et ses avenants éventuels impliquent de la part du co-contractant, ci-après dénommé « le Client », signataire du contrat et des avenants, acceptation sans réserve des présentes conditions générales.

Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres, sauf conditions particulières contenues dans le devis ou dérogation formelle et explicite. Toute modification de la commande ne peut être considérée comme acceptée qu'après accord écrit du Prestataire.

2. Déclarations obligatoires à la charge du Client, (DT, DICT, ouvrages exécutés)

Dans tous les cas, la responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en cas de dommages à des ouvrages publics ou privés (en particulier, ouvrages enterrés et canalisations) dont la présence et l'emplacement précis ne lui auraient pas été signalés par écrit préalablement à sa mission.

Conformément au décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, le Client doit fournir, à sa charge et sous sa responsabilité, l'implantation des réseaux privés, la liste et l'adresse des exploitants des réseaux publics à proximité des travaux, les plans, informations et résultats des investigations complémentaires consécutifs à sa Déclaration de projet de Travaux (DT). Ces informations sont indispensables pour permettre les éventuelles DICT (le délai de réponse est de 15 jours) et pour connaitre l'environnement du projet. En cas d'incertitude ou de complexité pour la localisation des réseaux sur domaine public, il pourra être nécessaire de faire réaliser, à la charge du Client, des fouilles manuelles pour les repérer. Les conséquences et la responsabilité de toute détérioration de ces réseaux par suite d'une mauvaise communication sont à la charge exclusive du Client.

Conformément à l'art L 411-1 du code minier, le Client s'engage à déclarer à la DREAL tout forage réalisé de plus de 10 m de profondeur. De même, conformément à l'article R 214-1 du code de l'environnement, le Client s'engage à déclarer auprès de la DDT du lieu des travaux les sondages et forages destinés à la recherche, à la surveillance ou au prélèvement d'eaux souterraines (piézomètres notamment). ERG est en mesure d'établir un devis pour ces différents types de déclaration.

3. Cadre de la mission, objet et nature des prestations, prestations exclues, limites de la mission

Le terme « prestation » désigne exclusivement les prestations énumérées dans le devis du Prestataire. Toute prestation différente de celles prévues fera l'objet d'un prix nouveau à négocier. Il est entendu que le Prestataire s'engage à procéder selon les moyens actuels de son art, à des recherches consciencieuses et à fournir les indications qu'on peut en attendre. Son obligation est une obligation de moyen et non de résultat au sens de la jurisprudence actuelle des tribunaux. Le Prestataire réalise la mission dans les strictes limites de sa définition donnée dans son offre (validité limitée à trois mois à compter de la date de son établissement), confirmée par le bon de commande ou un contrat signé du Client.

Hors domaine sites et sols pollués, la mission (géotechnique par exemple) et les investigations éventuelles n'abordent pas le contexte environnemental. Seule une étude environnementale spécifique comprenant des investigations adaptées permettra de détecter une éventuelle contamination des sols et/ou des eaux souterraines.

Le Prestataire n'est solidaire d'aucun autre intervenant sauf si la solidarité est explicitement convenue dans le devis ; dans ce cas, la solidarité ne s'exerce que sur la durée de la mission.

Par référence à la norme NF P 94-500, il appartient au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à toute entreprise de faire réaliser impérativement par des ingénieries compétentes chacune des missions géotechniques (successivement G1, G2, G3 et G4 et les investigations associées) pour suivre toutes les étapes d'élaboration et d'exécution du projet. Si la mission d'investigations est commandée seule, elle est limitée à l'exécution matérielle de sondages et à l'établissement d'un compte rendu factuel sans interprétation et elle exclut toute activité d'étude ou de conseil. La mission de diagnostic géotechnique G5 engage le géotechnicien uniquement dans le cadre strict des objectifs ponctuels fixés et acceptés. Si le Prestataire déclare être titulaire de la certification ISO 9001, le Client agit de telle sorte que le Prestataire puisse respecter les dispositions de son système qualité dans la réalisation de sa mission.

4. Plans et documents contractuels

Le Prestataire réalise la mission conformément à la réglementation en vigueur lors de son offre, sur la base des données communiquées par le Client. Le Client est seul responsable de l'exactitude de ces données. En cas d'absence de transmission ou d'erreur sur ces données, le Prestataire est exonéré de toute responsabilité.

5. Limites d'engagement sur les délais

Sauf indication contraire précise, les estimations de délais d'intervention et d'exécution données aux termes du devis ne sauraient engager le Prestataire. Sauf stipulation contraire, il ne sera pas appliqué de pénalités de retard et si tel devait être le cas elles seraient plafonnées à 5% de la commande. En toute hypothèse, la responsabilité du Prestataire est dégagée de plein droit en cas d'insuffisance des informations fournies par le Client ou si le Client n'a pas respecté ses obligations, en cas de force majeure ou d'événements imprévisibles (notamment la rencontre de sols inattendus, la survenance de circonstances naturelles exceptionnelles) et de manière générale en cas d'événement extérieur au Prestataire modifiant les conditions d'exécution des prestations objet de la commande ou les rendant impossibles.

Le Prestataire n'est pas responsable des délais de fabrication ou d'approvisionnement de fournitures lorsqu'elles font l'objet d'un contrat de négoce passé par le Client ou le Prestataire avec un autre Prestataire.

6. Formalités, autorisations et obligations d'information, accès, dégâts aux ouvrages et cultures

Toutes les démarches et formalités administratives ou autres, en particulier l'obtention de l'autorisation de pénétrer sur les lieux pour effectuer des prestations de la mission sont à la charge du Client. Le Client se charge d'une part d'obtenir et communiquer les autorisations requises pour l'accès du personnel et des matériels nécessaires au Prestataire en toute sécurité dans l'enceinte des propriétés privées ou sur le domaine public, d'autre part de fournir tous les documents relatifs aux dangers et aux risques cachés, notamment ceux liés aux réseaux, aux obstacles enterrés, à la pollution des sols et des nappes et à la présence d'amiante ou de matériaux amiantés. Le Client s'engage à communiquer les règles pratiques que les intervenants doivent respecter en matière de santé, sécurité et respect de l'environnement : il assure en tant que de besoin la formation du personnel, notamment celui du Prestataire, entrant dans ces domaines, préalablement à l'exécution de la mission. Le Client sera tenu responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel dû à une spécificité du site connue de lui et non clairement indiquée au Prestataire avant toutes interventions.

Sauf spécifications particulières, les travaux permettant l'accessibilité aux points de sondages ou d'essais et l'aménagement des plates-formes ou grutage nécessaires aux matériels utilisés sont à la charge du Client.

Les investigations peuvent entraîner d'inévitables dommages sur le site, en particulier sur la végétation, les cultures et les ouvrages existants, sans qu'il y ait négligence ou faute de la part de son exécutant. Les remises en état, réparations ou indemnisations correspondantes sont à la charge du Client.

7. Implantation, nivellement des sondages

Au cas où l'implantation des sondages est imposée par le Client ou son conseil, le Prestataire est exonéré de toute responsabilité dans les événements consécutifs à ladite implantation. La mission ne comprend pas les implantations topographiques permettant de définir l'emprise des ouvrages et zones à étudier ni la mesure des coordonnées précises des points de sondages ou d'essais. Les éventuelles altitudes indiquées pour chaque sondage (qu'il s'agisse de cotes de références rattachées à un repère arbitraire ou de cotes NGF) ne sont données qu'à titre indicatif. Seules font foi les profondeurs mesurées depuis le sommet des sondages et comptées à partir du niveau du sol au moment de la réalisation des essais. Pour que ces altitudes soient garanties, il convient qu'elles soient relevées par un Géomètre Expert avant remodelage du terrain. Il en va de même pour l'implantation des sondages sur le terrain.

8. Hydrogéologie
Les niveaux d'eau indiqués dans le rapport correspondent uniquement aux niveaux relevés au droit des sondages exécutés et à un moment précis. En dépit de la qualité de l'étude, les aléas suivants subsistent, notamment la variation des niveaux d'eau en relation avec la météo ou une modification de l'environnement des études. Seule une étude hydrogéologique spécifique permet de déterminer les amplitudes de variation de ces niveaux, les cotes de crue et les PHEC (Plus Hautes Eaux Connues).

9. Recommandations, aléas, écart entre prévision de l'étude et réalité en cours de travaux
Si, en l'absence de plans précis des ouvrages projetés, le Prestataire a été amené à faire une ou des hypothèses sur le projet, il appartient au Client de lui communiquer par écrit ses observations éventuelles sans quoi, il ne pourrait en aucun cas et pour quelque raison que ce soit lui être reproché d'avoir établi son étude dans ces conditions.
L'étude géotechnique s'appuie sur les renseignements reçus concernant le projet, sur un nombre limité de sondages et d'essais, et sur des profondeurs d'investigations limitées qui ne permettent pas de lever toutes les incertitudes inéluctables à cette science naturelle. En dépit de la qualité de l'étude, des incertitudes subsistent du fait notamment du caractère ponctuel des investigations, de la variation d'épaisseur des remblais et/ou des différentes couches, de la présence de vestiges enterrés. Les conclusions géotechniques ne peuvent donc conduire à traiter à forfait le prix des fondations compte tenu d'une hétérogénéité, naturelle ou du fait de l'homme, toujours possible et des aléas d'exécution pouvant survenir lors de la découverte des terrains. Si un caractère évolutif particulier a été mis en lumière (notamment glissement, érosion, dissolution, remblais évolutifs, tourbe), l'application des recommandations du rapport nécessite une actualisation à chaque étape du projet notamment s'il s'écoule un laps de temps important avant l'étape suivante.
L'estimation des quantités des ouvrages géotechniques nécessite une mission d'étude géotechnique de conception G2 (phase projet). Les éléments géotechniques non décelés par l'étude et mis en évidence lors de l'exécution (pouvant avoir une incidence sur les conclusions du rapport) et les incidents importants survenus au cours des travaux (notamment glissement, dommages aux avoisinants ou aux existants) doivent obligatoirement être portés à la connaissance du Prestataire ou signalés aux géotechniciens chargés des missions de suivi géotechnique d'exécution G3 et de supervision géotechnique d'exécution G4, afin que les conséquences sur la conception géotechnique et les conditions d'exécution soient analysées par un homme de l'art.

10. Rapport de mission, réception des travaux, fin de mission, délais de validation des documents par le client
A défaut de clauses spécifiques contractuelles, la remise du dernier document à fournir dans le cadre de la mission fixe le terme de la mission. La date de la fin de mission est celle de l'approbation par le Client du dernier document à fournir dans le cadre de la mission. L'approbation doit intervenir au plus tard deux semaines après sa remise au Client, et est considérée implicite en cas de silence. La fin de la mission donne lieu au paiement du solde de la mission.

11. Réserve de propriété, confidentialité, propriété des études, diagrammes
Les coupes de sondages, plans et documents établis par les soins du Prestataire dans le cadre de sa mission ne peuvent être utilisés, publiés ou reproduits par des tiers sans son autorisation. Le Client ne devient propriétaire des prestations réalisées par le Prestataire qu'après règlement intégral des sommes dues. Le Client ne peut pas les utiliser pour d'autres ouvrages sans accord écrit préalable du Prestataire. Le Client s'engage à maintenir confidentielle et à ne pas utiliser pour son propre compte ou celui de tiers toute information se rapportant au savoir-faire du Prestataire, qu'il soit breveté ou non, portée à sa connaissance au cours de la mission et qui n'est pas dans le domaine public, sauf accord préalable écrit du Prestataire. Si dans le cadre de sa mission, le Prestataire mettait au point une nouvelle technique, celle-ci serait sa propriété. Le Prestataire serait libre de déposer tout brevet s'y rapportant, le Client bénéficiant, dans ce cas, d'une licence non exclusive et non cessible, à titre gratuit et pour le seul ouvrage étudié.

12. Modifications du contenu de la mission en cours de réalisation
La nature des prestations et des moyens à mettre en œuvre, les prévisions des avancements et délais, ainsi que les prix sont déterminés en fonction des éléments communiqués par le client et ceux recueillis lors de l'établissement de l'offre. Des conditions imprévisibles par le Prestataire au moment de l'établissement de son offre touchant à la géologie, aux hypothèses de travail, au projet et à son environnement, à la législation et aux règlements, à des événements imprévus, survenant en cours de mission autorisent le Prestataire à proposer au Client un avenant avec notamment modification des prix et des délais. A défaut d'un accord écrit du Client dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la lettre d'adaptation de la mission, le Prestataire est en droit de suspendre immédiatement l'exécution de sa mission, les prestations réalisées à cette date étant rémunérées intégralement, et sans que le Client ne puisse faire état d'un préjudice. Dans l'hypothèse où le Prestataire est dans l'impossibilité de réaliser les prestations prévues pour une cause qui ne lui est pas imputable, le temps d'immobilisation de ses équipes est rémunéré par le client.

13. Modifications du projet après fin de mission, délai de validité du rapport
Le rapport constitue une synthèse de la mission définie par la commande. Le rapport et ses annexes forment un ensemble indissociable. Toute interprétation, reproduction partielle ou utilisation par un autre maître de l'ouvrage, un autre constructeur ou maître d'œuvre, ou pour un projet différent de celui objet de la mission, ne saurait engager la responsabilité du Prestataire et pourra entraîner des poursuites judiciaires. La responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en dehors du cadre de la mission objet du rapport. Toute modification apportée au projet et à son environnement ou tout élément nouveau mis à jour au cours des travaux et non détecté lors de la mission d'origine, nécessite une adaptation du rapport initial dans le cadre d'une nouvelle mission. Le client doit faire actualiser le dernier rapport de mission en cas d'ouverture du chantier plus de 1 an après sa livraison. Il en est de même notamment en cas de travaux de terrassements, de démolition ou de réhabilitation du site (à la suite d'une contamination des terrains et/ou de la nappe) modifiant entre autres les qualités mécaniques, les dispositions constructives et/ou la répartition de tout ou partie des sols sur les emprises concernées par l'étude géotechnique.

14. conditions d'établissement des prix, variation dans les prix, conditions de paiement, acompte et provision, retenue de garantie
Les prix unitaires s'entendent hors taxes. Ils sont majorés de la T.V.A. au taux en vigueur le jour de la facturation. Ils sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date d'établissement de l'offre. Ils sont fermes et définitifs pour une durée de trois mois. Au-delà, ils sont actualisés par application de l'indice « SYNTEC », l'Indice de base étant celui du mois de l'établissement du devis.
Aucune retenue de garantie n'est appliquée sur le coût de la mission.
Dans le cas où le marché nécessite une intervention d'une durée supérieure à un mois, des factures mensuelles intermédiaires sont établies. Lors de la passation de la commande ou de la signature du contrat, le Prestataire peut exiger un acompte dont le montant est défini dans les conditions particulières et correspond à un pourcentage du total estimé des honoraires et frais correspondants à l'exécution du contrat. Le montant de cet acompte est déduit de la facture ou du décompte final. En cas de sous-traitance dans le cadre d'un ouvrage public, les factures du Prestataire sont réglées directement et intégralement par le maître d'ouvrage, conformément à la loi n°75-1334 du 31/12/1975.
Les paiements interviennent à réception de la facture et sans escompte. En l'absence de paiement au plus tard le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, il sera appliqué à compter dudit jour et de plein droit, un intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage. Cette pénalité de retard sera exigible sans qu'un rappel soit nécessaire à compter du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture.
En sus de ces pénalités de retard, le Client sera redevable de plein droit des frais de recouvrement exposés ou d'une indemnité forfaitaire de 40 €.
Un désaccord quelconque ne saurait constituer un motif de non-paiement des prestations de la mission réalisées antérieurement. La compensation est formellement exclue : le Client s'interdit de déduire le montant des préjudices qu'il allègue des honoraires dus.

15. Résiliation anticipée

Toute procédure de résiliation est obligatoirement précédée d'une tentative de conciliation. En cas de force majeure, cas fortuit ou de circonstances indépendantes du Prestataire, celui-ci a la faculté de résilier son contrat sous réserve d'en informer son Client par lettre recommandée avec accusé de réception. En toute hypothèse, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de ses obligations, et 8 jours après la mise en demeure visant la présente clause résolutoire demeurée sans effet, le contrat peut être résilié de plein droit. La résiliation du contrat implique le paiement de l'ensemble des prestations régulièrement exécutées par le Prestataire au jour de la résiliation et en sus, d'une indemnité égale à 20 % des honoraires qui resteraient à percevoir si la mission avait été menée jusqu'à son terme.

16. Répartition des risques, responsabilités et assurances

Le Prestataire n'est pas tenu d'avertir son Client sur les risques encourus déjà connus ou ne pouvant être ignorés du Client compte tenu de sa compétence. Ainsi par exemple, l'attention du Client est attirée sur le fait que le béton armé est inévitablement fissuré, les revêtements appliqués sur ce matériau devant avoir une souplesse suffisante pour s'adapter sans dommage aux variations d'ouverture des fissures. Le devoir de conseil du Prestataire vis-à-vis du Client ne s'exerce que dans les domaines de compétence requis pour l'exécution de la mission spécifiquement confiée. Tout élément nouveau connu du Client après la fin de la mission doit être communiqué au Prestataire qui pourra, le cas échéant, proposer la réalisation d'une mission complémentaire. A défaut de communication des éléments nouveaux ou d'acceptation de la mission complémentaire, le Client en assumera toutes les conséquences. En aucun cas, le Prestataire ne sera tenu pour responsable des conséquences d'un non-respect de ses préconisations ou d'une modification de celles-ci par le Client pour quelque raison que ce soit. L'attention du Client est attirée sur le fait que toute estimation de quantités faite à partir de données obtenues par prélèvements ou essais ponctuels sur le site objet des prestations est entachée d'une incertitude fonction de la représentativité de ces données ponctuelles extrapolées à l'ensemble du site. Toutes les pénalités et indemnités qui sont prévues au contrat ou dans l'offre remise par le Prestataire ont la nature de dommages et intérêts forfaitaires, libératoires et exclusifs de toute autre sanction ou indemnisation.

<u>Assurance décennale obligatoire</u>

Le Prestataire bénéficie d'un contrat d'assurance au titre de la responsabilité décennale afférente aux ouvrages soumis à obligation d'assurance, conformément à l'article L.241-1 du Code des assurances. Conformément aux usages et aux capacités du marché de l'assurance et de la réassurance, le contrat impose une obligation de déclaration préalable et d'adaptation de la garantie pour les ouvrages dont la valeur HT (travaux et honoraires compris) excède au jour de la déclaration d'ouverture de chantier un montant de 15 M€. Il est expressément convenu que le client a l'obligation d'informer le Prestataire d'un éventuel dépassement de ce seuil, et accepte, de fournir tous éléments d'information nécessaires à l'adaptation de la garantie. Le client prend également l'engagement, de souscrire à ses frais un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD), contrat dans lequel le Prestataire sera expressément mentionné parmi les bénéficiaires. Le client prendra en charge tout éventuelle surcotisation qui serait demandée au Prestataire par rapport aux conditions de base de son contrat d'assurance. Par ailleurs, les ouvrages de caractère exceptionnel, voire inusuels sont exclus du présent contrat et doivent faire l'objet d'une cotation particulière. Le prix fixé dans l'offre ayant été déterminé en fonction de conditions normales d'assurabilité de la mission, il sera réajusté, et le client s'engage à l'accepter, en cas d'éventuelle surcotisation qui serait demandée au Prestataire par rapport aux conditions de base de son contrat d'assurance. A défaut de respecter ces engagements, le client en supportera les conséquences financières (notamment en cas de défaut de garantie du Prestataire, qui n'aurait pu s'assurer dans de bonnes conditions, faute d'informations suffisantes). Le maître d'ouvrage est tenu d'informer le Prestataire de la DOC (déclaration d'ouverture de chantier).

<u>Ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance</u>

Les ouvrages dont la valeur HT (travaux et honoraires compris) excède un montant de 6 000 000 € pour les ouvrages de génie civil en convention spéciale Responsabilité Professionnelle de l'Ingénierie et 2 000 000 € en génie civil en convention spéciale Responsabilité Professionnelle de l'Economie de la Construction doivent faire l'objet d'une déclaration auprès du Prestataire qui en référera à son assureur pour détermination des conditions d'assurance. Les limitations relatives au montant des chantiers auxquels le Prestataire participe ne sont pas applicables aux missions portant sur des ouvrages d'infrastructure linéaire, c'est-à-dire routes, voies ferrées, tramway, etc. En revanche, elles demeurent applicables lorsque sur le tracé linéaire, la/les mission(s) de l'assuré porte(nt) sur des ouvrages précis tels que ponts, viaducs, échangeurs, tunnels, tranchées couvertes... En tout état de cause, il appartiendra au client de prendre en charge toute éventuelle sur cotisation qui serait demandée au prestataire par rapport aux conditions de base de son contrat d'assurance. Toutes les conséquences financières d'une déclaration insuffisante quant au coût de l'ouvrage seront supportées par le client et le maître d'ouvrage.

Le Prestataire assume les responsabilités qu'il engage par l'exécution de sa mission telle que décrite au présent contrat. A ce titre, il est responsable de ses prestations dont la défectuosité lui est imputable. Le Prestataire sera garanti en totalité par le Client contre les conséquences de toute recherche en responsabilité dont il serait l'objet du fait de ses prestations, de la part de tiers au présent contrat, le client ne garantissant cependant le Prestataire qu'au-delà du montant de responsabilité visé ci-dessous pour le cas des prestations défectueuses. La responsabilité globale et cumulée du Prestataire au titre ou à l'occasion de l'exécution du contrat sera limitée à trois fois le montant de ses honoraires sans pour autant excéder les garanties délivrées par son assureur, et ce pour les dommages de quelque nature que ce soit et quel qu'en soit le fondement juridique. Il est expressément convenu que le Prestataire ne sera pas responsable des dommages immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel tels que, notamment, la perte d'exploitation, la perte de production, le manque à gagner, la perte de profit, la perte de contrat, la perte d'image, l'immobilisation de personnel ou d'équipements.

17. Cessibilité de contrat

Le Client reste redevable du paiement de la facture sans pouvoir opposer à quelque titre que ce soit la cession du contrat, la réalisation pour le compte d'autrui, l'existence d'une promesse de porte-fort ou encore l'existence d'une stipulation pour autrui.

18. Litiges

En cas de litige pouvant survenir dans l'application du contrat, seul le droit français est applicable. Seules les juridictions du ressort du Tribunal de Commerce de Marseille sont compétentes, même en cas de demande incidente ou d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.